

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL
MISSION MINISTÉRIELLE
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2020

PRÉPARATION ET EMPLOI DES FORCES



PROGRAMME 178

PRÉPARATION ET EMPLOI DES FORCES

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | BILAN STRATÉGIQUE

BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

Général d'armée François LECOINTRE

Chef d'état-major des armées

Responsable du programme n° 178 : Préparation et emploi des forces

Le programme 178 « Préparation et emploi des forces » sous la responsabilité du chef d'état-major des armées (CEMA) constitue le cœur de la mission « Défense ».

Le CEMA est responsable de l'emploi opérationnel des forces, de la définition du modèle d'armées et de la cohérence capacitaire globale. A ce titre, éclairé par les chefs d'état-major des armées et les directeurs des services de soutien interarmées, le CEMA garantit l'atteinte du besoin opérationnel par un niveau adapté de préparation des forces.

Déclinés des ambitions de la Revue stratégique de 2017 et de la loi de programmation militaire (LPM) pour 2019-2025, les contrats opérationnels fixés par le CEMA aux armées, directions et services (ADS) sont mis à jour annuellement. Ces contrats définissent les objectifs de disponibilité des capacités opérationnelles en fonction d'hypothèses d'engagement des forces sur toute la gamme des fonctions stratégiques qui permettent l'emploi des forces et leur préparation de la façon la plus efficiente. La LPM 2019 – 2025 est résolument engagée dans le renouvellement des parcs anciens afin de doter les armées des équipements modernes nécessaires pour faire face aux adversaires potentiels.

L'année 2020 a été marquée par la pandémie COVID 19 dont les premiers effets se sont faits sentir au premier semestre 2020. Cette crise sanitaire inédite a contraint l'entraînement et la préparation opérationnelle des forces, ainsi que les engagements opérationnels, sans toutefois les empêcher, grâce aux efforts d'adaptation des forces et de l'ensemble de la chaîne de commandement.

De plus, les forces armées ont contribué à la résilience de la nation durant cette période difficile. Elles se sont en effet engagées auprès de nos concitoyens au travers de l'opération RESILIENCE pour répondre à l'urgence sanitaire par le déploiement d'un élément militaire de réanimation du service de santé des armées, le transport de patients, de personnel soignant et de matériel médical et de nombreuses missions de soutien logistique et de protection de sites.

En 2020 comme en 2019, les armées ont été engagées à un niveau élevé sur plusieurs théâtres d'opérations (bande sahélo-saharienne, Levant, Liban et République centrafricaine) et zones maritimes (Méditerranée centrale, golfe de Guinée et océan Indien).

- Au Sahel, théâtre majeur où la France exerce la responsabilité de nation-cadre, nos forces ont renforcé leur action cinétique directe contre les groupes armés terroristes, en particulier dans les régions du Liptako et du Gourma maliens, en menant plus d'une centaine d'opérations, seules ou avec les forces partenaires des pays du « G5 Sahel ». La montée en puissance de la *task force* européenne TAKUBA, qui a pu prononcer sa capacité opérationnelle initiale dès l'été 2020, peut être également soulignée.
- Au Levant, les troupes françaises engagées dans l'opération CHAMMAL, appuyées par la présence permanente de bâtiments de combat en Méditerranée orientale et l'engagement ponctuel du groupe aéronaval (GAN), ont poursuivi leurs missions d'appui aérien et d'accompagnement des partenaires locaux au sein de la coalition internationale, face à un ennemi (DAESH) ayant adopté une posture insurrectionnelle.
- Au Liban, dans le cadre de l'opération Daman, le contingent français de la FINUL a poursuivi ses missions d'appui aux forces armées libanaises (FAL) pour garantir le respect des résolutions du conseil de sécurité de l'ONU et la sécurisation de la frontière sud. En réponse à l'explosion dans le port de Beyrouth, une force (porte-hélicoptères, régiment du génie) a été déployée en août 2020 dans le cadre de l'opération AMITIE.
- Les déploiements navals de la Marine nationale se sont poursuivis en Méditerranée centrale (EUNAVFORMED IRINI), dans le golfe de Guinée (Corymbe) et dans l'océan Indien (ATALANTA dans le cadre de l'Union Européenne et EMASOH/AGENOR dans le détroit d'Ormuz). Plus largement, les principaux déploiements

maritimes auront été la mission FOCH (déploiement du GAN début 2020) et la mission annuelle JEANNE D'ARC (campagne d'application des officiers-élèves).

Les armées françaises ont également participé aux missions de réassurance de l'OTAN avec la mission LYNX de projection d'un sous groupement tactique interarmes (SGTIA) en Estonie dans le cadre de l'*enhanced Forward Presence* (eFP) et la contribution des forces aériennes à l'*enhanced Air Policy* (eAP).

Enfin, la protection du territoire national a fait l'objet d'un renforcement du dispositif SENTINELLE pour garantir la sécurité de la population en coordination avec le Ministère de l'Intérieur, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Sur l'ensemble des indicateurs du RAP 2020, l'objectif n°1 « Assurer la fonction stratégique connaissance et anticipation » se maintient à un bon niveau. Il en est de même pour l'objectif n°2 « Assurer la fonction stratégique de prévention », malgré la crise COVID 19 qui a pénalisé l'activité de formation des forces de nos partenaires africains ou moyen-orientaux.

L'objectif n°3 « Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde) » et l'objectif n°4 « Assurer la fonction stratégique intervention » restent globalement bien tenus même si le renouvellement des unités de la Marine en cours provoque un effet biseau entre l'arrivée des nouveaux matériels et le retrait du service actif d'anciens, faisant apparaître des ruptures temporaires de capacités, et que, malgré la mise en œuvre de plans d'actions dédiés pour l'armée de l'air et de l'espace (AAE), il demeure difficile de tenir l'échelon national d'urgence (ENU) en raison de la fragilité de certaines familles d'aéronefs de transport.

Pour l'objectif n°5 « Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en puissance maximale des capacités militaires prévues par le Livre Blanc », les résultats présentent quelques écarts par rapport aux prévisions. Notamment pour ce qui concerne les pilotes de l'AAE : l'annulation d'exercices majeurs internationaux et la disponibilité technique insuffisante de certaines flottes ont généré des retards cumulés qui se traduisent aujourd'hui par une dette sur la formation et l'entraînement. Le sous-indicateur portant sur la disponibilité des matériels reste stable, le point d'attention principal étant porté sur les progrès attendus des contrats de verticalisation concernant les parcs d'aéronefs des trois armées.

Enfin, l'objectif n°6 « Renforcer l'efficacité du soutien sur des fonctions cibles pour concentrer la ressource sur le renouvellement des matériels et les opérations » a été naturellement impacté par la crise sanitaire, sans gravité. Certains coûts ont progressé en raison des difficultés rencontrées par l'industrie en début de pandémie (impact pour la Marine nationale notamment).

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Assurer la fonction stratégique connaissance-anticipation
INDICATEUR 1.1	Taux de satisfaction de la fonction stratégique connaissance - anticipation
OBJECTIF 2	Assurer la fonction stratégique de prévention
INDICATEUR 2.1	Efficacité du pré-positionnement des forces
OBJECTIF 3	Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde)
INDICATEUR 3.1	Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection
OBJECTIF 4	Assurer la fonction stratégique intervention
INDICATEUR 4.1	Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France
INDICATEUR 4.2	Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises
OBJECTIF 5	Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en puissance maximale des capacités militaires prévues
INDICATEUR 5.1	Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement
INDICATEUR 5.2	Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels
OBJECTIF 6	Renforcer l'efficacité du soutien

INDICATEUR 6.1	Coût de la fonction « restauration-hébergement »
INDICATEUR 6.2	Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu
INDICATEUR 6.3	Améliorer le soutien du combattant

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF

1 – Assurer la fonction stratégique connaissance-anticipation

INDICATEUR

1.1 – Taux de satisfaction de la fonction stratégique connaissance - anticipation

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Capacité d'anticipation opérationnelle	%	85	85	85	85	85	85
Satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire	%	90,5	84,5	90	90	86,9	90

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Le sous-indicateur 1.1.1 « capacité d'anticipation opérationnelle » permet d'apprécier la bonne anticipation et la qualité de la veille stratégique. Le second sous-indicateur 1.1.2 mesure la capacité de la direction du renseignement militaire (DRM) à satisfaire ses commanditaires en termes de délais et de qualité. Le second sous-indicateur est revu au PLF 2019, et mesure désormais uniquement la réactivité, la mesure de la qualité ayant été écartée car jugée trop subjective.

Mode de calcul :

L'indicateur comporte deux sous-indicateurs :

- le premier compare le nombre de crises dont l'analyse a permis une réaction adaptée et en temps utile de nos forces par rapport à l'ensemble des crises impliquant les intérêts de la France. L'unité de mesure de la cible est un pourcentage : nombre de crises anticipées et analysées convenablement et dans les délais, rapportées au nombre de crises sur une période de deux ans ;
- le second mesure le taux de satisfaction des besoins de renseignement d'intérêt militaire en termes de réactivité (nombre de demandes satisfaites dans les délais sur le nombre total des demandes)

Source des données : état-major des armées - centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) pour la « capacité d'anticipation opérationnelle » et la DRM pour la « satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire ».

ANALYSE DES RÉSULTATS

Sous-indicateur 1.1.1 « capacité d'anticipation opérationnelle »

La capacité d'anticipation opérationnelle s'est maintenue à un niveau constant et élevé. Selon les procédures établies, les tendances de fond sont analysées et prises en compte par les travaux du cycle du groupe d'anticipation stratégique, et en conséquence veillées et suivies par le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO). De plus, la mise en place depuis trois ans des stratégies militaires opérationnelles par zone a permis une revue des grands facteurs régionaux d'instabilité relativement à nos intérêts, augmentant encore notre appréciation globale de la situation, permettant ainsi une meilleure anticipation des aléas éventuels.

Les déploiements inopinés de forces russes en océan Atlantique ou turques en Méditerranée orientale (MEDOR) peuvent avoir un impact sur des déploiements planifiés. L'anticipation de certains de ces engagements n'était pas prévisible.

De manière générale, nos armées sont confrontées à un certain nombre d'événements imprévus avec leurs crises associées. Cette tendance est notamment marquée par des opposants s'engageant dans une guerre « hybride ».

Les crises inopinées ayant un impact sur les opérations ou sur la France à l'étranger ont fait l'objet de travaux « d'anticipation réactive » dès les premiers signes de dégradation et, outre le suivi de la crise, ont souvent amené au renforcement de la posture de nos forces déployées ou pré-positionnées. Toutes ces crises ayant trait aux intérêts

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

français ont fait l'objet d'une vigilance accrue. Par conséquent, les travaux de planification des évacuations de ressortissants sont régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, les événements météorologiques de toutes natures^[1] ont été suivis de façon permanente sur l'ensemble du territoire national ainsi que des théâtres d'opérations.

Dans le même esprit, les principaux événements de nature géopolitique sont suivis avec un horizon trimestriel afin d'anticiper et d'orienter les travaux à venir.

La crise sanitaire actuelle sort en revanche du cadre habituel des travaux d'anticipation. Son ampleur a des conséquences tangibles sur les opérations des armées et pourrait avoir également des conséquences sécuritaires à moyen terme (déséquilibres économiques, phénomènes migratoires, etc.).

Sous-indicateur 1.1.2 « Satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire »

La DRM n'a pas été en mesure d'atteindre le taux de satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire fixé à 90 %. Le taux de réponse dans les délais aux demandes de renseignement a néanmoins augmenté de 2,4 % par rapport à 2019, en dépit des contraintes liées à la crise sanitaire COVID-19. Les retards concernent majoritairement des demandes moins sensibles et moins urgentes, alors que celles ayant un caractère d'urgence opérationnelle ont été systématiquement traitées dans les délais. La DRM maintient ainsi un objectif de 90 % pour 2021.

[1] Seuls les événements météorologiques et leurs conséquences sur l'engagement des armées, en OPEX ou sur le territoire national sont anticipés à chaque fois que cela est possible (en septembre 2018 pour la tempête IRMA par exemple), pas les dérèglements climatiques sur le long terme.

OBJECTIF**2 – Assurer la fonction stratégique de prévention****INDICATEUR****2.1 – Efficacité du pré-positionnement des forces**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Taux des forces pré-positionnées engagées dans les opérations dans un délai inférieur à 5 jours	%	94	95	90	93	91	90
Taux de réalisation en matière de formation des forces étrangères par les forces prépositionnées	%	95	95	98	95	91	98

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Le sous-indicateur 2.1.1 mesure l'efficacité des forces pré-positionnées. Celles-ci comprennent des forces de souveraineté, déployées dans les départements et collectivités d'outre-mer, et des forces de présence, déployées au titre des accords de défense, renforcées par les forces maritimes déployées préventivement. Elles doivent représenter au moins 50 % du volume projeté dans la zone de crise, dans un délai inférieur à cinq jours.

Le sous-indicateur 2.1.2 mesure la réalisation des tâches de formation au profit des forces armées africaines notamment pour les contingents de maintien de la paix, programmées soit dans le cadre des accords bilatéraux, soit dans le cadre de protocoles ONU.

Mode de calcul :

Sous-indicateur 2.1.1 : ratio, sur les trois dernières années, entre l'effectif pré-positionné déployé dans les opérations extérieures au cours des cinq premiers jours de l'opération et les effectifs totaux déployés.

Sous-indicateur 2.1.2 : effectif des forces régionales réellement formé par rapport à l'effectif prévu.

Source des données :

Les données proviennent de l'état-major des armées (CPCO et division emploi des forces) et des Forces prépositionnées.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Sous-indicateur 2.1.1 « Taux des forces pré-positionnées engagées dans les opérations dans un délai inférieur à 5 jours »

Les effectifs déployés en 2020 à partir de forces pré-positionnées sont très inférieurs à ceux déployés en 2019 (372 contre 869). Cette réduction est due principalement à la pandémie de COVID 19.

Le taux d'emploi pour l'année 2020 seule est établi à 88 %.

En prenant en compte les années 2018 et 2019 (indicateur glissant sur trois années), le taux d'emploi mis à jour pour l'indicateur 2.1.1 pour l'année 2020 est de 91 %.

Sous indicateur 2.1.2 « Taux de réalisation en matière de formation des forces étrangères par les forces prépositionnées » (EMP)

L'objectif de formation de 30 000 militaires étrangers a été quasiment atteint en 2020, malgré les contraintes liées à la crise COVID, par les forces françaises à l'étranger qui ont formé 27 405 militaires dans le cadre du partenariat militaire opérationnel (PMO), soit un taux de réalisation de 91 %.

Les forces pré-positionnées ont formé à elles seules 15 183 militaires étrangers. Ont également été formés 11 922 militaires dans le cadre de l'opération Barkhane, qui contribue dans sa zone d'opérations aux actions de PMO au profit des forces partenaires du G5 Sahel, ainsi que 300 militaires des pays du golfe de Guinée dans le cadre de la mission Corymbe.

Ce bilan quantitatif s'accompagne d'un effort majeur sur le plan qualitatif, aussi bien pour les formations d'unités constituées que pour les formations spécialisées. Cet effort se traduit par des actions de formation moins nombreuses qu'en 2019, mais d'une durée moyenne et d'un niveau plus élevés.

Ce résultat a notamment pu être atteint grâce à l'engagement d'un DET PMO de métropole fourni par l'armée de Terre pendant 4 mois en renfort des éléments français au Gabon (EFG) pour les formations au profit des forces armées de Centrafrique (FACA) et du Tchad, renouvelant ainsi l'expérience très encourageante de 2019. Les épidémies de COVID et d'Ebola n'ont en revanche pas permis le déploiement d'un DET PMO en RDC, qui est repoussé au premier semestre 2021. De même, l'augmentation attendue des formations au profit du Mozambique n'a pu se concrétiser en 2020, ni en Ethiopie du fait de la crise du Tigré.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF**3 – Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde)****INDICATEUR****3.1 – Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Niveau de réalisation des contrats pour l'armée de terre	%	100	100	100	100	100	100
Niveau de réalisation des contrats pour la marine	%	77	84	70	87	85	70
Niveau de réalisation des contrats pour l'armée de l'air	%	94	94	96	100	95	100
Niveau de réalisation des contrats pour le SSA	%	93	93	100	93	93	100
Niveau de réalisation des contrats pour la DIRISI	%	99	99	99	99	99	99
Niveau de réalisation de la couverture des zones de surveillance	%	75/75	75/73	75/75	75/74	75	75/75
Niveau de réalisation des interceptions	%	100	100	100	100	100	100

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Les contrats opérationnels pris en référence sont ceux de la LPM 2019-2025, ils s'inscrivent dans la continuité des contrats opérationnels de la LPM 2014-2019.

Ces sous-indicateurs traduisent la performance des armées, directions et services pour faire face, seuls ou dans un cadre interministériel, aux exigences de sécurité des Français. Ils permettent à la fois de mesurer le respect du contrat opérationnel mais aussi le degré d'implication des armées et leur efficacité dans une mission s'inscrivant dans un cadre interministériel.

La performance recherchée consiste à se mettre en capacité d'assurer, dans des délais adaptés à chaque type de menace (de quelques minutes pour une interception aérienne à plusieurs jours pour un pistage de cargo trafiquant), une surveillance suffisante et dissuasive ainsi qu'une intervention efficace, sur un très grand panel de tâches (sauvetages, luttes contre les catastrophes naturelles et les trafics, surveillances militaire et environnementale...).

SSA : le service de santé des armées utilise un indicateur composite portant sur la disponibilité d'équipements nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) et sur la réponse à des demandes de médicaments de lutte NRBC.

DIRISI : direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information.

Mode de calcul :

Les cinq premiers sous-indicateurs mesurent pour chacune des armées, directions et services :

- le taux de satisfaction des missions permanentes de la fonction protection ;
- la capacité à honorer l'hypothèse d'engagement majeur de la fonction protection.

Ceux-ci prévoient des forces qualifiées et suffisantes, à la fois pour tenir des alertes permanentes et intervenir dans le cadre de la défense du territoire et des missions de service public (recherche et sauvetage, évacuation sanitaire, lutte contre les trafics, etc.).

En complément, deux sous-indicateurs mesurent les résultats pratiques :

- le taux de couverture, successivement (2 chiffres) des zones de surveillance aérienne et maritime. Certaines zones sont activées en permanence (couverture radar pour la défense aérienne du territoire, dispositif de surveillance des approches maritimes), d'autres conjointement (sécurité de sortie de port d'un navire précieux), d'autres selon des règles de probabilité de détection (patrouilles dans les zones économiques exclusives) ;
- le taux d'interceptions réussies dans le domaine de la défense aérienne du territoire ;
- DIRISI : La méthode de calcul a évolué de manière significative en 2014. Le détail est le suivant :

1/ Taux de disponibilité de nos réseaux de communication nationaux (SOCRATE) Poids = 60 %

2/ Taux de disponibilité des moyens d'élongation (Transport satellitaire, Syracuse, Aristote) pour raccorder les théâtres

Poids = 10 %

3/ Taux de disponibilité des systèmes d'information opérationnels nationaux (Intraced, SIC 21, Rifan1 & 2) mis en œuvre par la DIRISI

Poids = 20 %

4/ Taux de réalisation des MISSINT dans les délais impartis

Poids = 10 %

Exclusions du périmètre de calcul :

Les maintenances programmées (hors SOCRATE) car toujours reportées en cas de gêne potentielle ou faisant l'objet d'un impact opérationnel minimisé en raison des redondances. Les réalisations de demandes d'Opérations ou MISSINT avec un hors délai sans conséquence opérationnelle (hors délai programmé c'est-à-dire ne retardant pas la date de début d'opération).

Source des données :

Les états-majors d'armée et directions centrales.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Indicateur 3.1 « Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection » (ARMÉE DE TERRE)

L'armée de Terre a honoré toutes les contributions qui lui ont été demandées au titre de la PROTECTION, avec un dispositif très réactif pour son contrat permanent (plans gouvernementaux VIGIPIRATE, crue de Seine, HEPHAISTOS, etc.).

Concernant le "renfort crise majeure", l'armée de Terre a été en mesure d'honorer son contrat en volume et l'a démontré notamment par sa réactivité au printemps avec RESILIENCE et en novembre 2020 avec le renforcement de SENTINELLE.

Indicateur 3.1 « Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection » (MARINE NATIONALE)

Le niveau de réalisation à 85% du contrat PROTECTION résulte de la capacité à mutualiser les moyens disponibles des composantes les plus fragiles (parc réduit, disponibilité). Les composantes aéronautiques (PATSIMAR^[1] et hélicoptères) et patrouilleurs de service public (PSP) sont les plus sujettes aux aléas de disponibilité technique. La tenue des alertes, en particulier celles portées par la composante FASM/FREMM^[2], nécessite régulièrement des arbitrages dont les effets peuvent être ressentis sur d'autres fonctions stratégiques (alerte-intervention/ENU^[3], alerte-intervention/gestion de crise).

Au premier semestre 2020, la baisse d'activité opérationnelle induite par l'épisode COVID a facilité la tenue des alertes en métropole. Cependant, des effets de bord des contraintes sanitaires de la COVID19 ont pu être observés : retour du Falcon 50 (F50) déployé à Dakar et tenue de l'alerte SAR OACI^[4] Dakar à 6 heures par un moyen PATSIMAR à partir de la métropole.

Indicateur 3.1 « Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection » (ARMÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE)

Les contrats liés à la fonction PROTECTION sont prioritaires et 100 % des moyens nécessaires leur sont systématiquement alloués, y compris en période de crise sanitaire comme celle de 2020. Le taux de satisfaction de 95% s'explique par des fragilités perceptibles notamment au niveau de l'infrastructure ou de la disponibilité technique rencontrée sur certaines flottes (à titre d'exemple le C130 H). Des plans d'action ont été mis en place et devraient porter leurs fruits à moyenne échéance, permettant une remontée progressive vers une réalisation de 100 %.

Concernant le niveau de réalisation de la couverture des zones de surveillance et celui des interceptions, l'environnement particulier lié à la pandémie de COVID 19 n'a pas engendré de dégradation de la performance de la PPS-Air. Alors que l'activité aérienne commerciale a connu une réduction majeure, l'activité aérienne de loisir s'est globalement maintenue. Au bilan, ce contexte s'est traduit par une recrudescence d'interceptions. Sur le plan de la couverture radar, les travaux d'entretien d'un parc vieillissant de radars et de rénovation à mi-vie de certains d'entre eux n'ont pas connu de progrès significatifs, en partie du fait de la crise sanitaire. La mise en service à court/moyen terme de capteurs de nouvelle génération est envisagée pour améliorer la disponibilité des moyens, leur fiabilité et augmenter progressivement la couverture radar du territoire.

Une série d'accords permettant l'échange de données radar brutes a été initiée avec les pays limitrophes (Espagne, Belgique, Italie, Grande-Bretagne, Suisse, Allemagne) afin d'améliorer la détection périphérique et élargir les capacités de redondance.

Indicateur 3.1 « Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection » (SSA)

Le service de santé des armées dispose des moyens lui permettant d'assurer le volet PROTECTION du contrat opérationnel.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

L'intégralité du parc des modules de décontamination pré-hospitaliers ayant été renouvelée en 2019 dans le cadre du plan d'équipement opérationnel, chaque HIA dispose désormais d'une structure sous tente déployable en cas d'alerte et de matériels de décontamination neufs, dans l'attente de la réception des trois futurs centres de traitement des brûlés radiocontaminés (CTBR2C).

Un travail constant a été mené avec les services d'infrastructure de la défense (ESID) locaux afin de s'assurer du respect des jalons des futurs centres de traitement des brûlés radiocontaminés (CTBR2C), notamment celui de l'HIA Sainte-Anne à Toulon.

Indicateur 3.1 « Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection » (DIRISI)

Le réseau de communication nationale SOCRATE est une composante majeure de l'indicateur 3.1. La disponibilité technique, la seule mesurée à ce jour, demeure à un niveau supérieur à 99 % grâce à la forte redondance du système, mais masque une évolution du nombre de pannes susceptible de conduire à une dégradation soudaine. Le déploiement du nouveau réseau DESCARTES apportera à terme une réponse pérenne à ce risque.

[1] Patrouille Surveillance et Intervention Maritime.

[2] Frégate anti-sous-marine, frégate multi-missions.

[3] Echelon national d'urgence.

[4] *Search and rescue* Organisation aérienne civile internationale.

OBJECTIF**4 – Assurer la fonction stratégique intervention****INDICATEUR mission****4.1 – Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Armée de terre	%	85	90	90	90	90	>90
Marine	%	65	87	73	89	89	73
Armée de l'air	%	72	65	75	75	70	80
SSA	%	90	80	90	80	90	90
DIRISI	%	99	99	99	99	99	99

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Les contrats opérationnels pris en référence sont ceux de la LPM 2019-2025, ils s'inscrivent dans la continuité des contrats opérationnels de la LPM 2014-2019.

Ces indicateurs traduisent la capacité des armées, directions et services, à être engagées, pour une durée limitée, dans une opération de coercition majeure tout en conservant une partie des responsabilités exercées sur les théâtres d'opération déjà ouverts.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure, pour chacune des composantes, la capacité à réaliser les objectifs des contrats opérationnels, pour la fonction stratégique « Intervention » dans le cadre de l'hypothèse d'engagement maximum de nos forces (HE M INTER). La capacité est mesurée en prenant en compte les ressources effectivement disponibles.

Engagement maximal prévu dans le cadre d'une opération de coercition :

- armée de terre : deux brigades interarmes représentant environ 15 000 hommes des forces terrestres ;
- marine : le porte-avions et groupe aérien embarqué, deux bâtiments de projection et de commandement (BPC), un noyau-clé d'accompagnement à base de frégates, deux sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) et des avions de patrouille maritime ;
- armée de l'air : 3 bases aériennes projetées (BAP), 45 avions de chasse, 9 avions de transport stratégique et de ravitaillement, 16 avions de transport d'assaut (ATA), 2 plots Recherche et Sauvetage de Combat (RESCO), ainsi que des capacités drones et des moyens ISR (Intelligence, Surveillance and Reconnaissance) ;

- les moyens de commandement, de renseignement et de logistique de l'opération.

De plus, cette hypothèse prévoit le maintien d'une capacité résiduelle d'engagement d'urgence, une posture de protection renforcée sur le territoire national et la ré-articulation des opérations en cours.

La disponibilité caractérise l'aptitude d'une capacité opérationnelle (c'est-à-dire d'une puissance militaire cohérente en personnel qualifié et entraîné, en équipements suffisants, disposant d'une doctrine, d'une organisation, des approvisionnements et soutiens nécessaires) à être mise sur pied dans le délai requis par l'hypothèse d'emploi maximum des forces.

L'aptitude de l'armée de l'air à réaliser un engagement majeur sous six mois dépend de la capacité à préparer les forces dans le cadre de la montée en puissance, du recours à l'affrètement aérien, de l'utilisation d'avions ravitailleurs alliés et de la capacité à approvisionner les stocks de munitions.

SSA : ratio entre le nombre global d'équipes chirurgicales disponibles et la cible théorique, hors praticiens en formation.

DIRISI : le mode de calcul correspond à la moyenne arithmétique des indicateurs de disponibilité de l'ensemble des SIC OPS opérés par la DIRISI (réseaux nationaux, élongations pour les théâtres, SI opérationnels de la DIRISI, SIC internationaux).

Exclusions du périmètre de calcul :

Les maintenances programmées (hors SOCRATE) car toujours reportées en cas de gêne potentielle ou faisant l'objet d'un impact opérationnel minimisé en raison des redondances.

INDICATEUR

4.2 – Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Terre	%	100	100	100	97	100	100
Marine	%	70	84	73	82	87	70
Armée de l'air	%	108	91	95	100	95	100
SSA	%	100	100	100	100	100	100
DIRISI	%	99	99	99	99	99	99

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Ces indicateurs traduisent la capacité des armées, directions et services à pouvoir être engagés, simultanément et dans la durée, dans plusieurs opérations de gestion de crise et de lutte contre l'instabilité. Les notions de délai et d'aptitude à régénérer les forces sont primordiales pour la tenue de ce contrat. Elles sont intégrées dans la construction de l'indicateur. La difficulté réside dans le nombre et la dispersion des engagements simultanés, ainsi que dans les élongations au sein des théâtres.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure, pour chacune des composantes, la tenue du contrat opérationnel. La réalisation du contrat opérationnel s'entend comme l'aptitude des unités à être déployées dans le temps imparti, sur un nombre défini de théâtres.

Engagement maximum prévu dans le cadre des opérations de gestion des crises :

- gestion de crise dans la durée sur 2 ou 3 théâtres dont un en tant que contributeur majeur, en engageant jusqu'à 7 000 hommes des forces terrestres, une douzaine d'avions de chasse et une frégate, un groupe BPC et un SNA selon les circonstances ;
- échelon national d'urgence de 5 000 hommes permettant de projeter une force interarmées de réaction immédiate (FIRI) de 2 300 hommes à 3 000 kilomètres du territoire national ou d'une base à l'étranger en 7 jours ;
- maintien des postures permanentes de sûreté aérienne et de sauvegarde maritime ainsi que de la posture de protection terrestre.

Pour le SSA, il s'agit des effectifs en équipes chirurgicales dans le cadre du dispositif santé de veille opérationnelle.

DIRISI : il s'agit d'une combinaison de sous-indicateurs liés aux taux de disponibilité des moyens d'élongation, des réseaux de communication nationaux (SOCRATE), des systèmes d'information opérationnels nationaux, des SIC internationaux et de réalisation des demandes de services SIC en opérations dans les délais impartis. La méthode de calcul a évolué de manière significative en 2014. Suite à la conférence de performance de 2016, les données sont dorénavant présentées sans chiffre après la virgule. Le détail est le suivant :

1/ Taux de disponibilité des moyens d'élongation (Transport satellitaire, Syracuse, Aristote) pour raccorder les théâtres

Poids = 50 %

2/ Taux de disponibilité de nos réseaux de communication nationaux (Socrate)

Poids = 10 %

3/ Taux de disponibilité des systèmes d'information opérationnels nationaux (Intraced, SIC 21, Rifan1 & 2) mis en œuvre par la DIRISI

Poids = 20 %

4/ Taux de disponibilité des SIC internationaux (UE OPS Wan, FR-OPS)

Poids = 10 %

5/ Taux de réalisation des OPEX dans les délais impartis

Poids = 10 %

Exclusions du périmètre de calcul :

Les maintenances programmées (hors SOCRATE) car toujours reportées en cas de gêne potentielle ou faisant l'objet d'un impact opérationnel minimisé en raison des redondances.

Les réalisations de demandes d'Opérations ou MISSINT avec un hors délai sans conséquence opérationnelle (hors délai programmé c'est-à-dire ne retardant pas la date de début d'opération).

Source des données : les données proviennent des états-majors d'armée, des directions et des services.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Indicateur 4.1. : « capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France »

Armée de Terre

L'armée de Terre a honoré intégralement sa contribution à l'ENU avec un dispositif GUEPARD qui a été optimisé en 2020 par un panel plus large de capacités mis à disposition de l'EMA (amphibie et montagne notamment).

Concernant l'hypothèse d'engagement majeur, l'armée de Terre est en capacité d'assurer le volume de forces à engager. Les délais dépendant notamment des capacités industrielles de remontée en puissance des stocks, les réductions de capacités opérationnelles (RCO) et les réductions temporaires de capacités (RTC) ont marginalement contraint l'engagement. Bien que cela n'ait pas permis d'attendre la cible initiale de 2020, la réalisation a concrétisé les prévisions.

Marine nationale

Engagé il y a deux ans par la Marine nationale, le passage progressif à deux équipages sur certains types de bâtiments facilite la tenue des alertes du contrat opérationnel.

Les indisponibilités techniques de certaines composantes et les arbitrages opérationnels induits peuvent toutefois rendre délicate la tenue d'alertes opérationnelles, qu'il s'agisse des bâtiments de surface ou de la patrouille maritime. L'arrivée des bâtiments ravitailleurs de force dans les prochaines années contribuera à l'amélioration de la situation en limitant les RTC.

Armée de l'Air et de l'Espace

L'aptitude de l'armée de l'Air et de l'Espace à réaliser un engagement majeur sous six mois dépend principalement de la capacité à préparer les forces dans le cadre de la montée en puissance, de la capacité à redéployer les forces engagées en gestion de crise et de l'approvisionnement de certaines ressources.

Le résultat 2020 reste inférieur à la cible (70 % pour un objectif fixé à 75 %) en raison de facteurs conjoncturels. Les aléas sur la disponibilité technique de certains matériels ont perduré en 2020 (avions de transport tactique notamment). De plus, la crise sanitaire a engendré l'annulation de la quasi-totalité des exercices majeurs programmés en 2020, réduisant d'autant la préparation opérationnelle des équipages à un engagement de haute intensité. Au bilan, l'amélioration du résultat en 2020 par rapport à l'année précédente (65 % en 2019) est à mettre au crédit de la montée en puissance des flottes nouvelles qui apportent un gain capacitaire substantiel.

Service de Santé des armées

Le nombre d'équipes chirurgicales prévu par la composante hospitalière militaire pour répondre au contrat opérationnel a graduellement augmenté ces dernières années (48 en 2018 à 51 en 2019 - 2020). Cette ambition est conditionnée par la réalisation effective des recrutements prévus en chirurgiens, en particulier en orthopédie. Le taux de réalisation des équipes chirurgicales reste stable à 90 % et est demeuré conforme à la prévision initiale grâce aux efforts ciblés sur deux axes :

- l'élargissement du vivier utile (recours à la réserve, à la coopération internationale, augmentation du recrutement de personnels contractuels et réflexion sur la projection des jeunes chirurgiens nouvellement diplômés) ;
- la fidélisation de la population (renforcement de l'attractivité des postes, conditions d'exercice, conditions de projection).

DIRISI

Le contrat opérationnel est honoré. La DIRISI mène toutefois des actions énergiques pour renouveler les capacités dont la vitesse d'obsolescence et la variété s'accroissent et se complexifient.

Notamment, le réseau de communication nationale SOCRATE est une composante majeure de l'indicateur. Son excellente disponibilité apparente ne doit pas masquer que des pannes pourraient potentiellement affecter la posture permanente de sûreté aérienne (PPS-A). Son remplacement dans le cadre du programme DESCARTES bénéficie d'un suivi prioritaire.

Indicateur 4.2 : Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises

Armée de Terre

Le contrat est honoré, mais les caractéristiques géographiques et l'environnement abrasif du théâtre Barkhane impliquent une tension sur les postes de commandement, les moyens de communication, la logistique et les équipements qui sont engagés au-delà de ce qui est prévu dans la situation opérationnelle de référence (SOR). Même si les forces terrestres y mettent en œuvre prioritairement les équipements les mieux protégés, l'armée de terre y subit régulièrement des pertes humaines et matérielles. Une vingtaine d'équipements majeurs y est détruit chaque année.

Marine nationale

Au premier semestre 2020, la baisse d'activité opérationnelle induite par l'épisode COVID a facilité la tenue des alertes en métropole.

La composante PATSIMAR a été particulièrement sensible aux aléas de disponibilité technique. L'alerte OPEX à 8 heures des ATL2 fait ainsi l'objet de ruptures temporaires de capacités (RTC) ponctuelles. Par ailleurs, le nombre de sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) disponibles est resté limité depuis le retrait du service actif du *Saphir* en 2019 et avec l'arrêt technique de la *Perle* prolongé suite à son incendie en juin 2020, avant l'admission au service actif du *Suffren*.

Armée de l'Air et de l'Espace

L'AAE a participé à toutes les opérations majeures de gestion de crise et a été engagée au niveau requis du contrat opérationnel. Le résultat 2020 est conforme à la prévision 2020 (95%).

Néanmoins, les difficultés techniques rencontrées sur certaines flottes (transport tactique en particulier) contraignent l'entraînement des équipages, créant une forte tension pour l'atteinte de l'objectif.

Service de Santé des armées

Le dispositif santé de veille opérationnelle (DSVO), composante de l'échelon national d'urgence (ENU), a été assuré à 100 %. Les théâtres de gestion de crise ainsi que les déploiements à la mer de *task forces* ont été soutenus sans rupture, en termes d'équipes médicales, chirurgicales et d'évacuation.

DIRISI

Ce chiffre positif de 99% masque un certain nombre de déficiences / obsolescences techniques / MCO à fort impact potentiel stratégique. En particulier, le résultat est affecté par les indisponibilités du réseau « confidentiel défense » historique qui doit être remplacé par le système interarmées (FROPS SIA) et STCIA V05 CD.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF

5 – Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en puissance maximale des capacités militaires prévues

INDICATEUR

5.1 – Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Jours d'activités par homme Terre "JPO" (norme LPM : 90)	jours	81	82	81	81	79	81
Journées de formation et d'entraînement	jours	Sans objet	Sans objet	120	120	118	120
Taux d'entraînement par équipage sur matériel terrestre	Taux	54	54	59	55,6	57	59
Heures de vol par pilote d'hélicoptère Terre (dont forces spéciales) (norme LPM : 200/220)	heure	154	173(FC)/185(FS)	171(FC)/185(FS)	171(FC)/185(FS)	163 (FC) 195 (FS)	171(FC)/185(FS)
Heures de vol par pilote de chasse Air (norme LPM : 180)	heure	161	159	164	164	152	164
Heures de vol par pilote de transport Air (norme LPM : 320)	heure	201	185	219	219	176	219
Heures de vol par pilote d'hélicoptère Air (norme LPM : 200)	heure	166	161	174	174	155	174
Jours de mer par bâtiment Marine (bâtiment hauturier) (norme LPM : 100/110)	jours	94 (101)	96 (109)	90 (94)	92 (102)	90 (102)	91 (96)
Heures de vol par pilote de chasse Marine (pilote qualifié appontage de nuit) (norme LPM : 180/220)	heure	148 (146)	144 (190)	162 (198)	162 (198)	98 (179)	162 (198)
Heures de vol par pilote d'hélicoptère Marine (norme LPM : 220)	heure	199	206	198	198	212	198
Heures de vol par pilote de patrouille maritime Marine (norme LPM : 350)	heure	324	332	315	315	317	315
Niveau d'entraînement cyber	%	Sans objet	100	100	75	75	100

Commentaires techniques

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Le terme « activité » comprend les activités relatives à l'emploi des forces et celles nécessaires à leur entraînement. Ce dernier constitue la phase finale de la préparation des forces qui met en synergie des matériels disponibles, une doctrine d'emploi étayée et des soutiens suffisants. La qualification opérationnelle qui en résulte garantit un emploi optimum des forces au chef d'état-major des armées.

Mode de calcul :

Pour l'armée de terre, l'indicateur d'activités rend compte du nombre de journées de préparation opérationnelle (JPO) financées par le seul budget de l'armée de terre (les mises en condition avant projection, les jours consacrés à la préparation opérationnelle générique et les jours de formation individuelle). Il est calculé sur la base d'une FOT à 77 000 hommes depuis 2017.

L'indicateur taux d'entraînement des équipages sur matériel terrestre (création PAP 19) rend compte de l'atteinte des normes d'entraînement définie par la LPM (115h par an et par équipage sur char LECLERC, 100h sur AMX 10 RC ou JAGUAR, 130h sur VBCI, 1 100 km sur VAB ou GRIFFON, 110 coups sur CAESAR).

La prévision d'heures de vol (HdV) pour les équipages d'hélicoptères de l'armée de terre anticipe une forte activité en opération dans la bande sahélo-saharienne, réaliste au vu des engagements des dernières années.

Les activités opérationnelles et l'entraînement sont difficiles à séparer. En effet, dans un souci d'efficacité, les déploiements opérationnels sont valorisés autant que possible en effectuant les tâches d'entraînement que permet le théâtre. Par ailleurs, les moyens complexes et polyvalents conduisent souvent simultanément une ou plusieurs missions.

Pour la marine, cet indicateur est une moyenne par homme, par pilote, par équipage des forces opérationnelles, du temps consacré à la préparation et à l'activité opérationnelle. Les chiffres entre parenthèses représentent les jours de mer des grands bâtiments et les heures de vol des chasseurs de l'aéronautique navale qualifiés « nuit ».

Pour l'armée de l'air, les heures de vol (HdV) sont la moyenne des heures de vol réalisées par pilote aux commandes des aéronefs des forces opérationnelles, ou des aéronefs de substitution. Les HdV sur simulateurs ne sont donc pas prises en compte.

Le niveau d'entraînement cyber (création PAP 2019) établit le taux d'exercices réalisés par rapport à ceux programmés au titre de l'année. Le programme est élaboré d'une année sur l'autre et soumis à l'approbation du COMCYBER.

Source des données :

Les données chiffrées proviennent des états-majors d'armée. La division emploi des forces de l'EMA effectue les analyses capacitaires interarmées.

INDICATEUR

5.2 – Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Armée de terre Char Leclerc	%	85	80	91	88	87	96
Armée de terre AMX 10 RCR	%	69	63	86	Sans objet	S.o	70
Armée de terre VAB	%	88	88	93 ; VCI = 64	Sans objet	S.o	71
Armée de terre VBCI	%	74	67	64	60	58	75
Armée de terre Pièces de 155 mm	%	84	80	86	90	88	75
Armée de terre Hélicoptères de manoeuvre	%	36	39	63	37	45	57
Armée de terre Hélicoptères d'attaque ou de reconnaissance	%	55	68	72	48	51	68
Marine nationale Porte avions	%	26	98	95	95	95	95
Marine nationale SNA	%	74	66	60	58	57	68
Synthèse autres bâtiments de la marine	%	76	63	80	86	82	75
Marine nationale Composante frégates	%	51	70	67	66	66	56
Marine nationale Chasse	%	63	57	68	64	55	68
Marine nationale Hélicoptères	%	50	51	53	50	49	53
Marine nationale Guet aérien, Patrouille et surveillance maritime	%	49	55	58	58	54	58
Armée de l'air Avions de combat	%	86	85	101	94	82	101
Armée de l'air Avions de transport tactique	%	64	57	79	81	65	81
Armée de l'air Avions d'appui opérationnel	%	115	85	93	119	115	98
Armée de l'air - Vecteur ISR	%	Sans objet	70	148	118	72	100
Armée de l'air Avions à usage gouvernemental	%	93	100	92	143	100	93
Armée de l'air Hélicoptères de manoeuvre et de combat	%	71	76	81	87	88	85
Armée de l'air Système sol-air moyenne portée	%	83	82	92	92	77	92

ANALYSE DES RÉSULTATS

Indicateur 5.1 : Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement

Armée de Terre

Journées de préparation opérationnelles (JPO) et journées de formation et d'entraînement (JFE) : Dans un contexte marqué par la crise sanitaire, le déploiement de l'opération RESILIENCE, le renforcement de l'opération SENTINELLE en novembre 2020 et le renforcement de l'opération BARKHANE, l'armée de Terre a su adapter et maintenir le niveau de préparation opérationnelle de ses forces. Elle a ainsi augmenté le volume de ses mises en conditions finales avant projection dans le cadre du *surge* en bande sahélo-sahélienne (BSS), tout en maintenant sa préparation opérationnelle

métier (POM) au détriment de la préparation opérationnelle interarmes (POIA), directement affectée par les mesures sanitaires COVID-19 avec notamment l'annulation de 13 exercices internationaux.

Normes d'entraînement sur matériels terrestres majeurs : En légère augmentation, les résultats présentés restent inférieurs à l'objectif traduisant les tensions actuellement observées sur certains matériels, notamment les segments de décision (char Leclerc et VBCI). L'arrivée des parcs Scorpion et la pérennisation du char Leclerc restent les conditions nécessaires pour permettre à l'armée de Terre de maintenir une trajectoire conforme à la LPM.

Heures de vol par pilote d'hélicoptère terre : L'emploi intensif des forces spéciales (FS) en opérations extérieures (OPEX) explique le dépassement de leurs objectifs. Ce suremploi des FS compense la sous consommation d'environ 15% des équipages TIGRE (FS + FC) liée à un soutien industriel qui poursuit sa transformation. Ce dernier explique le recul des heures de vol pour les FC par rapport aux prévisions.

Marine nationale

Activité bâtiments de surface : En dépit de la situation sanitaire, l'activité de la force d'action navale (FAN) a été conforme sur l'année à la prévision du PAP 2020. Les bâtiments hauturiers ont été particulièrement sollicités, dépassant de plus de 8 % les prévisions initiales. Le surcroît d'activité du périmètre « bâtiments hauturiers » est majoritairement porté par les engagements en OPEX des équipages et la contribution de la Marine aux opérations RESILIENCE et AMITIE. L'addition de ces facteurs maintient l'activité opérationnelle de la FAN à un haut niveau d'engagement, parfois au détriment de l'entraînement.

Activité aéronautique : Le potentiel technique utile des aéronefs et les impacts de la crise COVID ont réduit l'activité bien en deçà des prévisions 2020 pour la chasse (-19 %). Si le niveau global des équipages PATSIMAR et hélicoptères a globalement progressé, le maintien des savoir-faire dans certains domaines requiert une vigilance particulière.

Chasse : l'activité du groupe aérien embarqué (GAé) a été profondément affectée par la COVID en fin de mission FOCH et l'annulation de nombreux exercices qualifiants. L'activité de formation des jeunes pilotes a toutefois pu être maintenue à un niveau acceptable. Leur qualification à l'appontage réalisée en fin d'année 2020 a permis d'atteindre les objectifs fixés. En dépit de ces aléas, les entraînements effectués garantissent à la mission CLEMENCEAU 21 la disponibilité d'un GAé opérationnel. Le GAé est passé au format « tout hiboux » (qualifiés appontage nuit) depuis novembre 2019, expliquant la faible activité observée en 2020 pour la catégorie « non hiboux ».

Hélicoptères : l'activité est en augmentation par rapport à 2019. Cependant, les missions opérationnelles sont parfois assurées au détriment de la formation. Les préoccupations majeures restent la faible dotation en ligne pour la flotte Caïman et une allocation d'heures de vol insuffisante pour la composante Panther/Dauphin Pedro. L'emploi de détachements en dehors du contrat opérationnel, en raison des contraintes COVID (capacités EVASAN supplémentaires requises sur certains bâtiments), fragilise la régénération, notamment dans le cadre de la montée en puissance des équipages de Caïman pour la manœuvre B2E (bâtiment double-équipage).

Armée de l'Air et l'Espace

Pour faire face à la crise sanitaire qui est venue fortement perturber l'entraînement des pilotes, l'AAE a mis en place un plan de remontée d'activité. Celui-ci a permis de revenir à une activité quasi normale en fin d'année, néanmoins le retard accumulé au premier semestre n'a pu être rattrapé. Les composantes « chasse » et « hélicoptères » affichent des pertes contenues, liées au manque d'opportunité de participer à des exercices majeurs internationaux. Malgré les efforts fructueux obtenus avec la flotte d'A400M, la composante « transport » affiche un niveau d'activité et d'entraînement en-deçà des objectifs en raison de la crise COVID et d'une disponibilité technique insuffisante sur certaines flottes.

CYBER

Pour l'EMA/CYBER, le niveau d'entraînement établit le taux d'exercices réalisés par rapport à ceux programmés au titre de l'année. Le programme est élaboré d'une année sur l'autre et soumis à l'approbation du COMCYBER. La baisse constatée en 2020 et actualisée en conséquence est directement causée par l'annulation des exercices en raison des consignes sanitaires et de l'impossibilité de compenser les entraînements en « distanciel ».

Indicateur 5.2 : Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels

Armée de Terre

Le MCO terrestre (MCO-T) a su démontrer sa capacité d'anticipation et sa résilience malgré la crise sanitaire. La maintenance terrestre s'est adaptée aux contraintes COVID-19 et a réussi à soutenir tant la préparation opérationnelle que les opérations extérieures (OPEX) : maîtrise des flux d'approvisionnement, régénération des matériels pour les relèves techniques. L'armée de Terre a mis à profit l'entraînement à proximité des garnisons pour préserver le potentiel technique. La prise en compte du retour d'expérience du premier confinement a permis dès le second trimestre d'anticiper les commandes de rechanges identifiés comme critiques. Aussi, le dialogue avec les industriels et la capacité du SMITer à absorber une charge de travail supérieure par la mise en œuvre d'heures supplémentaires ont limité la dette fonctionnelle issue de la crise sanitaire.

De plus, cette année 2020 est caractérisée par la poursuite de la modernisation du MCO-T (innovation permanente et adaptation organisationnelle). L'augmentation de la régénération des véhicules s'est poursuivie conformément à la trajectoire cible.

LECLERC : bénéficiant d'un marché de soutien performant, le XL a fait l'objet d'une action commune EMA-DGA-EMAT pour piloter de façon cohérente les négociations du futur Marché de Soutien en Service (MSS), la rénovation et la nécessaire pérennisation des ensembles frappés d'obsolescences. Malgré la crise, la DTO du parc XL a atteint 87 %.

AMX10RC : le parc AMX10RC est affecté par des problèmes techniques sur les boîtes de vitesse, en cours de résolution. Ce parc restera structurellement en difficulté en raison d'un approvisionnement difficile en rechanges dû à son âge. La disponibilité technique opérationnelle sur le segment des engins blindés roues canon (EBRC) s'améliorera avec le renouvellement des équipements, qui se concrétisera par la livraison des JAGUAR en 2021 et le retrait du service des premiers AMX10RCR.

VAB : la rusticité de cet équipement et les investissements effectués sur ce parc vieillissant permettent de stabiliser la disponibilité de ce matériel.

VBCI : après une forte baisse en fin d'année 2019 et en début d'année 2020 pour le parc VBCI (suractivité), les efforts de réparation et de fiabilisation ont porté leurs fruits et ont permis de limiter la baisse de la DTO à 58 % en fin d'année. Pour autant, les ruptures d'approvisionnement et la fragilité de certaines pièces imposent de poursuivre les efforts de fiabilisation de sous-ensembles afin de gagner encore des points de DTO.

Canons de 155 mm : le parc CAESAR très sollicité lors de l'opération CHAMMAL a retrouvé une bonne DTO à 88 % et termine le cycle des visites préventives à 10 ans.

Concernant le MCO aéroterrestre, la mobilisation de tous les acteurs pendant les phases de confinement a permis, malgré la crise COVID, de maintenir la disponibilité des appareils à un niveau permettant de réaliser l'activité globale programmée, exceptée pour le Tigre.

Hélicoptère de manœuvre : la remontée progressive de la DTO en 2020 (+6 % par rapport à 2019) s'appuie principalement sur la tenue des livraisons CAÏMAN par les industriels (NHI pour la livraison d'appareils neufs, le SIAé pour la livraison d'appareils en sortie d'entretien) et la montée en puissance du nouveau contrat de soutien des flottes COUGAR et CARACAL (notifié fin 2019).

Hélicoptère de reconnaissance et d'attaque : la rejointe des objectifs de 2020 a été essentiellement pénalisée par le niveau de ligne du parc TIGRE encore insuffisant, du fait des retards de livraisons d'appareils *retrofités* d'Airbus Hélicoptères (AH) d'une part, de l'augmentation des attentes logistiques d'autre part.

Marine nationale

Matériel naval : Porte-avions : la disponibilité technico-opérationnelle (DTO) du porte-avions est conforme à l'attendu (95 %) en raison de l'absence de jours d'IA (indisponibilité pour aléas) en 2020.

SNA : la disponibilité des sous-marins nucléaires d'attaque (57 %) diminue par rapport aux prévisions initiales (60 %) avec un volume de jours d'IA en augmentation en raison notamment du vieillissement des équipements.

Autres bâtiments : bien qu'impactée par les avaries récurrentes sur les bâtiments anciens (CMT, PHM, PSP), la DTO réalisée (82 %) pour cette famille est légèrement au-dessus des prévisions (80 %), grâce notamment à la très bonne disponibilité de bâtiments récents (BSAM, BSAOM^[1]).

Frégates : la disponibilité des frégates est légèrement en deçà des prévisions (66 % vs. 67 % prévus) en raison d'avaries sur FREMM et FDA.

Matériel aéronautique : **Chasse** : la disponibilité des Rafale Marine est en baisse par rapport à 2019 et inférieure aux prévisions. Cette dégradation est la conséquence de l'isolement des marins du groupe aérien embarqué (GAé) lié à la crise sanitaire au retour de la mission FOCH, conjuguée aux indisponibilités dues aux attentes de décisions de l'industriel et aux attentes logistiques. Néanmoins, la DTO atteint près de 66 % au dernier trimestre.

Hélicoptères : la DTO hélicoptères demeure insatisfaisante, notamment en raison des difficultés structurelles rencontrées pour les flottes Caïman et Dauphin de service public, amplifiées par la crise sanitaire (immobilisations prolongées pour visites d'entretien et chantiers capacitaires), et du manque de fiabilité de la flotte Alouette frappée d'obsolescences.

Guet aérien et PATSIMAR : la disponibilité de l'agrégat PATSIMAR est en-deçà de la prévision initiale du PAP 2020 du fait notamment de la crise sanitaire (retards des chantiers capacitaires F50M, isolement des marins du groupe aérien embarqué pour l'E-2C). En revanche, la disponibilité de l'ATL2 présente une tendance à l'amélioration, même si la flotte reste sujette à différents aléas techniques conjugués aux difficultés d'adaptation au standard 6.

Armée de l'Air et de l'Espace

Avions de combat air : Les flottes d'avions de combat affichent une disponibilité en léger retrait par rapport aux années précédentes et 18 % plus basse que l'objectif 2020, notamment en raison de tensions sur la logistique qui constituent un des principaux inducteurs d'indisponibilité. Au bilan, la situation s'est maintenue pendant la crise sanitaire. Afin de voir se concrétiser d'une dynamique positive de remontée de disponibilité, la satisfaction des différents besoins logistiques évoqués supra devra être conjuguée à la montée en puissance des contrats de soutien verticalisés et au traitement des obsolescences des flottes anciennes (Mirage 2000).

Avions de transport tactique : La faible disponibilité des avions de transport tactique fait l'objet de plans d'actions de haut niveau (revues de flottes associant DGA, DMAé, AAE), dont les effets se produiront à moyen terme. Ces flottes connaissent des difficultés structurelles et conjoncturelles. Elles subissent un effet ciseau entre les flottes jeunes qui sont en prise de maturité (A400M) et les flottes anciennes (C130H).

Hélicoptères air : Cette flotte présente des objectifs de performance maîtrisés malgré une réalisation légèrement en deçà de la prévision actualisée. Une meilleure satisfaction des besoins logistiques associée à une réduction des durées des entretiens chez l'industriel permettra d'accroître la disponibilité de cette composante.

Avions d'appui opérationnel : La performance observée en 2020 résulte d'une disponibilité satisfaisante sur les MRTT et les flottes de transport stratégique (A310 et A340), nuancée par des tensions sur la disponibilité des E3F et des K/C135, concernées par des chantiers de niveau industriel.

Vecteurs « intelligence surveillance reconnaissance » (ISR) : La performance de cet agrégat est liée au respect des livraisons des ALSR et des *Reaper Block 5*. Les seuils seront amenés à évoluer dans les prochaines années avec la montée en puissance de ces flottes.

Avions à usage gouvernemental (AUG) : Cette flotte a atteint ses objectifs.

[1] Bâtiment de soutien et d'assistance métropolitain, outre-mer.

OBJECTIF**6 – Renforcer l'efficacité du soutien****INDICATEUR****6.1 – Coût de la fonction « restauration-hébergement »**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Coût de la fonction restauration – hébergement	€	2 291	2 303	2 300	2 300	2 252	2 300

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Coût moyen de la fonction restauration-hébergement-loisirs par soutenu : l'efficacité de la fonction restauration-hébergement porte sur le coût de cette fonction rapporté aux effectifs soutenus.

Les modalités de calcul retenues font l'objet d'un cadrage porté par le système de comptabilité analytique du service du commissariat des armées (DAMIER), lui-même conforme au schéma directeur ministériel de comptabilité analytique. La méthodologie appliquée présente ainsi les caractéristiques suivantes :

- restitution en « *coûts complets* » de la fonction restauration-hébergement-loisirs (masse salariale hors pensions, coût denrées, inclusion des fonctions support et des dotations aux amortissements) ;
- emploi des données comptables extraites du SIFE CHORUS pour le périmètre hors titre 2 et utilisation des mémentos des coûts moyens titre 2 produits par la direction des affaires financières pour le personnel militaire et la direction des ressources humaines du ministère de la défense pour le personnel civil.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure les coûts de la fonction « Restauration-Hébergement-Loisirs » (RHL) rapportés à la somme des effectifs du ministère des armées soutenus par les bases de défense.

Source des données :

Les données proviennent du service du commissariat des armées (coût de la fonction restauration-hébergement-loisirs) et de l'état-major des armées (effectifs soutenus par les bases de défense).

INDICATEUR**6.2 – Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Coût transitoire moyen de la fonction MCO terrestre par matériel et jour de préparation opérationnelle	€	66	63	69	58	59	70
Coût transitoire moyen de la fonction MCO navale par jour de disponibilité de la flotte	k€	68	68	61	61	69	61
Coût transitoire moyen de la fonction MCO aéronautique à l'heure de vol	€	11 643	11 890	12 202	11 942	11 936	12 865

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

L'indicateur de coût de la fonction maintien en condition opérationnelle (MCO) est désormais analysé par milieu et au travers d'un ratio (dépenses / unité de mesure). Ces indicateurs visent à améliorer l'appréciation du rapport coût / efficacité du MCO des matériels pour satisfaire au besoin des forces.

Mode de calcul : la méthode de calcul de ces indicateurs fait l'objet d'un modèle transitoire qui aura vocation à s'affiner et se compléter au fil des ans.

MCO terrestre :

Les données financières sont constituées des charges directes de la fonction MCO terrestre sur le P178. Les données relatives aux personnels sont issues des outils de description des organisations du ministère des armées (définition du périmètre), ainsi que des systèmes d'information de gestion

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

des ressources humaines - SIRH - (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento des coûts moyens de la direction des affaires financières – mémento DAF). Les données relatives aux activités techniques et opérationnelles correspondent au poste de dépenses « Entretien programmé des matériels du domaine terrestre » et aux charges de fonctionnement en lien avec le matériel terrestre rattachés au programme 178. Enfin, la valeur du dénominateur correspond au nombre d'équipements nécessaires à l'engagement opérationnel calculé sur la base de la « quantité théorique totale » (DUO) de matériels inscrits au référentiel opérationnel commun par jours de préparation opérationnelle (données fournies par l'armée de terre).

Le traitement est exécuté à partir des restitutions de CHORUS directement déversées sur les services bénéficiaires relevant de la fonction MCO terrestre.

MCO naval :

Indicateur calculé à partir de trois données sources :

- charges directes de la fonction MCO du milieu naval hors dissuasion sur le P178 : poste de dépenses « EPM Naval » (MM03) et dépenses des moyens militaires de soutien (essentiellement le SLM) afférentes au MCO naval incluses dans l'EAC (équipement d'accompagnement) « soutien des installations à terre » (MM06) ;
- données relatives aux rémunérations et charges sociales du personnel en charge du MCO issues des outils de description des organisations du ministère des armées (définition du périmètre), ainsi que des SIRH (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento DAF) ;
- nombre de jours de disponibilité technique non pondérés de la flotte « format 2019 ».

MCO aéronautique :

Les données financières sont constituées des charges directes de la fonction MCO Aéronautique sur le P178. Les données relatives aux personnels sont issues des outils de description des organisations du ministère des armées (pour la définition du périmètre), ainsi que des SIRH (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento DAF). Les données relatives aux activités techniques et opérationnelles correspondent au poste de dépenses « Entretien programmé des matériels du domaine aéronautique ». Au dénominateur, les données relatives aux heures de fonctionnement sont celles exploitées par la DMAé, telles qu'elles lui sont fournies par les armées : l'heure de vol est l'unité de mesure la plus communément admise dans le milieu aéronautique.

Le traitement est exécuté à partir des restitutions de CHORUS directement déversées sur les services bénéficiaires relevant de la fonction MCO aéronautique.

Les travaux de fiabilisation de cet indicateur vont se poursuivre, afin d'en accroître la précision.

Source des données :

Les données proviennent de l'état-major des armées.

INDICATEUR

6.3 – Améliorer le soutien du combattant

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Taux d'équipement	%	Sans objet	40	51	48	46	51

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Cet indicateur illustre la montée en puissance des nouveaux équipements de protection individuelle, c'est-à-dire les tenues NRBC (nucléaire – bactériologique – biologique – chimique), le gilet de combat dénommé structure modulaire balistique (SMB) et le gilet de combat dénommé structure modulaire balistique électronique (SMBE – évolution du SMB). Il vise à constater annuellement le respect de l'objectif sur le périmètre associé.

Mode de calcul :

Moyenne annuelle du taux d'équipement pondérée sur chaque composante, ce taux étant lui-même le ratio entre les livraisons réalisées et les livraisons programmées. Le taux affiché s'entend par rapport à une cible 100 % en 2023 pour les tenues NRBC et 100 % en 2025 pour les SMB.

Source des données :

Les données proviennent du service du commissariat des armées.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Indicateur 6.1 : Efficience de la fonction « restauration-hébergement »

Le coût de la fonction par soutenu présente une baisse conjoncturelle liée à la crise sanitaire qui a induit une diminution de la fréquentation des points de restauration. Il est néanmoins constaté une hausse des coûts de fonctionnement qui traduisent les efforts consentis dans l'entretien et le renouvellement des matériels sans pour autant grever significativement l'efficience de la fonction restauration et hébergement.

Indicateur 6.2 : Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu

Armée de Terre

Le coût de la fonction MCO terrestre a baissé de quatre points par rapport à 2019 pour une raison principalement arithmétique. En effet, les données financières et les JPO n'ont pas connu de variations majeures alors que, dans le même temps, le cumul ponctuel de matériels anciens et l'arrivée de nouveaux accroissent artificiellement le périmètre du nombre total d'équipements étudié.

Marine nationale

Pour le MCO naval, le coût par jour de disponibilité a été affecté en fin d'année 2020 par les indisponibilités de SNA (-9 % par rapport au prévisionnel), de CMT (-13 %) et de patrouilleurs (PAG^[1] -10 %, PHM -9 %, PSP -22 %). Néanmoins, le résultat reste stable par rapport aux années précédentes.

DMAé

Le coût moyen constaté du MCO Aéronautique à l'heure de vol en 2020 est globalement conforme à la prévision et proche des niveaux antérieurs.

[1] Patrouilleur Antilles-Guyane.

Indicateur 6.3 : Améliorer le soutien du combattant

Le réalisé est légèrement inférieur à l'objectif prévisionnel en raison de difficultés ponctuelles d'approvisionnement des plaques balistiques liées au contexte COVID. Ce décalage devrait être rattrapé en 2021.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2020 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2020 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2020 Consommation 2020</i>	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
01 – Planification des moyens et conduite des opérations	236 609 457 422 629 518	298 930 274 109 384 161	153 549 012 173 078 083		689 088 743 705 091 761	689 088 743
01.10 – Emploi des forces	111 673 757 99 625 458	18 675 000 17 535 738	153 549 012 173 063 083		283 897 769 290 224 278	283 897 769
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	29 233 511 36 964 431	28 417 048 13 913 651	15 000		57 650 559 50 893 082	57 650 559
01.14 – Systèmes d'information et de communication	95 702 189 284 150 838	238 838 226 77 908 229			334 540 415 362 059 067	334 540 415
01.21 – Infrastructures SIC	1 888 791	13 000 000 26 543			13 000 000 1 915 334	13 000 000
02 – Préparation des forces terrestres	2 374 199 361 2 019 091 142	210 059 155 154 524 664	4 727 000 5 958 282		2 588 985 516 2 179 574 088	2 594 385 516
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres	173 899 221 162 608 846	1 095 785	15 000		173 899 221 163 719 631	174 099 221
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres	81 775 969 86 367 119	117 161			81 775 969 86 484 280	82 275 969
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres	1 979 311 438 1 508 706 348	20 154 077	1 942 322		1 979 311 438 1 530 802 748	1 983 311 438
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	139 212 733 238 483 137	142 854 938 68 180 720	4 727 000 4 000 960		286 794 671 310 664 817	287 494 671
02.11 – Infrastructures terrestres	22 925 691	67 204 217 64 976 921			67 204 217 87 902 612	67 204 217
03 – Préparation des forces navales	4 152 600 861 3 658 480 933	504 031 159 526 134 950	15 408 381	700 000 701 000	4 657 332 020 4 200 725 263	4 669 332 020
03.01 – Commandement et activités des forces navales	534 198 660 221 608 787	111 298	14 863		534 198 660 221 734 947	537 998 660
03.05 – Ressources humaines des forces navales	44 921 864 66 651 101	6 130 000 3 254 483		700 000 701 000	51 751 864 70 606 584	53 751 864
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales	3 494 767 375 3 093 081 093	182 310 000 295 824 845	7 697 600		3 677 077 375 3 396 603 538	3 680 577 375
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales	78 712 962 194 637 387	5 940 000 39 442 208	6 025 918		84 652 962 240 105 513	87 352 962
03.11 – Infrastructures maritimes	82 502 565	309 651 159 187 502 116	1 670 000		309 651 159 271 674 681	309 651 159
04 – Préparation des forces aériennes	4 810 716 153 2 810 721 248	235 900 789 208 980 813	8 312 004	456 300	5 046 616 942 3 028 470 365	5 079 993 531
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes	18 601 110 9 112 559	80 654	1 471 846		18 601 110 10 665 059	32 760 817
04.03 – Activités des forces aériennes	282 552 838 291 893 156	242 641	333 564		282 552 838 292 469 361	287 269 342
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques	123 454 056 113 834 964				123 454 056 113 834 964	123 454 056
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes	112 815 250 116 599 767	460 459 1 008 574		456 300	113 275 709 118 064 641	113 487 217
04.06 – Entretien et équipements des forces	4 267 989 241	76 522 330			4 344 511 571	4 358 800 441

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2020 Consommation 2020</i>						
aériennes	2 223 574 188	73 534 825	6 506 594		2 303 615 608	
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)	-1 050 522				0 -1 050 522	0
04.11 – Infrastructures aériennes	51 513 109	158 918 000 134 018 119			158 918 000 185 531 228	158 918 000
04.12 – Activités spatiales	5 303 658 5 244 026	96 000			5 303 658 5 340 026	5 303 658
05 – Logistique et soutien interarmées	1 992 342 747 2 460 394 350	423 529 782 211 773 902	564 167 1 227 248	2 522	2 416 436 696 2 673 398 022	2 622 108 688
05.11 – Infrastructures de santé	3 231 324	47 204 561 37 441 472			47 204 561 40 672 796	47 204 561
05.80 – Fonction santé	207 711 820 338 340 784	10 066 216 19 376 878	564 167 27 248	2 522	218 342 203 357 747 432	394 595 976
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	978 437 028 1 277 478 439	207 707 905 30 416 261			1 186 144 933 1 307 894 699	1 197 472 152
05.83 – Soutiens complémentaires	150 983 421 86 398 874	818 352			150 983 421 87 217 226	150 999 421
05.84 – Service interarmées des munitions	17 701 785 8 526 444	12 639 843 4 597 395			30 341 628 13 123 840	30 541 628
05.85 – Service du commissariat aux armées	637 508 693 721 263 052	55 148 268 58 661 295			692 656 961 779 924 347	710 531 961
05.89 – Infrastructure des soutiens	25 155 433	90 762 989 60 462 249	1 200 000		90 762 989 86 817 682	90 762 989
06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	810 000 000 410 940 614	2 092 938	40 000 000 40 556 462	691	850 000 000 453 590 706	880 000 000
07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	25 631 088				0 25 631 088	0
Total des AE prévues en LFI	14 376 468 579	1 672 451 159	198 840 179	700 000	16 248 459 917	16 534 908 498
Ouvertures / annulations par FdC et AdP		+298 255 187 (hors titre 2)			+298 255 187	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP		+1 756 656 109 (hors titre 2)			+1 756 656 109	
Total des AE ouvertes		18 303 371 213 (hors titre 2)			18 303 371 213	
Total des AE consommées	11 807 888 893	1 212 891 427	244 540 460	1 160 513	13 266 481 293	

2020 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2020 Consommation 2020</i>						
01 – Planification des moyens et conduite des opérations	237 039 922 393 531 549	266 865 655 111 592 934	151 817 346 170 871 013		655 722 923 675 995 495	655 722 923
01.10 – Emploi des forces	108 195 444 91 637 968	15 978 800 15 931 111	151 817 346 170 856 013		275 991 590 278 425 093	275 991 590
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	34 440 730 30 128 650	22 085 303 18 210 769	15 000		56 526 033 48 354 419	56 526 033
01.14 – Systèmes d'information et de communication	94 403 748 270 224 494	226 251 552 77 229 537			320 655 300 347 454 031	320 655 300
01.21 – Infrastructures SIC	1 540 437	2 550 000 221 516			2 550 000 1 761 953	2 550 000
02 – Préparation des forces terrestres	1 257 297 592 1 582 484 808	201 919 002 164 896 477	4 727 000 4 767 069		1 463 943 594 1 752 148 353	1 469 343 594
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres	168 178 146 163 103 188	2 703 717	15 000		168 178 146 165 821 905	168 378 146
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres	85 147 077 81 273 496	30 000			85 147 077 81 303 496	85 647 077

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2020</i> Consommation 2020						
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres	923 692 669 1 146 496 615	15 534 176	751 108		923 692 669 1 162 781 899	927 692 669
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	80 279 700 175 621 644	140 053 863 68 057 082	4 727 000 4 000 960		225 060 563 247 679 687	225 760 563
02.11 – Infrastructures terrestres	15 989 864	61 865 139 78 571 502			61 865 139 94 561 366	61 865 139
03 – Préparation des forces navales	2 278 171 784 2 469 320 899	332 467 232 251 521 517	7 689 300	701 615 701 000	2 611 340 631 2 729 232 716	2 623 340 631
03.01 – Commandement et activités des forces navales	329 188 824 233 598 658	277 351	17 177		329 188 824 233 893 185	332 988 824
03.05 – Ressources humaines des forces navales	40 750 059 63 995 540	5 130 000 2 465 924		701 615 701 000	46 581 674 67 162 464	48 581 674
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales	1 830 444 870 1 946 134 792	126 766 975 114 415 061			1 957 211 845 2 060 549 854	1 960 711 845
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales	77 788 031 147 365 559	7 680 000 35 322 692	6 002 123		85 468 031 188 690 374	88 168 031
03.11 – Infrastructures maritimes	78 226 349	192 890 257 99 040 489	1 670 000		192 890 257 178 936 839	192 890 257
04 – Préparation des forces aériennes	2 171 512 623 2 343 211 611	109 740 520 85 245 352	2 006 128	456 300	2 281 253 143 2 430 919 391	2 314 629 732
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes	15 549 360 8 472 674	151 943	1 471 846		15 549 360 10 096 463	29 709 067
04.03 – Activités des forces aériennes	272 257 038 287 547 397	259 944	333 564		272 257 038 288 140 906	276 973 542
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques	156 711 951 180 527 978				156 711 951 180 527 978	156 711 951
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes	104 032 950 107 805 377	456 300 43 187		456 300	104 489 250 108 304 864	104 700 758
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes	1 617 761 324 1 740 444 944	75 230 349 44 187 142	200 718		1 692 991 673 1 784 832 804	1 707 280 543
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)	-988 843				0 -988 843	0
04.11 – Infrastructures aériennes	17 546 364	34 053 871 40 603 136			34 053 871 58 149 500	34 053 871
04.12 – Activités spatiales	5 200 000 1 855 720				5 200 000 1 855 720	5 200 000
05 – Logistique et soutien interarmées	1 607 395 154 2 186 561 943	533 568 317 281 245 616	564 167 3 227 248		2 141 527 638 2 471 034 807	2 347 199 630
05.11 – Infrastructures de santé	2 431 534	30 881 579 21 425 326			30 881 579 23 856 860	30 881 579
05.80 – Fonction santé	99 554 357 308 270 991	9 868 839 20 054 547	564 167 2 027 248		109 987 363 330 352 786	286 241 136
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	771 689 937 1 009 444 416	211 334 481 29 029 182			983 024 418 1 038 473 599	994 351 637
05.83 – Soutiens complémentaires	156 846 562 96 129 179	4 313 765			156 846 562 100 442 944	156 862 562
05.84 – Service interarmées des munitions	13 343 214 8 526 651	7 089 755 5 824 794			20 432 969 14 351 445	20 632 969
05.85 – Service du commissariat aux armées	565 961 084 715 309 988	51 113 868 50 824 953			617 074 952 766 134 941	634 949 952
05.89 – Infrastructure des soutiens	46 449 184	223 279 795 149 773 049	1 200 000		223 279 795 197 422 233	223 279 795
06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	810 000 000 413 336 535	2 251 991	40 000 000 40 556 462	691	850 000 000 456 145 680	880 000 000
07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	24 534 446				0 24 534 446	0
Total des CP prévus en LFI	8 361 417 075	1 444 560 726	197 108 513	701 615	10 003 787 929	10 290 236 510
Ouvertures / annulations par FdC et AdP		+298 255 187	(hors titre 2)		+298 255 187	

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2020</i> Consommation 2020						
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP		+247 649 960 (hors titre 2)			+247 649 960	
Total des CP ouverts		10 549 693 076 (hors titre 2)			10 549 693 076	
Total des CP consommés	9 412 981 791	896 753 886	229 117 220	1 157 991	10 540 010 889	

2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2019</i> Consommation 2019						
01 – Planification des moyens et conduite des opérations	208 539 414 375 646 369	228 600 355 96 210 690	159 935 993 140 363 334		597 075 762	597 075 762 612 223 093
01.10 – Emploi des forces	99 014 392 112 068 414	36 691 381 19 520 081	159 935 993 140 348 334	2 700	295 641 766	295 641 766 271 939 528
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	22 026 485 35 115 852	32 753 643 15 261 109		15 000	54 780 128	54 780 128 50 391 961
01.14 – Systèmes d'information et de communication	87 498 537 228 462 103	159 155 331 61 429 500			246 653 868	246 653 868 289 891 604
01.21 – Infrastructures SIC					0	0 0
02 – Préparation des forces terrestres	2 442 918 162 2 425 711 814	130 027 385 96 982 479	4 800 870 11 592 234		2 577 746 417	2 583 146 417 2 534 286 527
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres	144 695 912 175 433 509	3 337 415	148 870		144 695 912	144 895 912 178 919 794
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres	68 893 503 88 595 038	56 512			68 893 503	69 393 503 88 651 549
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres	2 162 087 243 2 020 025 462	15 791 390	1 042 000		2 162 087 243	2 166 087 243 2 036 858 852
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	67 241 504 141 657 805	130 027 385 77 797 163	4 800 870 10 401 364		202 069 759	202 769 759 229 856 333
02.11 – Infrastructures terrestres					0	0 0
03 – Préparation des forces navales	5 222 356 855 3 719 274 518	97 539 718 95 265 449	7 897 390	701 000 701 000	5 320 597 573	5 333 597 573 3 823 138 356
03.01 – Commandement et activités des forces navales	494 570 708 268 924 139	253 186	14 929		494 570 708	499 770 708 269 192 253
03.05 – Ressources humaines des forces navales	46 513 400 56 383 764	5 143 525 1 962 346		701 000 701 000	52 357 925	54 357 925 59 047 110
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales	4 603 288 380 3 263 506 456	87 368 642 65 283 103		-128	4 690 657 022	4 694 157 022 3 328 789 431
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales	77 984 367 130 460 158	5 027 551 27 766 814	7 882 589		83 011 918	85 311 918 166 109 561
03.11 – Infrastructures maritimes					0	0 0
04 – Préparation des forces aériennes	4 263 915 723 4 344 370 420	64 647 326 51 369 699	3 575 393	2 441 620	4 328 563 049	4 405 256 786 4 401 757 132

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2019</i> Consommation 2019						
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes	9 044 647 10 712 004	104 753	1 385 268		9 044 647	12 544 647 12 202 026
04.03 – Activités des forces aériennes	287 821 912 308 481 720	181 491	220 124		287 821 912	309 613 070 308 883 335
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques	477 257 094 462 536 693				477 257 094	477 257 094 462 536 693
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes	96 594 498 94 890 120		1 970 000	2 441 620	96 594 498	96 803 085 99 301 740
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes	3 393 197 572 3 467 536 378	64 647 326 51 083 455			3 457 844 898	3 509 038 890 3 518 619 833
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)	213 505				0	0 213 505
04.11 – Infrastructures aériennes					0	0 0
04.12 – Activités spatiales					0	0 0
05 – Logistique et soutien interarmées	1 495 342 911 1 717 480 611	71 731 660 62 264 034	457 896 71 374		1 567 532 467	1 769 770 040 1 779 816 019
05.11 – Infrastructures de santé					0	0 0
05.80 – Fonction santé	157 082 889 268 357 111	28 679 778 16 230 604	457 896 71 374		186 220 563	359 040 309 284 659 089
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	660 508 193 628 507 428	4 833 283 20 886 087			665 341 476	676 692 303 649 393 515
05.83 – Soutiens complémentaires	138 176 953 132 984 526	215 818			138 176 953	138 176 953 133 200 344
05.84 – Service interarmées des munitions	12 899 226 11 321 829	19 547 102 7 877 772			32 446 328	32 646 328 19 199 601
05.85 – Service du commissariat aux armées	526 675 650 676 309 717	18 671 497 17 053 753			545 347 147	563 214 147 693 363 470
05.89 – Infrastructure des soutiens					0	0 0
06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	560 060 671 411 301 542	1 245 632	40 000 000 36 554 491	8 020	600 060 671	630 060 671 449 109 685
07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures					0	0 0
Total des AE prévues en LFI	14 193 133 736	592 546 444	205 194 759	701 000	14 991 575 939	15 318 907 249
Total des AE consommées	12 993 785 274	403 337 983	200 054 216	3 153 340		13 600 330 813

2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2019</i> Consommation 2019						
01 – Planification des moyens et conduite des opérations	205 838 255 353 835 400	219 806 543 96 439 564	159 935 993 140 994 705	2 700	585 580 791	585 580 791 591 272 369
01.10 – Emploi des forces	94 743 837 106 736 937	35 372 265 24 400 748	159 935 993 140 979 705	2 700	290 052 095	290 052 095 272 120 090
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	25 692 255 34 682 025	28 017 297 15 126 278	15 000		53 709 552	53 709 552 49 823 303
01.14 – Systèmes d'information et de communication	85 402 163 212 416 438	156 416 981 56 912 537			241 819 144	241 819 144 269 328 976
01.21 – Infrastructures SIC					0	0 0
02 – Préparation des forces terrestres	1 310 429 498	127 450 642	4 800 870		1 442 681 010	1 448 081 010

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2019</i> Consommation 2019						
	1 542 384 753	95 785 111	12 877 531			1 651 047 395
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres	141 258 651 177 856 290	678 794	148 870		141 258 651	141 458 651 178 683 954
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres	68 677 402 90 401 545	54 908			68 677 402	69 177 402 90 456 453
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres	1 028 970 834 1 104 791 683	14 579 954	2 327 297		1 028 970 834	1 032 970 834 1 121 698 933
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	71 522 611 169 335 235	127 450 642 80 471 456	4 800 870 10 401 364		203 774 123	204 474 123 260 208 055
02.11 – Infrastructures terrestres					0	0 0
03 – Préparation des forces navales	2 270 264 228 2 321 149 071	110 280 192 104 250 594	8 538 258	701 000 701 000	2 381 245 420	2 394 245 420 2 434 638 923
03.01 – Commandement et activités des forces navales	327 783 640 258 061 301	1 319 556	13 772		327 783 640	332 983 640 259 394 629
03.05 – Ressources humaines des forces navales	44 836 930 56 243 148	5 097 145 3 250 406		701 000 701 000	50 635 075	52 635 075 60 194 554
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales	1 822 907 070 1 859 496 651	99 656 077 74 422 699	641 897		1 922 563 147	1 926 063 147 1 934 561 247
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales	74 736 588 147 347 971	5 526 970 25 257 933	7 882 589		80 263 558	82 563 558 180 488 493
03.11 – Infrastructures maritimes					0	0 0
04 – Préparation des forces aériennes	2 258 412 742 2 456 285 760	62 470 939 46 052 831	3 575 393	2 441 620	2 320 883 681	2 397 577 418 2 508 355 604
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes	8 378 538 11 160 602	58 080	1 385 268		8 378 538	11 878 538 11 878 538
04.03 – Activités des forces aériennes	288 721 780 310 743 164	64 692	220 124		288 721 780	310 512 938 311 027 980
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques	163 380 978 164 022 805				163 380 978	163 380 978 164 022 805
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes	93 649 124 101 739 568	154 661	1 970 000	2 441 620	93 649 124	93 857 711 106 305 849
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes	1 704 282 322 1 868 381 335	62 470 939 45 775 398			1 766 753 261	1 817 947 253 1 914 156 733
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)	238 287				0	0 238 287
04.11 – Infrastructures aériennes					0	0 0
04.12 – Activités spatiales					0	0 0
05 – Logistique et soutien interarmées	1 406 170 625 1 726 303 498	55 512 632 65 605 979	457 896 1 372 882		1 462 141 153	1 664 378 726 1 793 282 360
05.11 – Infrastructures de santé					0	0 0
05.80 – Fonction santé	79 606 714 269 353 345	27 770 268 19 105 763	457 896 1 372 882		107 834 878	280 654 624 289 831 990
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	669 170 854 655 715 985	4 833 283 19 371 548			674 004 137	685 354 964 675 087 533
05.83 – Soutiens complémentaires	145 487 209 139 591 592	3 082 767			145 487 209	145 487 209 142 674 359
05.84 – Service interarmées des munitions	14 045 649 11 606 055	4 529 182 1 827 161			18 574 831	18 774 831 13 433 215
05.85 – Service du commissariat aux armées	497 860 199 650 036 522	18 379 899 22 218 740			516 240 098	534 107 098 672 255 262
05.89 – Infrastructure des soutiens					0	0 0

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2019</i> Consommation 2019						
06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	560 060 671 411 213 651	824 948	40 000 000 36 554 491	8 020	600 060 671	630 060 671 448 601 110
07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures					0	0 0
Total des CP prévus en LFI	8 011 176 019	575 520 948	205 194 759	701 000	8 792 592 726	9 119 924 036
Total des CP consommés	8 811 172 133	408 959 026	203 913 260	3 153 340		9 427 197 760

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2019	Ouvertes en LFI pour 2020	Consommées* en 2020	Consommées* en 2019	Ouvertes en LFI pour 2020	Consommées* en 2020
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	12 993 785 274	14 376 468 579	11 807 888 893	8 811 172 133	8 361 417 075	9 412 981 791
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	12 963 830 470	14 343 768 579	11 753 628 319	8 781 218 626	8 328 717 075	9 357 521 217
Subventions pour charges de service public	29 954 804	32 700 000	54 260 574	29 953 507	32 700 000	55 460 574
Titre 5 – Dépenses d'investissement	403 337 983	1 672 451 159	1 212 891 427	408 959 026	1 444 560 726	896 753 886
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	366 590 655	1 657 621 159	1 168 586 910	376 192 936	1 433 255 899	855 763 594
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	36 747 328	14 830 000	44 304 517	32 766 090	11 304 827	40 990 292
Titre 6 – Dépenses d'intervention	200 054 216	198 840 179	244 540 460	203 913 260	197 108 513	229 117 220
Transferts aux ménages	40 678	40 564 167	12 950	41 499	40 564 167	12 950
Transferts aux entreprises	143 313	0	3 019 000	279 000	0	3 019 000
Transferts aux autres collectivités	199 870 225	158 276 012	241 508 511	203 592 761	156 544 346	226 085 271
Titre 7 – Dépenses d'opérations financières	3 153 340	700 000	1 160 513	3 153 340	701 615	1 157 991
Prêts et avances	10 720	0	691	10 720	0	691
Dotations en fonds propres	3 142 620	700 000	1 159 822	3 142 620	701 615	1 157 300
Total hors FdC et AdP		16 248 459 917			10 003 787 929	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		+2 054 911 296			+545 905 147	
Total*	13 600 330 813	18 303 371 213	13 266 481 293	9 427 197 760	10 549 693 076	10 540 010 889

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2019	Prévues en LFI pour 2020	Ouvertes en 2020	Ouvertes en 2019	Prévues en LFI pour 2020	Ouvertes en 2020
Dépenses de personnel						
Autres natures de dépenses	338 570 170	286 448 581	298 255 187	338 570 170	286 448 581	298 255 187

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2019	Prévues en LFI pour 2020	Ouvertes en 2020	Ouverts en 2019	Prévus en LFI pour 2020	Ouverts en 2020
Total	338 570 170	286 448 581	298 255 187	338 570 170	286 448 581	298 255 187

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2020		35 794 751		35 794 751				
03/2020		22 314 265		22 314 265				
04/2020		17 444 034		17 444 034				
05/2020		19 680 546		19 680 546				
06/2020		23 948 774		23 948 774				
07/2020		37 156 848		37 156 848				
08/2020		16 180 402		16 180 402				
09/2020		22 302 476		22 302 476				
10/2020		48 791 183		48 791 183				
11/2020		29 230 110		29 230 110				
12/2020		10 564 761		10 564 761				
01/2021		876 291		876 291				
Total		284 284 441		284 284 441				

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2020		1 053 182		1 053 182				
03/2020		849 572		849 572				
04/2020		750 700		750 700				
05/2020		13 550		13 550				
06/2020		376 942		376 942				
07/2020		1 053 305		1 053 305				
08/2020		47 882		47 882				
09/2020		539 239		539 239				
10/2020		3 211 024		3 211 024				
11/2020		4 139 722		4 139 722				
12/2020		1 644 155		1 644 155				

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
01/2021		370 451		370 451				
Total		14 049 723		14 049 723				

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/01/2020		1 027 226 599						
Total		1 027 226 599						

ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
31/01/2020		33 298 508		15 298 508				
Total		33 298 508		15 298 508				

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
14/02/2020		728 519 601		27 519 601				
Total		728 519 601		27 519 601				

DÉCRETS D'ANNULATION DE FDC OU DE ADP

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
03/09/2020						22 397		22 397
15/12/2020						56 580		56 580
Total						78 978		78 978

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

DÉCRETS DE TRANSFERT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
07/08/2020		5 183 559		5 183 559				
24/11/2020						662 923		662 923
Total		5 183 559		5 183 559		662 923		662 923

DÉCRETS DE VIREMENT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
07/08/2020						1 628 426		2 686 024
24/11/2020		699 962		38 699 962				
Total		699 962		38 699 962		1 628 426		2 686 024

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
30/11/2020				164 297 277		35 980 771		
Total				164 297 277		35 980 771		

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général		2 093 262 394		549 333 072		38 351 098		3 427 925

ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2020 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2020. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2020.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (2)

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage définitif 2019	Chiffrage initial 2020	Chiffrage actualisé 2020
120127	Exonération des indemnités versées aux réservistes en période d'instruction, aux personnes accomplissant un service civique ou une autre forme de volontariat Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2018 : (nombre non déterminé) Menages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2000 - Dernière modification : 2010 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81-17°, DM</i>	86	81	90
120144	Exonération de l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux militaires au titre de leur participation aux opérations visant à la défense de la souveraineté de la France et à la préservation de l'intégrité de son territoire, engagées ou renforcées à la suite des attentats commis sur le territoire national en 2015 Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2018 : (nombre non déterminé) Menages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2016 - Dernière modification : 2016 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81 - 23° bis</i>	28	28	29
Coût total des dépenses fiscales		114	109	119

\$@FwLOVariable(annee,2020)

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
01 – Planification des moyens et conduite des opérations		689 088 743 705 091 761	689 088 743 705 091 761		655 722 923 675 995 495	655 722 923 675 995 495
01.10 – Emploi des forces		283 897 769 290 224 278	283 897 769 290 224 278		275 991 590 278 425 093	275 991 590 278 425 093
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire		57 650 559 50 893 082	57 650 559 50 893 082		56 526 033 48 354 419	56 526 033 48 354 419
01.14 – Systèmes d'information et de communication		334 540 415 362 059 067	334 540 415 362 059 067		320 655 300 347 454 031	320 655 300 347 454 031
01.21 – Infrastructures SIC		13 000 000 1 915 334	13 000 000 1 915 334		2 550 000 1 761 953	2 550 000 1 761 953
02 – Préparation des forces terrestres		2 588 985 516 2 179 574 088	2 594 385 516 2 179 574 088		1 463 943 594 1 752 148 353	1 469 343 594 1 752 148 353
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres		173 899 221 163 719 631	174 099 221 163 719 631		168 178 146 165 821 905	168 378 146 165 821 905
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres		81 775 969 86 484 280	82 275 969 86 484 280		85 147 077 81 303 496	85 647 077 81 303 496
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres		1 979 311 438 1 530 802 748	1 983 311 438 1 530 802 748		923 692 669 1 162 781 899	927 692 669 1 162 781 899
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres		286 794 671 310 664 817	287 494 671 310 664 817		225 060 563 247 679 687	225 760 563 247 679 687
02.11 – Infrastructures terrestres		67 204 217 87 902 612	67 204 217 87 902 612		61 865 139 94 561 366	61 865 139 94 561 366
03 – Préparation des forces navales		4 657 332 020 4 200 725 263	4 669 332 020 4 200 725 263		2 611 340 631 2 729 232 716	2 623 340 631 2 729 232 716
03.01 – Commandement et activités des forces navales		534 198 660 221 734 947	537 998 660 221 734 947		329 188 824 233 893 185	332 988 824 233 893 185
03.05 – Ressources humaines des forces navales		51 751 864 70 606 584	53 751 864 70 606 584		46 581 674 67 162 464	48 581 674 67 162 464
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales		3 677 077 375 3 396 603 538	3 680 577 375 3 396 603 538		1 957 211 845 2 060 549 854	1 960 711 845 2 060 549 854
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales		84 652 962 240 105 513	87 352 962 240 105 513		85 468 031 188 690 374	88 168 031 188 690 374
03.11 – Infrastructures maritimes		309 651 159 271 674 681	309 651 159 271 674 681		192 890 257 178 936 839	192 890 257 178 936 839
04 – Préparation des forces aériennes		5 046 616 942 3 028 470 365	5 079 993 531 3 028 470 365		2 281 253 143 2 430 919 391	2 314 629 732 2 430 919 391
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes		18 601 110 10 665 059	32 760 817 10 665 059		15 549 360 10 096 463	29 709 067 10 096 463
04.03 – Activités des forces aériennes		282 552 838 292 469 361	287 269 342 292 469 361		272 257 038 288 140 906	276 973 542 288 140 906
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques		123 454 056 113 834 964	123 454 056 113 834 964		156 711 951 180 527 978	156 711 951 180 527 978
04.05 – Ressources humaines des forces		113 275 709	113 487 217		104 489 250	104 700 758

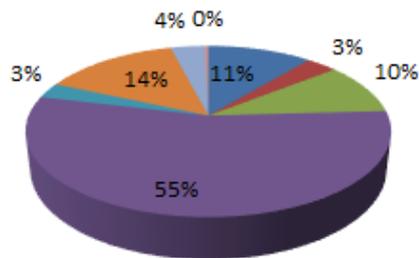
Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
aériennes		118 064 641	118 064 641		108 304 864	108 304 864
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes	4 344 511 571 2 303 615 608		4 358 800 441 2 303 615 608	1 692 991 673 1 784 832 804		1 707 280 543 1 784 832 804
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)		-1 050 522	0 -1 050 522		-988 843	0 -988 843
04.11 – Infrastructures aériennes	158 918 000 185 531 228		158 918 000 185 531 228	34 053 871 58 149 500		34 053 871 58 149 500
04.12 – Activités spatiales	5 303 658 5 340 026		5 303 658 5 340 026	5 200 000 1 855 720		5 200 000 1 855 720
05 – Logistique et soutien interarmées	2 416 436 696 2 673 398 022		2 622 108 688 2 673 398 022	2 141 527 638 2 471 034 807		2 347 199 630 2 471 034 807
05.11 – Infrastructures de santé	47 204 561 40 672 796		47 204 561 40 672 796	30 881 579 23 856 860		30 881 579 23 856 860
05.80 – Fonction santé	218 342 203 357 747 432		394 595 976 357 747 432	109 987 363 330 352 786		286 241 136 330 352 786
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	1 186 144 933 1 307 894 699		1 197 472 152 1 307 894 699	983 024 418 1 038 473 599		994 351 637 1 038 473 599
05.83 – Soutiens complémentaires	150 983 421 87 217 226		150 999 421 87 217 226	156 846 562 100 442 944		156 862 562 100 442 944
05.84 – Service interarmées des munitions	30 341 628 13 123 840		30 541 628 13 123 840	20 432 969 14 351 445		20 632 969 14 351 445
05.85 – Service du commissariat aux armées	692 656 961 779 924 347		710 531 961 779 924 347	617 074 952 766 134 941		634 949 952 766 134 941
05.89 – Infrastructure des soutiens	90 762 989 86 817 682		90 762 989 86 817 682	223 279 795 197 422 233		223 279 795 197 422 233
06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	850 000 000 453 590 706		880 000 000 453 590 706	850 000 000 456 145 680		880 000 000 456 145 680
07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures		25 631 088	0 25 631 088		24 534 446	0 24 534 446
Total des crédits prévus en LFI *	0	16 248 459 917	16 248 459 917	0	10 003 787 929	10 003 787 929
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP		+2 054 911 296	+2 054 911 296		+545 905 147	+545 905 147
Total des crédits ouverts	0	18 303 371 213	18 303 371 213	0	10 549 693 076	10 549 693 076
Total des crédits consommés	0	13 266 481 293	13 266 481 293	0	10 540 010 889	10 540 010 889
Crédits ouverts - crédits consommés		+5 036 889 920	+5 036 889 920		+9 682 187	+9 682 187

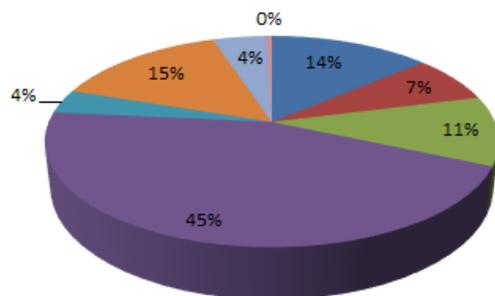
* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Répartition par opérations stratégiques des consommations en AE



- Activités opérationnelles (AOP)
- Dissuasion (DIS)
- Equipements d'accompagnement (EAC)
- Entretien programmé du matériel (EPM)
- Entretien programmé du personnel (EPP)
- Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)
- OPEX
- Renseignement (RENS)

Répartition par opérations stratégiques des consommations en CP



- Activités opérationnelles (AOP)
- Dissuasion (DIS)
- Equipements d'accompagnement (EAC)
- Entretien programmé du matériel (EPM)
- Entretien programmé du personnel (EPP)
- Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)
- OPEX
- Renseignement (RENS)

Echéancier des paiements associés aux paiements

Niveau	Description	AE (M€)				CP (M€)				
		Prévision LFI	Prévision FDC ADP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Consommation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FDC ADP	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	
OS	Activités opérationnelles (AOP)	1 481 408 927	163 788 024	0	1 409 241 195	-235 955 756	1 187 002 209	163 788 024	1 362 347 324	11 557 091
OS	Dissuasion (DIS)	419 995 800	0	34 291 985	388 690 311	2 986 496	694 071 913	0	724 908 388	30 836 475
OS	Equipements	1 107 519	8 772 308	0	1 248 420	132 128 481	987 015	8 772 308	1 055 078 914	59 291 184

			2019						
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	396,82	1565,20	1367,71	266,24	98,39	229,68	1962,02
		PLR	218,07	1409,24	1362,35	197,36	30,73	36,88	1627,31
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	1822,87	418,25	694,07	584,49	369,28	593,28	2241,12
		PLR	1838,93	416,65	733,06	462,67	275,65	784,19	2255,58
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	PLF	868,77	1116,29	1008,59	667,47	189,93	119,07	1985,06
		PLR	878,28	1248,42	1055,08	580,24	319,17	172,21	2126,70
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	PLF	10281,36	9984,50	4101,60	3584,31	3358,44	9221,52	20265,86
		PLR	9217,72	6965,57	4464,10	3269,68	2057,59	6391,92	16183,29
OS	Entretien programmé du personnel (EPP)	PLF	218,04	335,41	282,75	184,84	53,95	31,91	553,45
		PLR	201,04	373,80	365,94	167,36	40,78	0,75	574,84
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	729,93	1646,15	1407,21	574,00	198,50	196,38	2376,09
		PLR	735,19	1828,38	1466,25	639,31	245,56	212,45	2563,57
OS	OPEX	PLF	17,12	880,00	880,00	17,12	0,00	0,00	897,12
		PLR	17,94	459,02	458,01	18,94	0,00	0,00	476,96
OS	Renseignement (RENS)	PLF	43,48	51,40	50,39	29,88	14,60	0,00	94,88
		PLR	42,92	49,96	45,20	29,68	11,77	6,23	92,88
OS	Infrastructures de défense (INFRA)	PLF	733,79	740,92	623,92	563,63	225,13	62,03	1474,71
		PLR	809,33	725,29	635,04	463,68	235,43	200,47	1534,62
OS	Surcoûts liés aux missions intérieures (MISSINT)	PLF	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		PLR	0,00	25,70	24,59	1,10	0,00	0,00	25,70
Total écarts			1962,11	3236,09	-193,40	1105,62	1526,98	2849,24	5923,49

PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	0	16 248 459 917	16 248 459 917	0	10 003 787 929	10 003 787 929
Amendements	0	0	0	0	0	0
LFI	0	16 248 459 917	16 248 459 917	0	10 003 787 929	10 003 787 929

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Reports de crédits

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
24/01/2020		1 027 226 599						
Total		1 027 226 599						

ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
31/01/2020		33 298 508		15 298 508				
Total		33 298 508		15 298 508				

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
14/02/2020		728 519 601		27 519 601				
Total		728 519 601		27 519 601				

Les crédits reportés en AE s'élèvent à 1 789,0 M€ dont 1 027,2 M€ de reports sur TF ouverts par arrêté de report du 27 janvier 2020, 33,3 M€ ouverts par arrêté de report du 31 janvier 2020 (FDC) et 728,5 M€ ouverts par arrêté de report du 14 février 2020 (reports généraux).

En CP, les crédits reportés s'élèvent à 42,8 M€ dont 15,3 M€ ouverts par arrêté de report du 31 janvier 2020 (FDC) et 27,5 M€ ouverts par arrêté de report du 14 février 2020 (reports généraux).

Décrets de transfert

DÉCRETS DE TRANSFERT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
07/08/2020		5 183 559		5 183 559				
24/11/2020						662 923		662 923
Total		5 183 559		5 183 559		662 923		662 923

Le solde des transferts s'élève à 4,5 M€ en AE et en CP et recouvre principalement :

- le remboursement au P178 des frais afférents aux formations de sécurité et de défense dispensées aux stagiaires militaires étrangers (5,6 M€ en AE et en CP) en provenance du programme 105 « Action de la France en Europe et dans le Monde »

- la contribution du Ministère des Armées à l'Infrastructure nationale partageable des transmissions (INPT) 2020 au programme 216 « Police nationale (-1,3 M€ en AE et en CP).

Décrets de virement

DÉCRETS DE VIREMENT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
07/08/2020						1 628 426		2 686 024
24/11/2020		699 962		38 699 962				
Total		699 962		38 699 962		1 628 426		2 686 024

Le solde des virements s'élève à 0,9 M€ en AE et à 36,0 M€ en CP et recouvre les principaux mouvements suivants :

- 3,8 M€ en AE et 40,6 M€ en CP, en provenance du programme 212 « Soutien de la politique de la défense », dont les principaux mouvements sont les suivants:
 - 28 M€ en CP pour les travaux d'adaptation mineure et le paiement de l'hébergement du BOP Terre, part complémentaire ;
 - 2,5 M€ en AE et en CP pour l'achat et l'entretien véhicules affectation individualisés et techniques ;
 - 1,3 M€ en AE et en CP de report croisé lié à l'excédent ressources T2 sur les ressources non fiscales du SSA en 2019 ;
 - 1,1 M€ en CP pour le remboursement de dépenses relatives à la modernisation du système informatique et logistique "SIGLe" ;
 - 3,4 M€ en AE et en CP pour la participation du programme 178 au renouvellement des PC à Balard ;
 - 0,6 M€ en AE et en CP pour les frais de bouche réglés par le SPAC ;
- 6,0 M€ en AE et en CP, à destination du programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » résultant principalement des mouvements suivants :
 - 10 M€ en AE et en CP pour la cyberdéfense ;
 - 1,1 M€ pour l'opération E ;
 - + 5,1 M€ en AE et en CP lié à l'anonymisation tacite ;
- 1,3 M€ en AE et 1,4 M€ en CP, en provenance du programme 146 « Équipement de forces » correspondant principalement :
 - au remboursement lié au contrat avec la société HELIDAX pour la formation et le perfectionnement des pilotes d'hélicoptères (-0,8 M€ en AE et en CP) ;
 - au financement du mobilier Catalpa sur le site de Bruz (+0,6 M€ en AE et +1,5 M€ en CP) ;
 - au marché multiservice essais propulseurs (+0,9 M€ en AE) ;
 - au PCD de la Direction générale de l'armement (+0,2 M€ en AE et en CP) ;
 - pour les frais de gardiennage du Radar Mont Thiou (+0,2 M€ en AE et en CP) ;
 - au financement des Boitiers ISTAR P146 (+0,1 M€ en AE et en CP) ;
 - à l'acquisition de la Plate-forme usine A3R (+0,1 M€ en AE et en CP) ;
 - au remboursement de frais logistique par la DRM (+0,1 M€ en AE et en CP) ;
- 0,02 M€ en AE et en CP, en provenance du programme 167 « lien armée nation » correspondant principalement à la prise en charge directe de l'alimentation des personnels du Commissariat des armées (SCA).

Lois de finances rectificatives

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
30/11/2020				164 297 277			35 980 771	
Total				164 297 277			35 980 771	

La loi de finances rectificatives n°2020-1473 du 30 novembre 2020 a ouvert 164,3 M€ en AE afin de couvrir le financement des surcoûts liés aux opérations extérieures et intérieures et annulé 35,9 M€ en AE.

ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2020		35 794 751		35 794 751				
03/2020		22 314 265		22 314 265				
04/2020		17 444 034		17 444 034				
05/2020		19 680 546		19 680 546				
06/2020		23 948 774		23 948 774				
07/2020		37 156 848		37 156 848				
08/2020		16 180 402		16 180 402				
09/2020		22 302 476		22 302 476				
10/2020		48 791 183		48 791 183				
11/2020		29 230 110		29 230 110				
12/2020		10 564 761		10 564 761				
01/2021		876 291		876 291				
Total		284 284 441		284 284 441				

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2020		1 053 182		1 053 182				
03/2020		849 572		849 572				
04/2020		750 700		750 700				
05/2020		13 550		13 550				
06/2020		376 942		376 942				
07/2020		1 053 305		1 053 305				
Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
08/2020		47 882		47 882				
09/2020		539 239		539 239				
10/2020		3 211 024		3 211 024				
11/2020		4 139 722		4 139 722				
12/2020		1 644 155		1 644 155				
01/2021		370 451		370 451				
Total		14 049 723		14 049 723				

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2019	Prévues en LFI pour 2020	Ouvertes en 2020	Ouverts en 2019	Prévus en LFI pour 2020	Ouverts en 2020
Dépenses de personnel						
Autres natures de dépenses	338 570 170	286 448 581	298 255 187	338 570 170	286 448 581	298 255 187
Total	338 570 170	286 448 581	298 255 187	338 570 170	286 448 581	298 255 187

Le rattachement des fonds de concours (14,09 M€ en AE et en CP) et des attributions de produits (284,3 M€) en AE et en CP) concernent principalement :

- le remboursement des soins assurés par le service de santé des armées (159,6 M€) ;
- des recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère de la défense dans le cadre de sa mission en métropole (54,9 M€) ;
- les produits des cessions de biens mobiliers (29,6 M€) ;
- les recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère des armées dans le cadre de sa mission en outre-mer et à l'étranger (37,9 M€) ;
- les contributions diverses au financement des actions et projets menés par les services relevant du programme 178 (10,4 M€)

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Mise en réserve initiale	0	648 272 305	648 272 305	0	398 485 425	398 485 425
Surgels	0	0	0	0	0	0
Dégels	0	0	0	0	0	0
Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)	0	648 272 305	648 272 305	0	398 485 425	398 485 425

DÉPENSES PLURIANNUELLES

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2020	CP 2020
AE ouvertes en 2020 * (E1) 18 303 371 213	CP ouverts en 2020 * (P1) 10 549 693 076
AE engagées en 2020 (E2) 13 266 481 293	CP consommés en 2020 (P2) 10 540 010 889
AE affectées non engagées au 31/12/2020 (E3) 746 849 982	dont CP consommés en 2020 sur engagements antérieurs à 2020 (P3 = P2 - P4) 4 953 564 563
AE non affectées non engagées au 31/12/2020 (E4 = E1 - E2 - E3) 4 290 039 938	dont CP consommés en 2020 sur engagements 2020 (P4) 5 586 446 326

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 brut (R1) 13 119 357 516					
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2019 (R2) 1 139 471 171					
Engagements ≤ 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 net (R3 = R1 + R2) 14 258 828 686	-	CP consommés en 2020 sur engagements antérieurs à 2020 (P3 = P2 - P4) 4 953 564 563	=	Engagements ≤ 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2020 (R4 = R3 - P3) 9 305 264 123	
AE engagées en 2020 (E2) 13 266 481 293	-	CP consommés en 2020 sur engagements 2020 (P4) 5 586 446 326	=	Engagements 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2020 (R5 = E2 - P4) 7 680 034 968	
				Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2020 (R6 = R4 + R5) 16 985 299 091	
					Estimation des CP 2021 sur engagements non couverts au 31/12/2020 (P5) 5 366 342 441
					Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2021 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2020 (P6 = R6 - P5) 11 618 956 650

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2020 + reports 2019 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION

01 – Planification des moyens et conduite des opérations

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
01 – Planification des moyens et conduite des opérations		689 088 743	689 088 743		655 722 923	655 722 923
		705 091 761	705 091 761		675 995 495	675 995 495
01.10 – Emploi des forces		283 897 769	283 897 769		275 991 590	275 991 590
		290 224 278	290 224 278		278 425 093	278 425 093
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire		57 650 559	57 650 559		56 526 033	56 526 033
		50 893 082	50 893 082		48 354 419	48 354 419
01.14 – Systèmes d'information et de communication		334 540 415	334 540 415		320 655 300	320 655 300
		362 059 067	362 059 067		347 454 031	347 454 031
01.21 – Infrastructures SIC		13 000 000	13 000 000		2 550 000	2 550 000
		1 915 334	1 915 334		1 761 953	1 761 953

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	236 609 457	422 629 518	237 039 922	393 531 549
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	236 609 457	422 629 518	237 039 922	393 531 549
01.10 – Emploi des forces	111 673 757	99 625 458	108 195 444	91 637 968
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	29 233 511	36 964 431	34 440 730	30 128 650
01.14 – Systèmes d'information et de communication	95 702 189	284 150 838	94 403 748	270 224 494
01.21 – Infrastructures SIC		1 888 791		1 540 437
Titre 5 : Dépenses d'investissement	298 930 274	109 384 161	266 865 655	111 592 934
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	293 600 274	96 536 241	260 560 828	97 646 209
01.10 – Emploi des forces	18 675 000	15 326 695	15 978 800	13 237 723
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	23 087 048	13 046 768	15 780 476	15 997 515
01.14 – Systèmes d'information et de communication	238 838 226	68 136 235	226 251 552	68 238 503
01.21 – Infrastructures SIC	13 000 000	26 543	2 550 000	172 469
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	5 330 000	12 847 920	6 304 827	13 946 724
01.10 – Emploi des forces		2 209 042		2 693 388
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	5 330 000	866 884	6 304 827	2 213 255
01.14 – Systèmes d'information et de communication		9 771 994		8 991 035
01.21 – Infrastructures SIC				49 047
Titre 6 : Dépenses d'intervention	153 549 012	173 078 083	151 817 346	170 871 013
Transferts aux entreprises		149 000		149 000
01.10 – Emploi des forces		149 000		149 000
Transferts aux autres collectivités	153 549 012	172 929 083	151 817 346	170 722 013
01.10 – Emploi des forces	153 549 012	172 914 083	151 817 346	170 707 013
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire		15 000		15 000

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Total	689 088 743	705 091 761	655 722 923	675 995 495

Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :

- les retraits d'engagements juridiques basculés ;
- les recyclages d'AE ;
- les rétablissements de crédits ;
- la correction des éventuelles erreurs d'imputation.

Sous-action**01.10 – Emploi des forces****PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

Les crédits mis à disposition de la sous-action 10 ont permis notamment :

- d'honorer les principaux engagements financiers de la France vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE ;
- de poursuivre la montée en puissance de la cyberdéfense et le déploiement de son réseau ;
- d'assurer l'approvisionnement et les flux logistiques vers nos forces prépositionnées ;
- de participer à la préparation opérationnelle des armées par le biais des grands exercices interarmées ;
- de financer une partie de la politique des cessions gratuites pilotée par le cabinet du ministre dans le cadre de la coopération opérationnelle.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

Les crédits d'AOP de la sous-action 10 financent principalement les dépenses de préparation et d'emploi, hors opérations extérieures et missions intérieures, des organismes interarmées et des postes permanents à l'étranger (PPE), ainsi que les actions de coopération régionale des forces de présence et de souveraineté.

Les crédits de FAS de la sous-action 10 financent les contributions de la France au fonctionnement de l'OTAN (structures de commandement intégré et agences), hors opérations extérieures, certaines subventions versées à l'UE, la communication et les relations publiques des organismes interarmées et des postes opérationnels permanents à l'étranger et les formations réalisées par la DEMS et le PIAM ou effectuées au profit des personnels de l'EMA et des organismes interarmées (OIA).

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

OS AOP

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
(1)		(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	

OB	Activités et entraînement des forces	13 094 860	-	11 269 887	- 1 824 973
OB	Déplacement et transports	51 000 000	-	47 447 990	- 3 552 010
Total		64 094 860	0	58 717 877	- 5 376 983

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Activités et entraînement des forces	11 753 640	0	11 105 320	- 648 320
OB	Déplacement et transports	51 000 000	0	43 155 718	- 7 844 282
Total		62 753 640	0	54 261 038	- 8 492 602

Une sous-consommation de -5,4 M€ en AE et -8,5 M€ en CP est constatée. En effet, l'OS AOP comprend des activités qui ont été affectées par les restrictions liées à la crise sanitaire.

OB « activités et entraînement des forces »

L'écart en AE et CP s'explique par la crise COVID qui a fortement obéré l'activité. Les ressources non consommées, sont essentiellement la conséquence des conditions sanitaires qui ont entraîné l'annulation de plusieurs exercices internationaux et interalliés (notamment GULF, FLAG, exercice avec Arabie Saoudite, FOC CJEF, exercices majeurs du COS) et la réduction de format, voire l'annulation, de nombreuses activités métropolitaines.

OB « déplacements et transports »

L'écart entre la programmation et l'exécution pour les déplacements de personnels s'explique principalement par :

- les différents transferts entrant obtenus au titre de l'anonymisation des déplacements des agents du ministère agissant sous haut niveau de confidentialité (+7,1 M€ en AE et CP) ;
- le transfert entrant en provenance du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) pour le financement de la scolarité des stagiaires étrangers, dont leurs déplacements (+1,3 M€ en AE et CP) ;
- l'annulation de nombreux exercices impactant le transport des matériels et les frais de déplacements des personnels (-11,2 M€) ;
- l'annulation d'une partie des déplacements des stagiaires de la direction de l'enseignement militaire supérieur (-0,8 M€).

OS FAS

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Relations bilatérales et Etats-majors interalliés	88 314 975	-	115 011 873	26 696 898
OB	Communication et relations publiques	2 668 156	-	1 972 038	- 696 118
OB	Prestations intellectuelles	1 532 394	-	2 405 729	873 335
OB	Soutien des ressources humaines	2 783 430	-	3 169 574	386 144
Total		95 298 955	0	122 559 213	27 260 258

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Relations bilatérales et Etats-majors interalliés	86 583 309	0	113 264 103	26 680 794
OB	Communication et relations publiques	3 222 104	0	2 177 496	- 1 044 608
OB	Prestations intellectuelles	919 000	0	1 134 395	215 395
OB	Soutien des ressources humaines	2 705 739	0	2 732 258	26 519
Total		93 430 152	0	119 308 252	25 878 100

L'OS FAS composée de deux opérations programmées, affiche une surconsommation de +27 M€ (soit 29 %) en AE et +26 M€ (soit 28 %) en CP :

- l'OP « Fonctionnement et activités spécifiques » porte les contributions internationales de fonctionnement de l'OTAN (y compris les pensions), de ses agences et du centre satellitaire de l'Union européenne (CSUE) ainsi que les frais de fonctionnement des échelons de soutien national.
- l'OP « Fonctionnement » regroupe les trois opérations budgétaires suivantes « Communication et relations publiques », « Prestations intellectuelles » et « Soutien des ressources humaines ».

OB « Relations bilatérales et états-majors interalliés »

La surconsommation de 26,7 M€ en AE et CP s'explique notamment par la sous-estimation de la contribution française au titre du *Nato Command Structure* (NCSEP) et du paiement des pensions 2021 sur l'exercice 2020. Un abondement du programme en fin d'année a permis de couvrir cette contribution.

OB « Communication et relations publiques »

L'écart de - 0,7 M€ en AE et de - 1 M€ en CP s'explique par le contexte de crise sanitaire ayant entraîné l'annulation de plusieurs évènements.

OB « Prestations intellectuelles »

L'écart sur cette OB de +0,8 M€ en AE et +0,2 M€ en CP s'explique par l'imputation de l'AMOA relative à l'accompagnement de projets numériques sur cette OB et sur l'OS AOP (OB « activité et entraînement des forces ») comme planifié.

OB « Soutien des ressources humaines »

L'écart en AE (+0,3 M€) s'explique par la bascule des cours en visio-conférence et le fractionnement des classes en plusieurs groupes.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT EQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHERENCE)****1. DESCRIPTION**

Les crédits d'équipements d'accompagnement et de cohérence de la sous-action 10 comprennent les contributions au budget d'investissement de l'OTAN, les dépenses d'équipement de l'EMA (dont la cyberdéfense) et de ses OIA, ainsi que les acquisitions d'équipements réalisées dans le cadre de la coopération opérationnelle (programme RECAMP et politique des cessions liée aux plans d'actions de renforcement de la coopération militaire en contre-terrorisme).

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE		
		LFI	Prévision FDC/ADP du	Engagements hors TF

			PAP		Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OP	EAC-AFAIA	124 503 954	-	111 205 835	- 13 298 119

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OP	EAC-AFAIA	119 807 798	0	105 652 353	- 14 155 445

Les écarts s'expliquent en premier lieu par des mouvements programmés sur les ressources d'un montant global de -12,9 M€ en AE et CP : réallocations entre BOP et décrets de virements entre programmes (contribution du MINARM à l'acquisition d'un système de drones pour le Maroc, contribution INPT (infrastructure nationale partageable des transmissions), participation au financement de la fabrique défense, acquisition de boîtiers ISTAR).

En second lieu, les écarts s'expliquent par :

- un moindre appel à contribution sur le budget d'investissement de l'OTAN ;
- des reports de prestations suite à la crise COVID et au confinement ;
- des retards de livraison résultants de pénurie de matériels pour les SIOC et le CYBER ;
- une mauvaise programmation des projets de transformation numérique entre cette OB et l'OB « Prestations intellectuelles ».

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours et attributions de produits réalisés, ainsi que des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Code	Consommation	Ecart Consommation / Prévision PAP
sous-action	-	0178-01-10	1 057 913	1 057 913

L'écart s'explique par des remboursements de prestations non planifiées.

Sous-action

01.11 – Renseignement d'intérêt militaire

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Prévue avant l'été 2020, la migration de PSP2 vers STCIA était l'un des principaux enjeux majeurs de la DRM pour la fin du deuxième semestre et le début de l'année 2021. Elle a été différée en raison de risques techniques.

Simultanément, la DRM a poursuivi ses efforts sur Artère 3R, le traitement du projet DEMETER et le traitement de masse des données (IA) avec notamment les études de la phase 3 d'ARTEMIS ce qui permettra à la direction d'accéder, sur un programme d'info-structure dans le temps, au croisement de données, objectif recherché depuis des années.

Au-delà de ces objectifs, la DRM s'est engagée dans un vaste chantier de réflexion sur sa structure de commandement, son organisation, son mode de fonctionnement et sa transformation numérique.

Conformément à la prévision, les principaux engagements en 2020 en terme de programmation concernent :

- la réalisation de l'extension du projet Artère 3 R, intranet du ROEM au Multi-INT, devant permettre dans le temps de collecter et d'accéder aux données des capteurs ;
- la mise en œuvre de voies de communication adaptées avec les organismes situés hors métropole : l'augmentation des besoins d'échanges avec des partenaires étrangers et le développement de la téléopération des centres à l'étranger, imposaient à la DRM de disposer de liens télécom à « haut débit » ;
- la mise aux normes des réseaux de desserte de Creil pour disposer de circuits approuvés permettant de faire circuler des informations du niveau secret ;
- la rénovation des outils de veille internet dans le domaine cyber avec une consolidation des accès ;
- l'optimisation de l'accès à l'imagerie avec une consolidation de la capacité d'exploitation des images et de traitement tout en augmentant la capacité de stockage, d'archivage et de partage des données ;

- l'accompagnement de la transformation capacitaire du renseignement image spatial tout en veillant au décloisonnement des outils ;
- de nouveaux investissements pour maintenir en condition opérationnelle les capacités existantes de recueil du renseignement et les compléter par de nouveaux moyens modernisés en les déployant sur de nouveaux sites pour optimiser la couverture de l'interception ;
- le développement et le soutien technique du système d'information biométrique également poursuivi ainsi que celui du cyber ;
- un renforcement de la capacité ELINT qui est apparu comme une priorité forte induisant des investissements complémentaires.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

Les dépenses de l'agrégat « fonctionnement » sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS). Elles regroupent les dépenses liées directement à la réalisation des missions de la DRM : déplacements dans le cadre de missions opérationnelles et partenariats avec des services de renseignement étrangers, acquisition de documentation, achat et soutien de matériels techniques, formations de spécialité de renseignement, réception de hautes autorités et de partenaires étrangers.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prév.	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso.	Écarts Conso. / prév.
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Activités et entraînement des forces	2 540 838	-	1 823 250	- 717 588	2 437 091	-	1 612 623	- 824 468
OB	Déplacement et transports	3 050 000	-	1 158 263	- 1 891 737	3 050 000	-	996 327	- 2 053 673
	Total	5 590 838	-	2 981 513	- 2 609 325	5 487 091	-	2 608 950	- 2 878 141

FAS

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Communication et relations publiques	200 000	-	107 065	- 92 935	200 000	0	127 519	- 72 481
OB	Soutien des ressources humaines	463 398	-	439 365	- 24 033	450 390	0	432 917	- 17 473
	Total	663 398	0	546 430	- 116 968	650 390	0	560 436	- 89 954

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

OPERATION STRATEGIQUE « ACTIVITES OPERATIONNELLES » (OS AOP)

L'OS AOP affiche une sous-consommation de -2,6 M€ en AE et -2.9 M€ en CP. Cette dernière masque en réalité la réallocation en début de gestion 2020 sur l'OB « déplacements et transports » de -1,2 M€, des consommations transitant par le système d'anonymisation des données TACITE porté par la sous-action n°10 « emplois de forces ». Cette sous-consommation résulte également de la réduction des activités et de l'annulation d'un bon nombre de missions en métropole et à l'étranger en raison principalement de la crise Covid.

OPERATION STRATEGIQUE « FONCTIONNEMENT ET ACTIVITES SPECIFIQUES » (OS FAS)

L'écart en AE sur l'OB « communication et relations publiques » est dû à un renforcement des contrôles à l'engagement de la dépense et une gestion plus rigoureuse de ces dépenses ainsi qu'à l'annulation de plusieurs bilatérales avec des partenaires étrangers.

En CP, la sous-consommation s'explique pour les mêmes raisons.

Les sous-consommation en AE et CP sur l'OB « soutien des ressources humaines » résultent de l'annulation de sessions de formations « métier ».

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : RENSEIGNEMENT****1. DESCRIPTION**

Les crédits de l'opération stratégique « renseignement d'intérêt militaire » sont destinés à financer l'acquisition et l'entretien des matériels spécifiques pour le renseignement d'intérêt militaire.

2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Renseignement d'intérêt militaire	51 396 323	-	-	49 962 763	- 1 433 560	50 388 552	-	45 203 546	- 5 185 006

Conformément aux prévisions du PAP 2020, la DRM a développé ses capacités stratégiques par l'acquisition d'équipements et d'outils modernisés et maintenu en condition les matériels et logiciels existants.

L'écart en AE (-1,4 M€), s'explique majoritairement par des mouvements de crédits (réallocations, décret de transfert ou de virement) pour des dépenses portées par d'autres BOP ou programmes.

En CP, la sous-consommation résulte d'engagements tardifs réalisés sur le dernier trimestre et n'ayant pas donné lieu à des paiements sur la gestion 2020 ainsi qu'à des reports de livraisons suite à la crise sanitaire prévues en 2020 et décalées en 2021.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Ces recettes sont liées aux règlements de frais de stagiaires étrangers.

Sous-action

01.14 – Systèmes d'information et de communication

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Outre les activités courantes dédiées à la mise en œuvre et à la gestion des systèmes d'informations du ministère des armées, les principales actions de la DIRISI se sont inscrites dans le cadre la transformation numérique du ministère et le renforcement de la cyber sécurité. Elles ont ainsi notamment permis, dans le contexte particulier de la crise sanitaire liée à la COVID-19, la mise en œuvre élargie du télétravail au sein du ministère, des réunions en visioconférence et l'augmentation des flux à distance indispensables dans ce cadre.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

Les crédits de l'OS AOP visent à assurer la disponibilité des SIC du ministère et se composent pour une large part des crédits de déplacement des personnels. Les crédits de l'OS FAS doivent permettre de garantir la disponibilité du matériel informatique des entités du ministère des armées. L'essentiel des crédits de cette OS financent les dépenses de soutien des ressources humaines et de fonctionnement courant.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

OS AOP

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	activité et entraînement des forces	1 279 000	-	2 163 516	884 516
OB	déplacement et transports	5 422 704	-	2 712 199	- 2 710 505
OB	Système d'informations et de commandement	2 546 518	-	2 456 026	- 90 492
Total		9 248 222	0	7 331 742	- 1 916 480

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	activité et entraînement des forces	1 279 000	0	2 026 310	747 310
OB	déplacement et transports	5 345 808	0	2 701 790	-2 644 018
OB	Système d'informations et de commandement	2 469 518	0	1 988 854	-480 664
Total		9 094 326	0	6 716 954	-2 377 372

OS FAS

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	mobilité des personnels	30 600	-	131 536	100 936
OB	communication et relations publiques	201 048	-	338 249	137 201
OB	fonctionnement courant	616 913	-	2 982 942	2 366 029
OB	prestations intellectuelles	-	-	0	-
OB	soutien des ressources humaines	723 506	-	573 916	- 149 590
Total		1 572 067	0	4 026 643	2 454 576

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	mobilité des personnels	30 000	0	131 536	101 536
OB	communication et relations publiques	197 119	0	277 673	80 554
OB	fonctionnement courant	604 823	0	2 671 909	2 067 086
OB	prestations intellectuelles	0	0	333 574	333 574
OB	soutien des ressources humaines	709 300	0	410 674	- 298 626
Total		1 541 242	0	3 825 365	2 284 123

L'OS AOP présente une sous-consommation (-1,9 M€ en AE et -2,4 M€ en CP). Elle touche toutes les OB à l'exception de l'OB « activités et entraînement des forces » qui traduit les arbitrages et les mesures d'efforts mises en œuvre par la DIRISI pour financer les dépenses supplémentaires portées par l'OS FAS et par l'impact direct de la crise sanitaire.

L'écart relevé sur l'OB « activités et entraînement des forces » (+0,9 M€ en AE et +0,8 M€ en CP) est principalement lié à la réalisation de la prestation non planifiée du SI DMGP (distribution des masques grand public) du ministère de l'Intérieur (+0,4 M€ en AE et CP) qui doit faire l'objet d'un rétablissement de crédits sur l'exercice budgétaire 2021.

La sous-consommation de l'OB « déplacements et transports » (-2,7 M€ en AE et -2,6 M€ en CP) s'explique par la crise sanitaire actuelle et ses conséquences en termes budgétaires des moindres déplacements et transport des matériels.

L'OS FAS présente une surconsommation globale (+2,5 M€ en AE et +2,3 M€ en CP). L'écart constaté sur l'OB « fonctionnement courant » (+2,4 M€ en AE et +2,1 M€ en CP) est dû au financement des marchés de gardiennage par le transfert en gestion des crédits depuis l'OS AOP (+1,4 M€ en AE et 1,4 M€ en CP) ainsi qu'au financement de moyens de protection contre la crise sanitaire (masques, plexiglass, etc.).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHÉRENCE)

1. DESCRIPTION

Les crédits liés à cette opération stratégique permettent à la DIRISI d'investir pour mettre à disposition du ministère des armées des réseaux de télécommunication adaptés aux besoins de ses forces et accompagner les investissements SIC liés à la réforme globale du ministère.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE					
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)		(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
OB	Délivrer SIC	39 761 750	-	0	0	51 313 455	11 551 705
OB	DIRISI – Restructuration	65 118 127	-	0	0	63 855 504	- 1 262 623
OB	Exploiter	16 737 459	-	0	0	27 492 967	10 755 508
OB	Ingénieriser	25 167 880	-	0	0	24 997 227	- 170 653
OB	Sécuriser	38 341 419	-	0	0	36 883 879	- 1 457 540
OB	Soutenir	6 257 126	-	0	0	6 044 587	- 212 539
OB	Transporter	87 890 242	-	0	0	88 681 020	790 778
	Total	279 274 003	0	0	0	299 268 639	19 994 636

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommat.	Ecart Consommat./ prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Délivrer SIC	39 522 260	0	57 021 846	17 499 586

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

OB	DIRISI – Restructuration	42 188 687	0	64 418 628	22 229 941
OB	Exploiter	21 650 438	0	32 913 108	11 262 670
OB	Ingénieriser	25 012 378	0	24 685 506	- 326 872
OB	Sécuriser	38 121 935	0	28 427 876	- 9 694 059
OB	Soutenir	6 219 884	0	5 702 599	- 517 285
OB	Transporter	93 729 519	0	81 074 564	- 12 654 955
Total		266 445 101	0	294 244 128	27 799 027

L'écart de consommation constaté sur l'OS EAC entre la LFI et les engagements (+7,2 % en AE et +10,4 % en CP) s'explique essentiellement par les dépenses engendrées par la crise sanitaire actuelle pour lesquelles la DIRISI s'est vu attribuer des ressources supplémentaires (23,5 M€ en AE et CP).

La surconsommation importante de l'OB « Délivrer SIC » (+11,6 M€ en AE et +17,5 M€ en CP) résulte de l'acquisition de 14 000 ordinateurs portables SMOBI (16,5 M€ en AE et CP) pour augmenter massivement les capacités de télétravail au sein du ministère.

L'OB « DIRISI restructuration » intègre l'activité « DIRISI transformation ». La sous-consommation en AE s'explique essentiellement par un rétablissement de crédits en atténuation de dépenses de 0,9 M€ intervenu en fin de gestion. Au niveau des CP, la sur-consommation relève d'une reventilation de la ressource au sein de l'OS EAC destinée à résorber le reste à payer de l'activité « Transformer ».

L'OB « Exploiter » affiche une sur-consommation (+10,8 M€ en AE et +11,3 M€ en CP) relevant principalement des dépenses engendrées par la crise sanitaire (8,6 M€ en AE et 7,5 M€ en CP) : acquisition de tablettes, smartphones & tokens SMOBI (4,7 M€ en AE), acquisition de matériels MELLAN (marché à bon de commande pour l'acquisition de matériels et logiciels des réseaux locaux) pour 1,5 M€ en AE, passage au standard supérieur des passerelles SMOBI (2,4 M€ en AE). A cela se rajoutent des besoins supplémentaires tels que l'acquisition d'un mur d'images pour le centre opérationnel de la DIRISI (+0,5 M€ en AE), la migration des plateformes Intradef et ADER (+0,3 M€ en AE).

La sous-consommation constatée sur l'OB « Sécuriser » (-1,5 M€ en AE et -9,7 M€ en CP) procède des engagements tardifs réalisés en 2020 (moyens de cryptologie) et du décalage en 2021 d'affaires telles que le MCO DARMA (défense antivirale et résilience contre les codes malveillants) et les acquisitions de conteneurs sécurisés.

Enfin, l'OB « transporter » présente une consommation en AE conforme à la programmation (+0,8 M€ en AE soit +0,9 %) et une sous-consommation en CP (-12,7 M€). Cette OB a fait l'objet d'un retrait de CP en gestion au profit de l'OB « DIRISI restructuration » de 15 M€.

Tableau des autorisations d'engagements sur tranches fonctionnelles (en €)

Niveau	Description	AEANE fin 2019	AE affectées 2020	Total AE	TOTAL	Engagement 2020	AEANE fin 2020
OB	DIRISI - Restructurations	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATÉRIELS)**1. DESCRIPTION**

Cette opération stratégique permet le maintien en condition opérationnelle des systèmes d'information et de communication et de leur environnement, placés sous la responsabilité de la DIRISI.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE				
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
OB	EPM des SIC	44 446 123	-	-	49 765 067	5 318 944

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	EPM des SIC	43 574 631	-	43 821 551	246 920

La surconsommation en AE (+5,3 M€) sur l'OS EPM s'explique par la réalisation du MCO TRANSITION VPN 2010 (acquisition de fournitures et de services pour la mise en place d'un réseau virtuel privé au profit du MINARM) qui s'inscrit dans le périmètre du programme DESCARTES (déploiement des services de communication et architecture des réseaux de télécommunications sécurisés).

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Code	Consommation	Ecart Consommation / Prévision PAP
Sous-action	-	0178-01-14	41 483	41 483

L'écart constaté est la conséquence de remboursements de prestation non planifiés.

Sous-action

01.21 – Infrastructures SIC

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Au titre de la gestion 2020, la principale mesure concerne la poursuite de la phase préparatoire relative au projet de déploiement du système d'information de protection des sites (SIPS).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)

1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « INFRA » regroupe les ressources destinées à l'ensemble des opérations d'adaptation capacitaire sur les ouvrages technico-opérationnels de la DIRISI.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens	-	-	-	-
OB	Réalisation des infrastructures des bases de défense	13 000 000	-	1 903 471	- 11 096 529
Total		13 000 000	0	1 903 471	- 11 096 529

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens	-	0	-	0
OB	Réalisation des infrastructures des bases de défense	2 550 000	0	1 750 090	-799 910
Total		2 550 000	0	1 750 090	-799 910

L'écart de consommation constaté sur l'OS INFRA entre la LFI et les engagements (-85 % en AE et -31 % en CP) s'explique par le décalage calendaire de certains jalons du projet SIPS (marché intégrateur). La ressource en AE et CP libérée a été remise à la disposition du responsable de programmation.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Il n'y a pas eu de recette sur fonds de concours, attributions de produits réalisés et ressources exceptionnelles en 2020.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 1

Niveau	description	AE				
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	78 933 920	0	0	69 031 132	-9 902 788
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	403 777 957	0	0	410 474 475	6 696 518
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	44 446 123	0	0	49 765 067	5 318 944
OS	Fonctionnement et activités spécifiques	97 534 420	0	0	127 132 286	29 597 866

	(FAS)					
OS	Renseignement (RENS)	51 396 323	0	0	49 962 763	-1 433 560
OS	Infrastructures de défense (INFRA)	13 000 000	0	0	1 903 471	-11 096 529
Total		689 088 743	0	0	708 269 194	19 180 451

Niveau	description	CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	77 335 057	0	63 586 942	-13 748 115
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	386 252 899	0	399 896 481	13 643 582
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	43 574 631	0	43 821 551	246 920
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	95 621 784	0	123 694 053	28 072 269
OS	Renseignement (RENS)	50 388 552	0	45 203 546	-5 185 006
OS	Infrastructures de défense (INFRA)	2 550 000	0	1 750 090	-799 910
Total		655 722 923	0	677 952 663	22 229 740

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				Total
			Eng restant à payer à fin 2019	Eng 2020	2020	2021	2022	>2022	
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	9,49	78,93	77,34	11,09	0,00	0,00	88,42
		PLR	10,56	69,03	63,59	11,49	4,40	0,12	79,59
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	PLF	208,47	403,78	396,05	216,20	0,00	0,00	612,25
		PLR	216,62	410,47	399,90	163,53	59,32	4,35	627,10
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	PLF	23,22	44,45	43,57	24,10	0,00	0,00	67,67
		PLR	28,29	49,77	43,82	22,77	10,26	1,21	78,06
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	6,50	97,53	95,62	8,41	0,00	0,00	104,04
		PLR	5,25	127,13	123,69	7,27	0,42	1,00	132,39
OS	Renseignement (RENS)	PLF	43,48	51,40	50,39	29,88	14,60	0,00	94,88
		PLR	42,92	49,96	45,20	29,68	11,77	6,23	92,88
OS	Infrastructures de Défense (NFRA)	PLF	0,00	13,00	2,55	10,45	0,00	0,00	13,00
		PLR	0,58	1,90	1,75	0,74	0,00	0,00	2,49
Total écarts			-13,06	-19,18	-12,43	64,66	-71,56	-12,91	-32,24

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ACTION**02 – Préparation des forces terrestres**

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
02 – Préparation des forces terrestres		2 594 385 516	2 594 385 516	1 469 343 594		1 469 343 594
		2 179 574 088	2 179 574 088	1 752 148 353		1 752 148 353
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres		174 099 221	174 099 221	168 378 146		168 378 146
		163 719 631	163 719 631	165 821 905		165 821 905
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres		82 275 969	82 275 969	85 647 077		85 647 077
		86 484 280	86 484 280	81 303 496		81 303 496
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres		1 983 311 438	1 983 311 438	927 692 669		927 692 669
		1 530 802 748	1 530 802 748	1 162 781 899		1 162 781 899
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres		287 494 671	287 494 671	225 760 563		225 760 563
		310 664 817	310 664 817	247 679 687		247 679 687
02.11 – Infrastructures terrestres		67 204 217	67 204 217	61 865 139		61 865 139
		87 902 612	87 902 612	94 561 366		94 561 366

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	2 378 899 361	2 019 091 142	1 261 997 592	1 582 484 808
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 378 899 361	2 019 091 142	1 261 997 592	1 582 484 808
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres	174 099 221	162 608 846	168 378 146	163 103 188
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres	82 275 969	86 367 119	85 647 077	81 273 496
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres	1 983 311 438	1 508 706 348	927 692 669	1 146 496 615
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	139 212 733	238 483 137	80 279 700	175 621 644
02.11 – Infrastructures terrestres		22 925 691		15 989 864
Titre 5 : Dépenses d'investissement	210 759 155	154 524 664	202 619 002	164 896 477
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	210 759 155	140 058 368	202 619 002	152 007 341
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres		1 077 216		2 703 717
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres				30 000
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres		8 608 233		4 066 403
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	143 554 938	65 395 998	140 753 863	66 635 719
02.11 – Infrastructures terrestres	67 204 217	64 976 921	61 865 139	78 571 502
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		14 466 296		12 889 136
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres		18 568		
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres		117 161		
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres		11 545 844		11 467 773
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres		2 784 722		1 421 363
Titre 6 : Dépenses d'intervention	4 727 000	5 958 282	4 727 000	4 767 069
Transferts aux autres collectivités	4 727 000	5 958 282	4 727 000	4 767 069
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres		15 000		15 000
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres		1 942 322		751 108
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	4 727 000	4 000 960	4 727 000	4 000 960
Total	2 594 385 516	2 179 574 088	1 469 343 594	1 752 148 353

Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :

- les retraits d'engagements juridiques basculés ;
- les recyclages d'AE ;
- les rétablissements de crédits ;
- la correction des éventuelles erreurs d'imputation.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Dans un contexte marqué par la crise sanitaire et le renfort de l'opération Barkhane, l'armée de Terre s'est adaptée pour simultanément conduire les activités jugées prioritaires, préserver la santé de ses soldats et lutter activement contre la propagation du virus de la COVID-19. Ainsi, tout en maintenant un haut niveau d'engagement opérationnel porté au quotidien par environ 26 000 soldats, soit 34 % de la force opérationnelle terrestre (FOT), l'armée de Terre a démontré son agilité et sa réactivité en novembre 2020 avec le renforcement instantané du dispositif déployé de Sentinelle. L'armée de Terre honore en outre intégralement sa contribution à l'échelon national d'urgence (ENU) avec un dispositif GUEPARD qui a été optimisé en 2020 par un panel plus large de capacités mises à disposition de l'EMA (amphibie et montagne notamment).

					2))
OB	activité et entraînement des forces	122 239 766	200 000	115 704 795	- 6 734 971	120 041 487	200 000	110 327 489	- 9 913 998
OB	alimentation	-	-	- 389	- 389	-	-	-	-
OB	carburants opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation	28 643 395	-	25 520 439	- 3 122 956	28 643 395	-	25 538 820	- 3 104 575
OB	carburéacteur	25 362 072	-	22 098 567	- 3 263 505	25 362 072	-	22 098 567	- 3 263 505
OB	déplacement et transports	12 940 817	-	8 362 572	- 4 578 245	12 485 162	-	8 433 418	- 4 051 744
Total		189 186 050	200 000	171 685 985	-17 700 065	186 532 116	200 000	166 398 295	- 20 333 821

Les crédits consommés sur l'OS AOP sont inférieurs de 17,7 M€ à la ressource initiale en AE (-9 %) et de 20,3 M€ en CP (-11 %). Ces écarts s'expliquent notamment par une moindre consommation de carburant, le report d'engagement du marché de sous-traitance SOA (saut à ouverture automatique) de l'école des troupes aéroportées (ETAP), et de moindres dépenses induites par la crise sanitaire.

OB « Activités et entraînement des forces » :

Cette OB est portée principalement par le commandement des forces terrestres (CFT), par le commandement de l'aviation légère de l'armée de Terre (COMALAT) et par le commandement des forces spéciales terrestres (COMFST). Les dépenses sont en baisse par rapport à la LFI (-6,7 M€ en AE et -9,9 M€ en CP).

Ces écarts s'expliquent par :

- le report à 2021 de la notification du marché de sous-traitance SOA ;
- les effets de la crise sanitaire sur les activités de préparation opérationnelle avec l'annulation de plusieurs exercices (dont 13 exercices internationaux), et les mesures d'adaptation prises pour recentrer l'entraînement au plus près des unités ;
- l'effet de la crise sanitaire sur les activités de formation, et la baisse du nombre de journées de stages indemnisables.

OB relatives aux carburants opérationnels :

La consommation globale des carburants opérationnels pour 2020 est inférieure à la prévision LFI en raison d'un arrêt anticipé (mi-novembre) de la facturation par le service de l'énergie opérationnelle, et d'une consommation moins importante que prévue du fait de la crise sanitaire et des mesures d'adaptation de la préparation opérationnelle qui en ont découlé.

Carburants opérationnels	Volume consommé en 2020 (m3)	Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m3)	Consommation (€)
Gazole	19 686	1 255	24 703 670
Carburéacteur Terrestre	909	1 337	1 215 595
Carburéacteur (F-34)	29 296	713	20 882 972
Divers (Huiles, graisses et autres)	-	-	835 150

OB « Déplacements et transports » :

Cette OB regroupe les dépenses liées au financement des marchés de location de véhicules de transport et aux frais d'autoroute dans le cadre des missions relatives aux transports Terrestres interarmées (TTIA) incombant à l'armée de Terre, ainsi que des frais de déplacement. Cet agrégat fait apparaître une sous-consommation de 4,6 M€ en AE et 4,1 M€ en CP du fait d'une baisse significative des déplacements en 2020, conséquence de la crise sanitaire.

FAS

Nivea	Description	AE	CP
-------	-------------	----	----

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

u		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	mobilité des personnels	47 119 346	-	42 265 801	-4 853 545	46 102 781	-	42 446 195	-3 656 586
OB	Subventions et transferts	4 727 000	-	4 000 960	- 726 040	4 727 000	-	4 000 960	-726 040
OB	communication et relations publiques	3 648 004	-	2 752 303	-895 701	3 557 581	-	2 798 084	-759 497
OB	fonctionnement courant	12 993 629	-	24 022 118	11 028 489	12 804 747	-	19 405 930	6 601 183
OB	Prestations intellectuelles	1 741 218	-	2 837 315	1 096 097	1 891 218	-	2 735 178	843 960
OB	Soutien courant des structures	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	soutien des ressources humaines	29 912 461	500 000	36 334 262	5 921 801	29 187 182	500 000	31 646 587	1 959 405
Total		100 141 658	500 000	112 212 759	11 571 101	98 270 509	500 000	103 032 934	4 262 425

Les crédits consommés sur l'OS FAS sont supérieurs de 11,6 M€ à la ressource LFI en AE (+11 %) et de 4,3 M€ en CP (+4 %). Le différentiel est principalement supporté par les opérations budgétaires « Fonctionnement courant », « Prestations intellectuelles », et « Soutien des ressources humaines ».

OB « mobilité des personnels » :

L'OB « Mobilité des personnels » affiche une sous-consommation (-4,9 M€ en AE et -3,7 M€ en CP) imputable principalement aux annulations des concessions de passage gratuit (CPG) du fait de la crise sanitaire.

OB « Subventions et transferts » :

L'OB recouvre les contributions de l'armée de Terre au fonctionnement des organismes internationaux (écoles, états-majors, PC, etc.). La légère sous-exécution (-0,7 M€ en AE/CP) constatée traduit l'activité réduite de ces organismes en raison de la crise.

OB « Communication et relations publiques » :

Cette OB comporte les dépenses du service d'information et de relations publiques de l'armée de Terre (SIRPAT), ainsi que les dépenses de réception. La sous-consommation (-0,9 M€ en AE et -0,8 M€ en CP) s'explique essentiellement par l'annulation ou la réduction de format des événements, manifestations et opérations de communications à caractère public (14 juillet, journée nationale des blessés de l'armée de terre (JNBAT), opérations de recrutement, etc.) en raison de la crise sanitaire.

OB « Fonctionnement courant » :

Cette OB affiche une surconsommation de 11 M€ en AE et de 6,6 M€ en CP qui s'explique :

- par l'acquisition des dispositifs de protection liés à la crise sanitaire (matériels de protection, produits de nettoyage et de désinfection, cloisons etc.) ;
- par le déploiement de la stratégie d'achat du service d'infrastructure de la défense (SID) dans le domaine de l'énergie et l'engagement anticipé de marchés d'énergie au profit des unités non embasées (hors BdD) de l'armée de Terre ;
- par le changement d'imputation de certains marchés de soutien (notamment « accueil-filtrage-gardiennage » (AFG)) des organismes non embasés, initialement programmés par l'OS AOP et dorénavant imputés sur l'OS FAS ;

- par un effort de remise à niveau du soutien courant de la Section technique de l'armée de terre (STAT), organisme non embasé.

OB « Prestations intellectuelles » :

Cette OB couvre les dépenses d'assistance à maîtrise d'ouvrage. L'évolution constatée (+1,1 M€ en AE et +0,8 M€ en CP) s'explique par l'intégration sur cette OB de prestations de la DMAé imputées initialement sur l'OS EPM.

OB « Soutien des ressources humaines » :

Cette OB couvre les dépenses de formation (budgets des écoles et lycées et centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), ainsi que les marchés, concours et formations linguistiques) et de recrutement (campagnes de communication nationales, locales, création d'outils de campagne, transport des candidats à l'engagement).

Elle affiche une surconsommation de 5,9 M€ en AE et 2 M€ en CP principalement imputable à l'effort budgétaire concédé en cours de gestion pour le recrutement afin de compenser les effets négatifs de plusieurs mois de confinement sans recrutement possible.

Sous-action

02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATÉRIELS)

1. Description :

Les crédits de l'OS « Entretien programmé du matériel » permettent d'acquérir les rechanges et les prestations nécessaires au soutien des forces terrestres. Concernant les matériels tactiques, ils couvrent principalement l'approvisionnement des stocks de rechanges, les réparations ou les prestations de service dans l'industrie privée ou étatique, les opérations de rénovation, l'acquisition des lots techniques (piles, batteries, pneumatiques, peintures) et les marchés d'élimination.

L'année 2020 a permis de préserver le soutien de l'activité, tout en poursuivant la modernisation du maintien en condition opérationnelle de l'armée de Terre.

2. Aspects financiers :

OB « Démantèlement milieu terrestre » :

Cette année, les crédits de cette OB ont été principalement dédiés à la mise en conformité des installations classées et au flux de démantèlement relatifs aux parcs terrestres (VAB, VLRA et TRM 200).

La moindre consommation en CP (- 5,1 M€) résulte d'un moindre besoin suite à des renoncements de fin 2019 ainsi qu'à des retards industriels liés à la crise sanitaire.

OB « EPM flottes aéroterrestres » :

Cette OB regroupe les dépenses liées à l'entretien programmé de l'ensemble des matériels aéroterrestres de l'armée de Terre.

La consommation en AE, nettement inférieure à la prévision LFI (-573,8 M€, soit -55 %), s'explique principalement par :

- la restitution d'AE devenues sans emploi (- 600 M€), ouvertes en LFI à titre prudentiel pour pallier un éventuel report sur 2020 de l'engagement du contrat CHELEM (Cougar/Caracal). Ce contrat a finalement été notifié en novembre 2019 ;
- le report sur 2021 de l'engagement du marché de matériels de plateformes aéroportuaires initialement prévu en décembre 2020 (- 30 M€) .

Cette moindre consommation a été contrebalancée par :

- des besoins complémentaires pour le MCO des avions Cougar et Caracal ;
- la réalisation de prestations de MCO complémentaires et des surcoûts d'activité spécifique dans le cadre des opérations extérieures (OPEX).

S'agissant des paiements, l'écart de consommation constatée (+ 91,1 M€, soit + 23 %) s'explique principalement par la couverture des surcoûts liés aux OPEX / MISSINT qui comprennent, entre autres, ceux liés à l'opération Résilience (transferts de malades entre hôpitaux et vers l'Allemagne dans le cadre de la crise sanitaire).

OB « EPM matériel terrestre » :

Cette OB regroupe les dépenses liées à l'entretien programmé de l'ensemble des matériels terrestres de l'armée de terre. L'écart observé en AE (+ 117,2 M€, soit + 13 %) et en CP (+ 141,7 M€, soit + 28 %) s'explique principalement par :

- la couverture des surcoûts liés aux OPEX, et à l'opération SENTINELLE couverte par les ressources ouvertes en LFR. Ces engagements ont majoritairement porté sur les parcs VBCI, VAB et VBL fortement sollicités en opérations extérieures, notamment pour renforcer la protection des personnels face au risque IED (*improvised explosive devices*) ;
- un besoin de régénération des VBCI supérieur aux prévisions, avec 30 véhicules traités en maintenance industrielle ;
- un effort réalisé sur les rechanges VAB, AMX 10 RCR, VBL et PR4G, avec des livraisons anticipées, pour consolider les stocks sous tension face à une conjoncture sanitaire fragilisant les industriels ;
- un effort important pour améliorer le système d'information SIM@T ;
- une accentuation des acquisitions de rechanges pour le parc Leclerc.

OB « EPM matériel terrestre SCORPION » :

Cette OB regroupe les dépenses liées à l'entretien programmé de l'ensemble des matériels terrestres des forces terrestres spécifiques aux équipements du programme SCORPION (Griffon, Jaguar, VBMR). Les moindres consommations constatées en AE (- 2,2 M€) et en CP (- 1,2 M€), résultent de besoins de réparation plus faibles que ce qui avait été anticipé.

OB « EPM milieu naval ADT » :

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

La surconsommation en CP (+ 1,3 M€) résulte d'un retard de notification en 2019 d'une commande de renouvellement de sacs étanches. Les paiements ont alors basculé en 2020, ce qui n'avait pas été pris en compte dans l'élaboration du PLF 2020

Tableau des autorisations d'engagements sur tranches fonctionnelles (en €)

Niveau	Description	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	AE affectées 2020	Total AE	Engagement 2020	AEANE fin 2020
OB	EPM flottes aéroterrestres*	90 050 716	138 093	0	89 911 263	24 949 832	64 962 791

A la suite de la décision prise en gestion 2019 d'abandonner le financement du SIAé au moyen de tranches fonctionnelles, aucune affectation d'AE n'a été réalisée en 2020.

Sous-action**02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres****OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)****1. Description :**

Les équipements d'accompagnement et de cohérence regroupent :

- les acquisitions de munitions destinées à la préparation opérationnelle des forces terrestres (petits calibres et mortiers), de munitions spécifiques pour les forces spéciales, etc. ;
- le financement des besoins du domaine « système d'information et de commandement », dans les cinq fonctions suivantes :
 - l'appui électronique ;
 - la simulation ;
 - les équipements des unités spécifiques du domaine des SIC ;
 - les infrastructures de commandement : acquisition de containers d'appui au commandement ;
 - la transformation numérique (T.Num);
- les acquisitions d'équipements divers :
 - outillage destiné à la maintenance des parcs blindés et à roue ;
 - véhicules spécialisés de la gamme commerciale : véhicules incendie, cynotechniques, véhicules des centres IEC et des forces spécialisées ;
 - équipements des forces spéciales : armement de petit calibre, optronique, postes radio, matériels nautiques, parachutes, altimètres ;
 - plan d'équipement des unités: accompagnement des activités de préparation opérationnelles des unités;
 - matériels génie : engins de travaux publics, équipements des camps ;
 - matériels de manutention ;
 - infrastructures déployables en opérations extérieures (logements préfabriqués et matériels de production d'énergie) ;
 - matériels nautiques ;
 - matériels de sport et audiovisuel nécessaires à l'entraînement et à la formation.
- les expérimentations et évaluations de la section technique de l'armée de terre (STAT) ;
- les investissements au profit de la préparation opérationnelle dans les domaines de la simulation et de la ciblerie des champs de tir.

2. Aspects financiers :

Niveau	Descr	AE					CP				
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso.	Ecarts Conso / prévisions	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	
OP	EAC-AFAT	270 262 172	700 000	-	299 821 154	28 858 982	208 668 798	700 000	243 619 072	34 250 274	
OB	EAC-AFAT	-	-	-	4 770 005	4 770 005	-	-	911 355	911 355	
	total	270 262 172	700 000	-	304 591 159	33 628 987	208 668 798	700 000	244 530 427	35 161 629	

Le montant des engagements pour l'OS EAC a atteint un niveau de 304,6 M€, en hausse (+ 33,6 M€) par rapport au montant prévu en LFI.

L'écart constaté en AE (+ 33,6 M€) s'explique principalement par :

- la couverture des dépenses exécutées au profit des OPEX/MISSINT ;
- des commandes de munitions plus importantes que prévues ;
- l'acquisition de matériels de protection (masques de protection tactiques) dans le cadre de la crise sanitaire ;
- le renouvellement de matériels du génie vieillissants (engins de travaux publics) et de porte-engins blindés, ainsi que de détecteurs chimiques.

Ces engagements réalisés en 2020 ont permis de répondre à des besoins nouveaux initialement prévus en 2021 afin d'accélérer le renouvellement de matériels anciens.

S'agissant des CP, l'écart de consommation (+ 35,2M€) s'explique par les mêmes éléments que les AE, ainsi que par des paiements d'avances aux fournisseurs, majorés selon les dérogations édictées dans le cadre de la crise.

Sous-action

02.11 – Infrastructures terrestres

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)

1. DESCRIPTION

Les dépenses d'infrastructure sont réparties entre cinq opérations budgétaires:

- assurer la préparation opérationnelle des fonctions de commandement et de renseignement ;
- assurer la préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire (opérations d'infrastructure non reliées aux hélicoptères de nouvelle génération TIGRE, CAIMAN et HIL);
- assurer la préparation opérationnelle du milieu terrestre;
- maintenir et soutenir les sites ;
- réaliser les infrastructures des bases de défense;•réaliser les autres opérations d'adaptation infra terrestres.

L'année 2020 a vu la mise en œuvre de la nouvelle architecture budgétaire qui a conduit à transférer du programme 212 vers le programme 178 les ressources relatives :

- aux infrastructures opérationnelles de l'armée de terre, hors programmes d'infrastructure liés aux opérations d'armement, transférées vers le programme 146 ;
- à la maintenance lourde des installations opérationnelles ;
- à un périmètre restreint d'autres installations, notamment la protection défense des sites dont le CEMAT est responsable.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Descriptif	AE					CP			
		LFI	Prév FDC /ADP du PAP	Affectation sur TF	Engag hors TF	Ecart Utilis / Prév	LFI	Prévision FDC /ADP du PAP	Conso	Ecarts Cons / prév
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Préparation opérat des fonctions de cdt et rens	445 000	-	-	846 714	401 714	66 750	-	473 732	406 982
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	131 000	-	-	774 703	643 703	19 650	-	697 866	678 216
OB	Préparation opérationnelle du milieu terrestre	23 853 217	-	37 100 000	23 073 479	36 320 262	11 690 745	-	8 886 482	- 2 804 263
OB	Maintien et soutien des sites	8 976 000	-	-	7 712 524	- 1 263 476	1 974 720	-	2 908 019	933 299
OB	Réalisation des infras des bases de défense	1 152 000	-	-	468 626	- 683 374	172 800	-	5 287 400	5 114 600
OB	Réalisation autres opérations adaptation infra terrestres	32 647 000	-	806 017	25 471 916	- 6 369 066	47 940 474	-	76 453 063	28 512 589
Total		67 204 217	-	37 906 017	58 347 961	29 049 761	61 865 139	-	94 706 562	32 841 423

OB « préparation opérationnelle du milieu terrestre »

Cette OB affiche une sur-consommation de + 36 M€ en AE, qui s'explique par :

- l'évolution du besoin d'affectations (+ 16,3 M€) pour le programme d'infrastructure « adaptation des espaces d'entraînement de niveaux 2 et 3 » (PI AEEN 2-3) ;
- les surcoûts et révisions de prix supportés par plusieurs opérations ;
- la prise en compte anticipée de plusieurs besoins initialement programmés en 2021, mais devenus prioritaires en raison de leur impact sur la préparation opérationnelle des unités ;
- l'imputation sur cette OB d'opérations initialement programmées à tort sur les OB « réalisation des infrastructures des bases de défense », « réalisation autres opérations d'adaptation d'infrastructures terrestres » et « maintien et soutien des sites » lors du transfert depuis le P212 (+ 8,4 M€).

La sous-consommation en CP (- 2,8 M€) s'explique par l'ajustement du plan de livraison de la nouvelle zone d'équipement du CENZUB réalisée dans le cadre du PI AEEN 2-3.

OB « maintien et soutien des sites »

La moindre consommation constatée sur cette OB en AE (- 1,3 M€) s'explique par l'imputation sur l'OB « Préparation opérationnelle du milieu terrestre » d'une partie des opérations initialement programmées à tort sur l'OB « maintien et soutien des sites » lors des travaux de mise en œuvre de la nouvelle architecture budgétaire (NAB).

L'écart de consommation en CP (+ 0,9 M€) est principalement imputable à des opérations d'hébergement indûment transférées depuis le P212 vers le P178 en construction budgétaire et couvertes par un décret de virement en cours de gestion.

OB « réalisation des infrastructures des bases de défense »

La moindre consommation constatée sur cette OB en AE (- 0,7 M€) s'explique par l'imputation sur l'OB « Préparation opérationnelle du milieu terrestre » d'une partie des opérations initialement programmées à tort sur l'OB « réalisation des infrastructures des bases de défense » lors des travaux de mise en œuvre de la NAB.

L'écart de consommation en CP (+ 5,3 M€) est principalement imputable à des opérations d'hébergement indûment transférées depuis le P212 vers le P178 en construction budgétaire et couvertes par un décret de virement en cours de gestion.

OB « réalisation autres opérations adaptation infra terrestres »

La moindre consommation constatée sur cette OB en AE (- 6,4 M€) s'explique par l'imputation sur l'OB « préparation opérationnelle du milieu terrestre » d'une partie des opérations initialement programmées à tort sur l'OB « réalisation autres opérations adaptation infra terrestres » lors des travaux de mise en œuvre de la NAB.

L'écart de consommation en CP (+ 28,5 M€) est principalement imputable à des opérations d'hébergement indûment transférées depuis le P212 vers le P178 en construction budgétaire et couvertes par un décret de virement en cours de gestion.

Tableau des autorisations d'engagements sur tranches fonctionnelles (en €)

Niveau	Description	AEANE fin 2019	AE affectées 2020	Total AE	Engagement 2020	AEANE fin 2020
OB	Préparation opérationnelle du milieu terrestre	7 374 203	37 165 000	44 539 203	25 810 856	18 728 347
OB	Réalisation autres opérations adaptation infra terrestre	11 302 569	831 000	12 133 569	5 892 787	6 240 782
Total		18 676 772	37 996 000	56 672 772	31 703 643	24 969 129

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévision PAP
Sous-action	5 400 000	11 021 093	5 621 093

L'augmentation des recettes non fiscales est liée :

- à la contribution de la Belgique aux frais de formations dans le cadre de l'accord CAMO (capacité motorisée) ;
- à des cessions de matériels plus importantes que prévues ;
- à un effort soutenu de refacturations des prestations de SOUTEX et de formations de l'armée de Terre.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 2

Niv	descript	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilis / Prévision LFI	Prév LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Cons	Ecart Conso / Prévisi LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	AOP	189 186 050	200 000	0	171 685 985	-17 700 065	186 532 116	200 000	166 398 295	-20 333 821
OS	EAC	270 262 172	700 000	0	304 591 159	33 628 987	208 668 798	700 000	244 530 427	35 161 629
OS	EPM	1 962 191 419	4 000 000	0	1 506 585 510	-459 605 909	908 607 032	4 000 000	1 140 291 978	227 684 946
OS	FAS	100 141 658	500 000	0	112 212 759	11 571 101	98 270 509	500 000	103 032 934	4 262 425
OS	INFRA	67 204 217	0	37 906 017	58 347 961	29 049 761	61 865 139	0	94 706 562	32 841 423
Total		2 588 985 516	5 400 000	37 906 017	2 153 423 373	-403 056 125	1 463 943 594	5 400 000	1 748 960 197	279 616 603

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

EPM

Niveau	Description	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectations AE 2020	TOTAL	Engagements 2020	AEANE fin 2020
OB	EPM flottes aéroterrestres	90 050 716	138 093	0	89 912 623	24 949 832	64 962 791

INFRA

Niveau	Description	AEANE fin 2019	AE affectées 2020	Total AE	Engagement 2020	AEANE fin 2020
OB	Préparation opérationnelle du milieu terrestre	7 374 203	37 165 000	44 539 203	25 810 856	18 728 347
OB	Réalisation autres opérations adaptation infra terrestre	11 302 569	831 000	12 133 569	5 892 787	6 240 782
Total		18 676 772	37 996 000	56 672 772	31 703 643	24 969 129

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2019	Eng 2020	2020	2021	2022	>2022	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	29,57	189,39	186,73	32,23	0,00	0,00	218,96
		PLR	26,78	171,69	166,40	22,32	5,74	4,00	198,47
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	PLF	262,64	270,96	209,37	203,81	68,30	52,13	533,61
		PLR	231,86	304,59	244,53	126,32	124,23	41,37	536,45
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	PLF	2480,97	1995,59	952,01	1141,30	1295,92	1087,33	4476,56
		PLR	2270,06	1531,54	1140,29	894,87	517,65	1248,78	3801,59
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	21,22	100,64	98,77	23,09	0,00	0,00	121,86
		PLR	20,73	112,21	103,03	27,58	1,39	0,95	132,95
OS	Infrastructures de Défense (NFRA)	PLF	0,00	70,20	61,87	67,12	16,68	5,00	150,67
		PLR	124,67	90,05	94,71	62,37	24,05	33,61	214,73
Total écarts			120,31	416,71	-240,21	334,11	707,84	-184,25	466,81

ACTION

03 – Préparation des forces navales

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
03 – Préparation des forces navales		4 669 332 020	4 669 332 020		2 623 340 631	2 623 340 631
		4 200 725 263	4 200 725 263		2 729 232 716	2 729 232 716
03.01 – Commandement et activités des forces navales		537 998 660	537 998 660		332 988 824	332 988 824
		221 734 947	221 734 947		233 893 185	233 893 185
03.05 – Ressources humaines des forces navales		53 751 864	53 751 864		48 581 674	48 581 674
		70 606 584	70 606 584		67 162 464	67 162 464
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales		3 680 577 375	3 680 577 375		1 960 711 845	1 960 711 845
		3 396 603 538	3 396 603 538		2 060 549 854	2 060 549 854
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales		87 352 962	87 352 962		88 168 031	88 168 031
		240 105 513	240 105 513		188 690 374	188 690 374

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Action / Sous-action Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
03.11 – Infrastructures maritimes		309 651 159 271 674 681	309 651 159 271 674 681		192 890 257 178 936 839	192 890 257 178 936 839

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	4 162 900 861	3 658 480 933	2 288 471 784	2 469 320 899
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 130 200 861	3 625 804 480	2 255 771 784	2 436 644 446
03.01 – Commandement et activités des forces navales	505 298 660	188 932 334	300 288 824	200 922 205
03.05 – Ressources humaines des forces navales	46 921 864	66 651 101	42 750 059	63 995 540
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales	3 498 267 375	3 093 081 093	1 833 944 870	1 946 134 792
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales	79 712 962	194 637 387	78 788 031	147 365 559
03.11 – Infrastructures maritimes		82 502 565		78 226 349
Subventions pour charges de service public	32 700 000	32 676 453	32 700 000	32 676 453
03.01 – Commandement et activités des forces navales	32 700 000	32 676 453	32 700 000	32 676 453
Titre 5 : Dépenses d'investissement	505 731 159	526 134 950	334 167 232	251 521 517
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	505 731 159	522 943 547	334 167 232	249 470 168
03.01 – Commandement et activités des forces navales		87 036		255 993
03.05 – Ressources humaines des forces navales	6 130 000	3 240 083	5 130 000	2 465 924
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales	182 310 000	295 656 831	126 766 975	112 820 813
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales	7 640 000	36 475 619	9 380 000	34 924 533
03.11 – Infrastructures maritimes	309 651 159	187 483 979	192 890 257	99 002 905
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		3 191 402		2 051 349
03.01 – Commandement et activités des forces navales		24 262		21 358
03.05 – Ressources humaines des forces navales		14 400		
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales		168 015		1 594 248
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales		2 966 589		398 159
03.11 – Infrastructures maritimes		18 137		37 584
Titre 6 : Dépenses d'intervention		15 408 381		7 689 300
Transferts aux entreprises		1 670 000		1 670 000
03.11 – Infrastructures maritimes		1 670 000		1 670 000
Transferts aux autres collectivités		13 738 381		6 019 300
03.01 – Commandement et activités des forces navales		14 863		17 177
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales		7 697 600		
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales		6 025 918		6 002 123
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières	700 000	701 000	701 615	701 000
Dotations en fonds propres	700 000	701 000	701 615	701 000
03.05 – Ressources humaines des forces navales	700 000	701 000	701 615	701 000
Total	4 669 332 020	4 200 725 263	2 623 340 631	2 729 232 716

Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :

- les retraits d'engagements juridiques basculés ;

- les recyclages d'AE ;
- les rétablissements de crédits ;
- la correction des éventuelles erreurs d'imputation.

Sous-action

03.01 – Commandement et activités des forces navales

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Outre l'accomplissement des missions permanentes (dissuasion, prévention, protection, et connaissance et anticipation) et la participation à l'action de l'État en mer, la Marine a participé aux opérations extérieures sur l'ensemble des théâtres et a été présente en permanence sur cinq théâtres d'opérations maritimes :

- Océan Indien et golfe arabo-persique : présence le long d'une des routes maritimes vitales pour nos approvisionnements, et lutte contre les trafics de drogues et la piraterie ;
- Méditerranée orientale : au Levant, les moyens de la marine ont renseigné les autorités nationales sur l'activité dans les espaces maritimes contestés de la zone afin de garantir une appréciation autonome de la situation. La marine a également contribué à l'assistance aux autorités libanaises après l'explosion dans le port de Beyrouth (opération AMITIE) ;
- Méditerranée centrale : présence de la marine dans le cadre de la nouvelle opération de l'Union européenne IRINI de lutte contre les réseaux de trafic de migrants et d'armes. La Marine a également participé à l'opération de l'OTAN SEA GUARDIAN ;
- Atlantique nord : la Marine fait face depuis plusieurs années à une intense activité sous-marine. Elle participe par ailleurs aux mesures de réassurance de l'OTAN en Baltique et en mer de Norvège ;
- Golfe de Guinée : mission de prévention et d'appui des nations riveraines en matière de sécurité maritime dans le cadre du processus de Yaoundé ;
- Mission FOCH 20 du groupe aéronaval avec en particulier la participation à l'opération CHAMMAL et la coopération avec le Royaume-Uni et la Norvège en mer du Nord ;
- participation à l'opération BARKHANE.

L'année 2020 a été marquée par le début de l'opération AGENOR dans le détroit d'Hormuz. AGENOR est le volet militaire de l'initiative *European Led Maritime Awareness in the Strait of Hormuz* (EMASOH).

En 2020, la Marine a également contribué à la lutte contre la pandémie de COVID19 (Opération RÉSILIENCE), en particulier en déployant des porte-hélicoptères d'assaut (PHA) vers les départements d'outre-mer.

Une partie de la suractivité des forces navales a été couverte par un abondement de 85,3 M€ provenant de la provision OPEX et 7,7 M€ de provision MISSINT.

L'activité « préparation des forces navales » a été affectée par la crise du COVID. Ses ressources ont financé à hauteur de 16 M€ l'effort interarmées de lutte contre la pandémie (moyens de protections, adaptation de l'activité, etc.). Bien que les conséquences financières concerneront surtout l'année 2021, l'incendie du SNA *Perle* a nécessité une adaptation du calendrier d'entretien des sous-marins et une modification de la contractualisation.

En 2020 se poursuit la mise en œuvre de l'armement à double équipage de certaines fréquences multimissions (FREMM) et des patrouilleurs de service public (PSP). Une FREMM et un PSP sont passés à deux équipages en 2020.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

1. Description

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

L'OS AOP regroupe les ressources destinées à la préparation opérationnelle et à l'activité des forces, qui intègre en particulier les dépenses en carburants opérationnels.

L'OS FAS regroupe les ressources nécessaires à la gestion et à la formation du personnel de la marine ainsi qu'au fonctionnement courant des unités

2. Aspects Financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

OS AOP

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prév.	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso	Ecart Conso / Prév.
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Activité et entraînement des forces	248 334 848	2 300 000	62 870 494	- 187 764 354	74 571 485	2 300 000	73 313 652	- 3 557 833
OB	Système d'information et de commandement	4 100 000	-	6 198 848	2 098 848	4 100 000	-	5 463 805	1 363 805
OB	Alimentation	10 900 000	1 000 000	4 834 674	- 7 065 326	10 900 000	1 000 000	4 034 233	- 7 865 767
OB	Carburants Opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation	5 259 638	-	1 157 809	- 4 101 829	5 259 638	-	1 169 088	- 4 090 550
OB	Carburéacteur	56 386 120	-	37 337 046	- 19 049 074	56 386 120	-	37 337 046	- 19 049 074
OB	Combustible de navigation	67 990 875	-	90 335 457	22 344 582	67 990 875	-	90 240 512	22 249 637
OB	Déplacement et transports	12 130 000	-	12 197 080	67 080	12 010 000	-	11 916 746	- 93 254
	Total	405 101 481	3 300 000	214 931 408	- 193 470 073	231 218 118	3 300 000	223 475 082	- 11 043 036

OS FAS

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	mobilité des personnels	20 910 000	-	20 450 631	-459 369	20 910 000	-	20 419 340	-490 660
OB	subventions / transferts	33 540 000	-	33 519 193	-20 807	33 540 000	-	33 519 193	-20 807
OB	communication et	1 150 000	-	1 623 855	473 855	3 098 031	-	1 372 472	-1 725 559

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
	relations publiques								
OB	fonctionnement courant	6 950 000	-	8 220 236	1 270 236	6 850 000	-	7 909 532	1 059 532
OB	prestations intellectuelles	-	-	839 990	839 990	628 766	-	353 567	-275 199
OB	soutien des ressources humaines	24 011 864	2 000 000	40 905 623	14 893 759	19 840 059	2 000 000	37 635 323	15 795 264
	Total	86 561 864	2 000 000	105 559 528	16 997 664	84 866 856	2 000 000	101 209 427	14 342 571

OS AOP

L'OS AOP présente une sous-consommation de - 193,5 M€ en AE et de 11 M€ en CP.

OB « Activités et entraînement des forces »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de - 187,8 M€ en AE et de - 3,6 M€ en CP. Cet écart est principalement dû au report vers 2021 de la contractualisation du marché d'affrètement de deux remorqueurs d'intervention, d'assistance et de sauvetage (RIAS) suite à un référé précontractuel annulant la procédure.

Par ailleurs, la réduction de l'activité liée à la crise sanitaire a conduit à des moindres paiements pour - 3,5 M€.

OB « Système d'information et de commandement »

L'écart entre la LFI et l'exécution, de + 2,1 M€ en AE et + 1,4 M€ en CP, est lié à des besoins supplémentaires de communication satellite qui correspondent à l'évolution des missions vers l'Asie ainsi qu'à la poursuite de la mise en service sur les petits bâtiments du programme COMCEPT (complément de capacités en élongation, projection et théâtre) qui permet de doter les armées d'un nouveau moyen de communication complémentaire à SYRACUSE.

OB « Alimentation »

L'écart entre la LFI et l'exécution de - 7,1 M€ en AE et 7,9 M€ en CP résulte principalement des transferts financiers en gestion de l'action 3 vers l'action 5, sous-action 85 « Service du commissariat des armées », au profit de l'OB « Alimentation », sur laquelle est imputée la fourniture des denrées en métropole.

Carburants opérationnels :

Carburants opérationnels	Volume consommé en 2020 (m ³)	Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m ³)	Consommation (€)
Carburacteur (F-34)	40 297	662	26 685 245
Carburacteur (F-44)	15 056	707	10 651 801
Combustibles de navigation*, en m ³	152 092	593	90 240 512
Divers (Huiles, graisses et autres)			1 169 088

* En ce qui concerne les combustibles de navigation, l'unité généralement utilisée est la tonne ; la dotation correspond à un volume de 128 518 tonnes et un tarif annuel moyen de cession de 702 € / tonne

L'écart constaté concernant l'OB « Combustibles de navigation » s'explique principalement par d'importants ravitaillements des pétroliers ravitailleurs auprès des États-Unis.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

L'OB « Autres carburants opérationnels » est en sous-consommation car elle intègre en construction budgétaire des ingrédients et lubrifiants maritimes, qui sont *in fine* imputés sur l'OB « Combustibles de navigation ».

La sous-consommation de l'OB « Carburacteur » s'explique par l'effet prix du carburant F-44, spécifique à l'aviation embarquée, dont le cours a été inférieur à l'hypothèse utilisée en construction budgétaire et une moindre consommation.

OS FAS

L'OS FAS présente une surconsommation de 17 M€ en AE et de 14 M€ en CP.

OB « Communication et relations publiques »

L'écart entre la LFI et l'exécution, de + 0,5 M€ en AE et - 1,7 M€ en CP, correspondent pour les AE à la programmation en 2021 du symposium des marines de l'Océan Indien organisé par la France et pour les CP à un décalage dans la réception des factures sur 2021.

OB « Fonctionnement courant »

Les dépenses engendrées par la pandémie conduisent à une surconsommation de + 1,3 M€ en AE et + 1,1 M€ en CP.

OB « Prestation intellectuelle »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de + 0,8 M€ en AE et – 0,3 M€ en CP. Il correspond à des dépenses d'assistances à la maîtrise d'ouvrage (AMOA) et des prestations d'audit, d'évaluation ou de conseils.

OB « Soutien des ressources humaines »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de + 14,9 M€ en AE et + 15,8 M€ en CP est lié à la formation des pilotes de chasse aux États-Unis en raison d'une hausse des coûts et une augmentation du nombre d'élèves pilotes.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION

1. Description

L'opération stratégique « Dissuasion » porte les dépenses liées au maintien en condition opérationnelle des équipements de la force océanique stratégique.

Dans le cadre de la nouvelle architecture budgétaire qui prévoit un transfert de certains crédits d'infrastructure portés par le P212 vers le P178, cette OS intègre également l'OB « Entretien des infrastructures de la dissuasion ». Cette dernière finance:

- l'adaptation, la rénovation et le maintien en condition opérationnelle des servitudes communes aux différentes installations implantées sur les sites de la marine concourant à la composante sous-marine de la dissuasion;
- l'entretien des infrastructures de la FANu concourant à la composante aéroportée de la dissuasion.

Les opérations d'entretien des infrastructures concourant à la dissuasion sont réalisées dans un contexte très exigeant, à la fois sur le plan opérationnel (les installations devant continuer d'assurer leurs fonctions pendant les travaux) et sur le plan réglementaire (pour garantir en permanence le respect des exigences, notamment de sécurité nucléaire).

2. Aspects Financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso	Écarts Conso / prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	EPM flotte navale	196 778 000	-	-	200 655 353	3 877 353	443 900 000	-	428 419 192	- 15 480 809

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

OB	Entretien des infrastructures de dissuasion	121 514 000	-	34 291 985	82 587 658	- 4 634 357	115 514 914	-	106 887 072	- 8 627 842
Total		318 292 000	0	34 291 985	283 243 010	- 757 005	559 414 914	0	535 306 263	- 24 108 651

L'écart sur l'OS « Dissuasion » est de - 0,7 M€ en AE et - 24,1 M€ en CP. Ces écarts sont liés à des modifications des calendriers d'entretien des SNLE et des chantiers d'infrastructure.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €) :

Niveau	Opérations	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectations AE 2020	TOTAL	Engagements 2020	AEANE fin 2020
OB	Entretien des infrastructures de dissuasion	9 777 404	1 574 337	34 291 985	42 495 052	27 950 152	14 544 900

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMME DES MATÉRIELS)**1. Description**

L'opération stratégique « EPM » regroupe les dépenses liées aux opérations d'entretien des matériels de la force d'action navale, de l'aéronautique navale, des forces sous-marines et des fusiliers marins et commandos, hors dissuasion.

2. Aspects Financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso	Écarts Conso / prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Démantèlement milieu aérien	280 000	-	-	944 519	664 519	290 000	-	800 206	510 206
OB	Démantèlement milieu naval	4 000 000	3 500 000	-	6 779 400	- 720 600	6 520 000	3 500 000	4 806 338	- 5 213 662
OB	EPM terrestre Marine	8 213 289	-	-	8 200 308	- 12 981	8 052 243	-	6 216 600	- 1 835 643
OB	EPM flotte navale*	1 428 566 787	-	-	901 822 821	- 526 743 966	819 559 178	-	915 170 868	95 611 690
OB	EPM flottes de l'aéronautique navale**	1 750 359 299	1 500 000	-	1 920 968 179	169 108 880	591 243 449	1 500 000	628 106 744	35 363 295
OB	EPM Munitions navales	255 000 000	-	-	313 320 084	58 320 084	57 500 000	-	82 018 368	24 518 368
Total		3 446 419 375	5 000 000	-	3 152 035 312	- 299 384 063	1 483 164 870	5 000 000	1 637 119 123	148 954 253

* Y compris FREMM & porte-avions

** Y compris NH90 & RAFALE

L'OS EPM présente une sous-consommation de 299,4 M€ en AE et une surconsommation de +149 M€ en CP.

OB « Démantèlement milieu aérien »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de + 0,7 M€ en AE et + 0,5 M€ en CP en raison du report en 2020 d'opérations non réalisées en 2019.

OB « Démantèlement milieu naval »

L'écart de - 0,7 M€ en AE et - 5,2 M€ en CP est lié à des retards de contractualisation.

OB « EPM terrestre Marine »

L'écart de - 1,8 M€ en CP s'explique par un décalage de facturations.

OB « EPM flotte navale »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de - 526,7 M€ en AE et + 95,6 M€ en CP.

En AE, la moindre consommation s'explique par le report à 2021 de la notification du marché d'entretien des sous-marins d'attaque.

L'écart en CP s'explique principalement par les surcoûts OPEX et par les dépenses supplémentaires engendrées par des adaptations liées à la pandémie : adaptations des bateaux et l'aménagement des chantiers d'entretien des sous-marins.

OB « EPM flottes de l'aéronautique navale »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de + 169,1 M€ en AE et + 35,4 M€ en CP.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

En AE, la différence de consommation s'explique par l'effet combiné de reports de notifications de 2019 vers 2020 (marché verticalisé OCEAN d'entretien des Atlantiques 2) et le décalage en 2021 d'une partie des marchés également verticalisés initialement programmés en 2020. Il s'agit en particulier du maintien en condition opérationnelle des Falcon 50 et des moteurs des Atlantiques 2.

S'agissant des CP, 20 M€ s'expliquent principalement par le versement d'une avance pour le marché OCEAN dans le cadre du soutien à l'industrie aéronautique. Le reliquat correspond au paiement de certains marchés notifiés fin 2019.

OB « EPM munitions navales »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de + 58,3 M€ en AE et + 24,5 M€ en CP.

En AE, il s'explique principalement par le réaménagement des modalités contractuelles de l'entretien des torpilles.

S'agissant des CP, les retards de notification de différents marchés en fin de gestion 2019 ont décalé les besoins de paiements vers l'année 2020.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €) :

Niveau	Opérations	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectations AE 2020	TOTAL	Engagements 2020	AEANE fin 2020
OB	EPM flottes de l'aéronautique navale	291 125 595	5 277 263	-	285 848 332	73 621 899	212 226 433

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)**1. Description**

L'opération stratégique « EAC » regroupe l'ensemble des dépenses liées à l'acquisition et au suivi des petits équipements ou véhicules spécialisés des forces et au rechargement des stocks de munitions utilisés pour la préparation des forces

2. Aspects Financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écarts Consommation/ prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OP	EAC-AFAM	212 820 141	1 700 000	-	224 547 115	10 026 974	175 300 530	1 700 000	168 328 908	- 8 671 622

L'acquisition de munitions de 76 mm et de moyens de production d'oxygènes pour sous-marins crée un écart entre la LFI et l'exécution de + 10 M€ en AE

La moindre consommation en CP est liée à des retards de contractualisation en cours de gestion.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)**1. Description**

L'opération stratégique « INFRA » regroupe les ressources destinées à l'ensemble des opérations d'adaptation capacitaire sur les ouvrages technico-opérationnels de la Marine.

2. Aspects Financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens	630 000	-	-	722 753	92 753	94 500	-	380 194	285 694
OB	Maintien et soutien des sites	34 833 000	-	-	38 556 845	3 723 845	7 663 260	-	4 046 188	- 3 617 072
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	12 772 000	-	-	16 039 544	3 267 544	1 915 800	-	4 324 529	2 408 729
OB	Réalisation des infrastructures des bases de défense	-	-	-	9 618	9 618	-	-	8 152 522	8 152 522
OB	Préparation opérationnelle du milieu maritime	139 902 159	-	116 443 094	26 517 933	3 058 868	67 701 783	-	55 200 339	- 12 501 444
Total		188 137 159	-	116 443 094	81 846 692	10 152 628	77 375 343	-	72 103 772	- 5 271 571

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

L'OS INFRA présente une surconsommation de 10,2 M€ en AE et une sous-consommation de - 5,3 M€ en CP.

Les consommations d'AE supplémentaires sont en grande partie le résultat d'anticipation en fin de gestion de notifications de travaux prévues en 2021 dont la réalisation en 2020 a été possible grâce à un redéploiement de ressources interne au programme.

La moindre consommation de CP est liée à un retard global des chantiers de constructions en raison de la pandémie de COVID-19.

OB « Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et renseignement »

L'écart en CP (+ 0,3 M€) est lié à une réévaluation en gestion des restes à payer de cette OB.

OB « Maintien et soutien des sites »

Les écarts en AE (+ 3,2 M€) sont liés à des notifications supplémentaires en gestion. Les moindres paiements (- 3,6 M€) sont liés à des décalages de livraisons.

OB « Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire »

L'écart de de + 3,3 M€ en AE et de + 2,4 M€ en CP s'explique pour partie par la prise en compte de la convention concernant la concession de l'aérodrome de Hyères sans transfert de crédit pour 1,67 M€ en AE.

OB « Réalisation des infrastructures des bases de défense »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de + 8,1 M€ en CP. Initialement non prévu lors de la NAB, ce périmètre a fait l'objet d'un transfert de CP en cours de gestion.

Tableau des autorisations d'engagements sur tranches fonctionnelles (en €) :

Niveau	Opérations	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectations AE 2020	TOTAL	Engagements 2020	AEANE fin 2020
OB	Préparation opérationnelle du milieu maritime	189 265 722	1 166 648	117 405 558	305 504 633	83 582 936	221 921 697

Les nouvelles affectations correspondent à des travaux d'infrastructures portuaires à Toulon.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévision PAP
Sous-action	9 500 000	14 874 060	5 374 060

Les ressources inscrites au PAP proviennent majoritairement des recettes issues de cessions. L'écart entre la prévision et l'exécution budgétaire s'explique principalement par le flux des cessions de matériels navals plus fort qu'anticipé.

COÛTS SYNTHÉTIQUES**SYNTHÈSE ACTION 3**

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision	Prévision	Affectation	Engagement	Ecart	Prévision	Prévision	Conso	Ecart Conso

		LFI	FdC/ADP du PLF	sur TF	hors TF	Utilisation / Prév. LFI	LFI	FdC/ADP du PLF		/ Prév. LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	405 101 481	3 300 000	-	214 931 408	- 193 470 073	231 218 118	3 300 000	223 475 082	- 11 043 036
OS	Dissuasion (DIS)	318 292 000	-	34 291 985	283 243 010	- 757 005	559 414 914	-	535 306 263	- 24 108 651
OS	Équipements d'accompa- gnement (EAC)	212 820 141	1 700 000	-	224 547 115	10 026 974	175 300 530	1 700 000	168 328 908	- 8 671 622
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	3 446 419 375	5 000 000	-	3 152 035 312	- 299 384 063	1 483 164 870	5 000 000	1 637 119 123	148 954 253
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	86 561 864	2 000 000	-	105 559 528	16 997 664	84 866 856	2 000 000	101 209 427	14 342 571
OS	Infra-structures de Défense (INFRA)	188 137 159	-	116 443 094	81 846 692	10 152 628	77 375 343	-	72 103 772	- 5 271 571
Total		4 657 332 020	12 000 000	150 735 079	4 062 163 067	- 456 433 874	2 611 340 631	12 000 000	2 737 542 576	114 201 945

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

OS DIS

Niveau	Opérations	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectations AE 2020	TOTAL	Engagemen- s 2020	AEANE fin 2020
OB	Entretien des infrastructures de dissuasion	9 777 404	1 574 337	34 291 985	42 495 052	27 950 152	14 544 900

OS EPM

Niveau	Opérations	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectations AE 2020	TOTAL	Engagemen- s 2020	AEANE fin 2020
OB	EPM flottes de l'aéronautique navale	291 125 595	5 277 263	-	285 848 332	73 621 899	212 226 433

OS INFRA

Niveau	Opérations	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectation AE 2020	TOTAL	Engagemen- s 2020	AEANE fin 2020
OB	Préparation opérationnelle du milieu maritime	189 265 722	1 166 648	117 405 558	305 504 633	83 582 936	221 921 697

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2019	Eng 2020	2020	2021	2022	>2022	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	211,06	408,40	239,02	79,84	75,66	224,94	619,46
		PLR	47,05	214,93	223,48	34,49	0,70	3,32	261,98
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	1345,64	316,54	559,41	445,89	316,40	340,48	1662,19
		PLR	1408,80	311,20	543,46	376,84	223,23	576,47	1720,00
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	PLF	220,23	214,52	180,00	128,70	83,80	42,24	434,75
		PLR	203,23	224,55	168,33	143,95	41,68	73,82	427,78
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	PLF	3942,17	3508,42	1526,65	1384,99	1211,47	3327,47	7450,59
		PLR	3011,40	3225,66	1637,12	1259,93	751,49	2588,52	6237,06
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	9,19	88,56	86,87	10,84	0,03	0,02	97,75
		PLR	8,34	105,56	101,21	10,25	0,26	2,17	113,89
OS	Infrastructures de Défense (NFRA)	PLF	0,00	170,99	77,38	64,53	55,93	22,93	220,76
		PLR	75,98	165,42	63,95	52,44	67,57	57,43	241,40
Total écarts			973,50	460,12	-68,21	236,90	658,35	656,35	1483,39

ACTION

04 – Préparation des forces aériennes

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
04 – Préparation des forces aériennes		5 079 993 531	5 079 993 531		2 314 629 732	2 314 629 732
		3 028 470 365	3 028 470 365		2 430 919 391	2 430 919 391
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes		32 760 817	32 760 817		29 709 067	29 709 067
		10 665 059	10 665 059		10 096 463	10 096 463
04.03 – Activités des forces aériennes		287 269 342	287 269 342		276 973 542	276 973 542
		292 469 361	292 469 361		288 140 906	288 140 906
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques		123 454 056	123 454 056		156 711 951	156 711 951
		113 834 964	113 834 964		180 527 978	180 527 978
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes		113 487 217	113 487 217		104 700 758	104 700 758
		118 064 641	118 064 641		108 304 864	108 304 864
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes		4 358 800 441	4 358 800 441		1 707 280 543	1 707 280 543
		2 303 615 608	2 303 615 608		1 784 832 804	1 784 832 804
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)		-1 050 522	-1 050 522		-988 843	-988 843
04.11 – Infrastructures aériennes		158 918 000	158 918 000		34 053 871	34 053 871
		185 531 228	185 531 228		58 149 500	58 149 500
04.12 – Activités spatiales		5 303 658	5 303 658		5 200 000	5 200 000
		5 340 026	5 340 026		1 855 720	1 855 720

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	4 844 092 742	2 810 721 248	2 204 889 212	2 343 211 611
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 844 092 742	2 787 940 927	2 204 889 212	2 320 431 290
<i>04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes</i>	32 760 817	9 112 559	29 709 067	8 472 674
<i>04.03 – Activités des forces aériennes</i>	287 269 342	291 893 156	276 973 542	287 547 397
<i>04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques</i>	123 454 056	113 834 964	156 711 951	180 527 978
<i>04.05 – Ressources humaines des forces aériennes</i>	113 026 758	93 819 446	104 244 458	85 025 056
<i>04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes</i>	4 282 278 111	2 223 574 188	1 632 050 194	1 740 444 944
<i>04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)</i>		-1 050 522		-988 843
<i>04.11 – Infrastructures aériennes</i>		51 513 109		17 546 364
<i>04.12 – Activités spatiales</i>	5 303 658	5 244 026	5 200 000	1 855 720
Subventions pour charges de service public		22 780 321		22 780 321
<i>04.05 – Ressources humaines des forces aériennes</i>		22 780 321		22 780 321
Titre 5 : Dépenses d'investissement	235 900 789	208 980 813	109 740 520	85 245 352
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	235 900 789	199 098 307	109 740 520	78 050 574
<i>04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes</i>		64 998		133 423
<i>04.03 – Activités des forces aériennes</i>		224 653		241 956
<i>04.05 – Ressources humaines des forces aériennes</i>	460 459	1 008 574	456 300	43 187
<i>04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes</i>	76 522 330	63 781 963	75 230 349	37 028 871
<i>04.11 – Infrastructures aériennes</i>	158 918 000	134 018 119	34 053 871	40 603 136
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		9 882 506		7 194 779
<i>04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes</i>		15 656		18 520
<i>04.03 – Activités des forces aériennes</i>		17 988		17 988
<i>04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes</i>		9 752 862		7 158 271
<i>04.12 – Activités spatiales</i>		96 000		
Titre 6 : Dépenses d'intervention		8 312 004		2 006 128
Transferts aux autres collectivités		8 312 004		2 006 128
<i>04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes</i>		1 471 846		1 471 846
<i>04.03 – Activités des forces aériennes</i>		333 564		333 564
<i>04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes</i>		6 506 594		200 718
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières		456 300		456 300
Dotations en fonds propres		456 300		456 300
<i>04.05 – Ressources humaines des forces aériennes</i>		456 300		456 300
Total	5 079 993 531	3 028 470 365	2 314 629 732	2 430 919 391

Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :

- les retraits d'engagements juridiques basculés ;
- les recyclages d'AE ;
- les rétablissements de crédits ;
- la correction des éventuelles erreurs d'imputation.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Sous-action**04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes****PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

L'ANNÉE 2020 A ÉTÉ MARQUÉE PAR UN TRÈS FORT NIVEAU D'ENGAGEMENT OPÉRATIONNEL ASSURÉ PAR L'ARMÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE (AAE) DANS LE CADRE DES OPÉRATIONS BARKHANE ET CHAMMAL. DANS LE MÊME TEMPS ET DE FAÇON PERMANENTE, L'AAE A REMPLI SON OBJECTIF MAJEUR DE TENUE DES CONTRATS OPÉRATIONNELS EN MÉTROPOLE AU TRAVERS NOTAMMENT DE LA POSTURE PERMANENTE DE SÛRETÉ (PPS) ET DE LA POSTURE PERMANENTE DE DISSUASION.

AINSI, 31 011 HEURES DE VOL ONT ÉTÉ EFFECTUÉES EN OPEX PAR LES AÉRONEFS DE L'ARMÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE, ASSURÉES À HAUTEUR DE 32 % PAR L'AVIATION DE CHASSE, 31 % PAR LA FLOTTE DE TRANSPORT, ET 24 % PAR LES DRONES REAPER. LA PPS, QUANT À ELLE, S'EST TRADUITE PAR 305 DÉCOLLAGES DES CHASSEURS ET HÉLICOPTÈRES FENNEC.

Enfin, la crise sanitaire a engendré une diminution de l'activité aérienne hors OPEX, malgré les nombreuses demandes de soutien aux autorités civiles auxquelles l'AAE a répondu grâce notamment à ses capacités de transport aérien. La ressource ainsi libérée a permis de financer les surcoûts générés par la crise, et des mesures de rebond en faveur du maintien en condition opérationnelle, qui ont notamment permis des investissements au profit d'industriels du secteur aéronautique.

Sous-action**04.03 – Activités des forces aériennes****DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT****1. Description**

L'opération stratégique « Activités opérationnelles » (AOP) regroupe les dépenses liées au soutien direct de l'activité opérationnelle (activité et entraînement des forces, carburant, frais de déplacements, soutien lors d'escalaire d'aéronefs). L'opération stratégique « Fonctionnement et activités spécifiques » (FAS) regroupe les dépenses en lien avec le soutien spécifique des forces et du commandement, distinct du soutien commun des forces réalisé par les bases de défense et financé par la chaîne interarmées du soutien.

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

OS AOP

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Activité et entraînement des forces	88 652 904	14 159 707	95 923 501	- 6 889 110	79 535 852	14 159 707	86 340 400	- 7 355 159

OB	Alimentation	1 749 280	-	1 235 799	- 513 481	1 433 124	-	1 290 495	- 142 629
OB	Carburants opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation	15 596 234	-	17 705 784	2 109 550	15 596 234	-	16 648 635	1 052 401
OB	Carburéacteur	247 283 271	1 580 206	248 408 361	- 455 116	247 283 271	1 580 206	248 408 361	- 455 116
OB	Déplacement et transports	29 695 123	-	24 468 906	- 5 226 217	26 462 190	-	23 908 311	- 2 553 879
Total		382 976 812	15 739 913	387 742 351	- 10 974 374	370 310 671	15 739 913	376 596 202	- 9 454 382

L'OS AOP présente une sous-consommation en AE et en CP en raison de la crise sanitaire du COVID-19 qui a entraîné une diminution de l'activité aérienne hors OPEX.

Pour l'OB « Activité en entraînement des forces » : la sous-consommation (- 7,35 M€) est principalement due à l'annulation de formations ARIANE et Reaper et d'autres activités d'entraînement en raison de la crise sanitaire.

Pour l'OB « Carburants opérationnels » : la surconsommation (+ 1 M€) est due au renouvellement d'un marché selon des modalités nouvelles impliquant l'engagement unique d'une tranche ferme de trois ans.

Pour l'OB « Déplacement et transports » : la sous-consommation (- 2,55 M€) est due à des annulations d'activités programmées en raison de la crise sanitaire. Les annulations les plus marquantes ont touché les exercices majeurs tels que *Pitch black* (Australie) ou *Pégase* (Asie du sud-est), pour un montant de 2,18 M€.

OS FAS

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	mobilité des personnels	17 137 162	-	15 114 297	- 2 022 865	14 944 958	-	15 131 533	186 575
OB	prestations intellectuelles	1 409 764	-	3 857 883	2 448 119	955 944	-	3 114 738	2 158 794
OB	communication et relations publiques	1 537 326	-	1 899 982	362 656	1 042 442	-	1 527 066	484 624
OB	fonctionnement courant	7 617 211	3 347 806	15 073 054	4 108 037	5 165 139	3 347 806	11 381 853	2 868 908
OB	soutien des ressources humaines	13 021 965	-	15 073 964	2 051 999	8 830 037	-	11 366 922	2 536 885
OB	subventions et transferts	23 448 394	-	23 236 621	- 211 773	23 236 621	-	23 236 621	-
Total		64 171 822	3 347 806	74 255 801	6 736 173	54 175 141	3 347 806	65 758 732	8 235 785

Pour l'OB « Prestations intellectuelles » : la surconsommation est due au financement de besoins nouveaux en assistance à maîtrise d'ouvrage au profit de la direction de la maintenance aéronautique (DMAé).

Pour l'OB « Fonctionnement courant » : la surconsommation est due à la prolongation et au renouvellement de marchés au profit de bases aériennes en métropole et outre-mer.

Pour l'OB « Soutien des ressources humaines » : la surconsommation est principalement due à une hausse des frais de recrutement de personnel.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Carburants opérationnels :

Carburants opérationnels	Volume consommé en 2020 (m3)	Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m3)	Consommation (€)
Carburéacteur	373 358	665	248 408 361
Autres			16 648 635

Sous-action**04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques****DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT****OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION****1. Description**

Cette opération regroupe les crédits consacrés à l'entretien programmé des matériels des forces aériennes stratégiques, c'est-à-dire les Rafale affectés à la mission de dissuasion, les ravitailleurs C135 et les avions de transport et de ravitaillement MRTT. A compter de 2020, elle couvre également le financement de l'entretien des infrastructures de dissuasion.

Ainsi, l'opération budgétaire (OB) « Entretien des infrastructures de la dissuasion » porte les dépenses d'entretien des infrastructures des forces aériennes stratégiques, utilisées par la composante aéroportée de la dissuasion.

Les opérations d'entretien des infrastructures concourant à la dissuasion sont réalisées dans un contexte très exigeant, tant sur le plan opérationnel (les installations devant continuer d'assurer leurs fonctions pendant les travaux) que sur le plan réglementaire (pour garantir en permanence le respect des exigences, notamment de sécurité nucléaire).

2. Aspects financiers

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC /ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart utilis/ prév	LFI	Prévision FDC /ADP du PAP	Conso	Écart Conso /prev
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	EPM flottes aéronautiques	96 742 800	-	-	101 645 477	4 902 677	130 139 999	-	184 935 209	54 795 210
OB	Entretien des infrastructures de dissuasion	4 961 000	-	-	3 801 824	- 1 159 176	4 517 000	-	4 666 915	149 915
	Total	101 703 800	-	-	105 447 301	3 743 501	134 656 999	-	189 602 125	54 945 126

L'écart en AE et en CP entre la consommation et la prévision résulte essentiellement d'imputations opérées en gestion sur l'OS « Dissuasion » au lieu de l'OS « EPM » pour les aéronefs Rafale, MRTT et C135FR.

Ces écarts ont pour origine la complexité contractuelle et la nature multi-aéronefs du soutien qui rendent délicates les imputations en cours d'exécution.

L'ensemble des opérations d'entretien programmées ont été réalisées.

Sous-action

04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATÉRIELS)

1. Description

Cette opération stratégique regroupe les crédits consacrés à l'entretien programmé des matériels des forces aériennes non stratégiques.

2. Aspects financiers

Niv	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC /ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart utilisation/ prévision	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso	Écart Conso /prévision
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Démantèlement milieu aérien	9 005 716	-	-	19 834 438	10 828 722	9 037 589	-	8 306 638	- 730 951
OB	Démantèlement milieu terrestre	210 673	-	-	254 288	43 615	206 542	-	62 896	- 143 646
OB	EPM flottes aériennes*	3 804 671 694	14 288 870	-	1 487 666 435	- 2 331 294 129	1 425 889 455	14 288 870	1 534 490 093	94 311 768
OB	EPM matériel terrestre	26 566 867	-	-	25 680 848	- 886 019	26 045 948	-	27 950 685	1 904 737
OB	EPM munitions aériennes**	366 114 808	-	-	423 138 323	57 023 515	96 847 112	-	72 054 926	- 24 792 186
OB	EPM munitions terrestre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	4 206 569 758	14 288 870	-	1 956 574 331	2 264 284 297	1 558 026 646	14 288 870	1 642 865 238	70 549 722

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

* Y Compris RAFALE

** Y Compris SAMP/T

OB « Démantèlement milieu aérien » : l'écart en AE s'explique notamment par la notification du marché de démantèlement Héraclès, non prévu initialement.

OB « EPM flottes aériennes » : la sous-consommation en AE s'explique notamment par le report, en raison de la crise sanitaire, de la notification de plusieurs marchés pluriannuels verticalisés qui concernent le MCO des flottes suivantes :

- Mirage 2000 ;
- la flotte Fennec-Air ;
- le moteur Tyne ;
- la flotte Grob 120.

OB « EPM Munitions aériennes » : la surconsommation en AE s'explique par la notification d'un marché de soutien des pods optroniques.

Tableau des autorisations d'engagements sur tranches fonctionnelles (en €)

Niveau	Description	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectations AE 2020	TOTAL	Engagements 2020	AEANE fin 2020
OB	EPM flottes aériennes	387 660 230	21 181 832	-	366 478 398	201 630 000	164 848 398
ACT	EPM flottes aériennes : RAFALE	0	0	0	0	0	0

Les tranches fonctionnelles de cette OB supportent les dépenses des « plans annuels de réparation (PAR) » confiés au SIAé. Aucune ressource en AE n'a été affectée en raison de l'extinction progressive du financement du SIAé au moyen de tranches fonctionnelles.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)**1. DESCRIPTION**

L'opération stratégique « EAC » regroupe l'ensemble des crédits destinées à l'acquisition et au suivi des petits équipements, matériels de maintenance ou véhicules spécialisés des forces et au renouvellement des munitions.

2. ASPECTS FINANCIERS

Niv	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart utilisation/prévision	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation /prévision
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OP	EAC-AFAA	137 237 750	-	-	184 863 210	47 625 460	134 546 815	0	118 726 149	-15 820 666

La surconsommation en AE sur cette OP provient principalement d'un transfert de ressources de l'OS EPM vers l'OS EAC pour regrouper l'ensemble des projets SIL de la DMAé (dont Brasidas) au sein d'une même activité budgétaire. Par ailleurs, le besoin nouveau d'une structure métallo-textile (SMT) pour AWACS a été réalisé à hauteur de 3M€. Enfin, des acquisitions de munitions ont été financées par le remboursement de surcoûts OPEX.

Sous-action

04.11 – Infrastructures aériennes

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)

1. Description

L'opération stratégique « Infrastructure » recouvre les dépenses pour la construction, la modernisation et le maintien en condition (partie maintenance lourde) des infrastructures opérationnelles de l'armée de l'Air et de l'Espace.

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niv	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) + (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	Maintien et soutien des sites	29 808 000	-	-	30 196 075	388 075	6 557 760	-	9 259 065	2 701 305
OB	Réalisation des infrastructures des bases de défense	3 166 000	-	-	8 474 481	5 308 481	474 900	-	10 611 301	10 136 401
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	120 983 000	-	425 320	142 755 445	22 197 766	22 504 211	-	33 608 685	11 104 474
Total		153 957 000	-	425 320	181 426 001	27 894 321	29 536 871	-	53 479 052	23 942 181

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Les surconsommations constatées sur l'OS INFRA sont liées au report de 2019 vers 2020 du fonds de concours de l'opération d'accueil du futur escadron franco-allemand C-130 J.

Tableau des autorisations d'engagements sur tranches fonctionnelles (en €)

Niveau	Description	AEANE fin 2019	AE affectées 2020	Total AE	Engagement 2020	AEANE fin 2020
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	5 175 174	-	5 175 174	425 320	4 749 854
	Total	5 175 174	-	5 175 174	425 320	4 749 854

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Code	Consommation	Ecart Consommation / Prévision PAP
sous-action	33 376 589,00	0178-04	33 242 774	-133 815

L'exécution est conforme aux prévisions du PAP.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 4

Niv	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Cons	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	(AOP)	382 976 812	15 739 913	-	387 742 351	- 10 974 374	370 310 671	15 739 913	376 596 202	- 9 454 382
OS	(DIS)	101 703 800	-	-	105 447 301	3 743 501	134 656 999	-	189 602 125	54 945 126
OS	(EAC)	137 237 750	-	-	184 863 210	47 625 460	134 546 815	-	118 726 149	- 15 820 666
OS	(EPM)	4 206 569 758	14 288 870	-	1 956 574 331	- 2 264 284 297	1 558 026 646	14 288 870	1 642 865 238	70 549 722
OS	(FAS)	64 171 822	3 347 806	-	74 255 801	6 736 173	54 175 141	3 347 806	65 758 732	8 235 785
OS	(INFRA)	153 957 000	-	-	181 426 001	27 469 001	29 536 871	-	53 479 052	23 942 181
Total		5 046 616 942	33 376 589	-	2 890 308 995	- 2 189 684 536	2 281 253 143	33 376 589	2 447 027 498	132 397 766

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE**OS EPM**

Niveau	Description	AEANE fin 2019	AE affectées 2020	Total AE	Engagement 2020	AEANE fin 2020
OB	EPM flottes aériennes*	689 862 405		689 862 405	162 330 000	527 532 405
ACT	EPM flottes aériennes : RAFALE	88 498 704		88 498 704	50 370 000	38 128 704
	Total	778 361 109	-	778 361 109	212 700 000	565 661 109

OS INFRA

Niveau	Description	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectations AE 2020	TOTAL	Engagements 2020	AEANE fin 2020
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	5 175 174	-	-	5 175 174	425 320	4 749 854

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements	Paiements
--------	-------------	---------	-------------	-----------

			Eng restant à payer à fin 2019	Eng 2020	2020	2021	2022	>2022	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	34,40	398,72	396,67	36,44	0,00	0,00	433,11
		PLR	33,89	387,74	376,60	32,03	6,83	6,18	421,63
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	477,23	101,70	134,66	138,60	52,88	252,80	578,93
		PLR	430,13	105,45	189,60	85,84	52,42	207,72	535,58
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	PLF	141,91	137,24	134,55	90,00	30,00	24,60	279,15
		PLR	190,60	184,86	118,73	117,00	91,08	48,66	375,46
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	PLF	3834,85	4433,56	1576,92	1033,71	851,06	4806,72	8268,41
		PLR	3907,97	2158,20	1642,87	1092,11	778,19	2553,00	6066,17
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	12,34	67,52	66,90	12,96	0,00	0,00	79,86
		PLR	10,33	74,26	65,76	17,19	1,29	0,35	84,58
OS	Infrastructures de Défense (NFRA)	PLF	0,00	153,96	29,54	76,98	37,00	10,44	153,96
		PLR	24,71	181,85	53,48	67,25	66,34	19,50	206,57
Total écarts			-96,90	2200,33	-107,80	-22,72	-25,21	2259,15	2103,43

ACTION**05 – Logistique et soutien interarmées**

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
05 – Logistique et soutien interarmées		2 622 108 688	2 622 108 688		2 347 199 630	2 347 199 630
		2 673 398 022	2 673 398 022		2 471 034 807	2 471 034 807
05.11 – Infrastructures de santé		47 204 561	47 204 561		30 881 579	30 881 579
		40 672 796	40 672 796		23 856 860	23 856 860
05.80 – Fonction santé		394 595 976	394 595 976		286 241 136	286 241 136
		357 747 432	357 747 432		330 352 786	330 352 786
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense		1 197 472 152	1 197 472 152		994 351 637	994 351 637
		1 307 894 699	1 307 894 699		1 038 473 599	1 038 473 599
05.83 – Soutiens complémentaires		150 999 421	150 999 421		156 862 562	156 862 562
		87 217 226	87 217 226		100 442 944	100 442 944
05.84 – Service interarmées des munitions		30 541 628	30 541 628		20 632 969	20 632 969
		13 123 840	13 123 840		14 351 445	14 351 445
05.85 – Service du commissariat aux armées		710 531 961	710 531 961		634 949 952	634 949 952
		779 924 347	779 924 347		766 134 941	766 134 941
05.89 – Infrastructure des soutiens		90 762 989	90 762 989		223 279 795	223 279 795
		86 817 682	86 817 682		197 422 233	197 422 233

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	2 191 642 431	2 460 394 350	1 806 694 838	2 186 561 943
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 191 642 431	2 461 590 550	1 806 694 838	2 186 558 143
05.11 – Infrastructures de santé		3 231 324		2 431 534

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
05.80 – Fonction santé	377 593 285	338 336 984	269 435 822	308 267 191
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	989 764 247	1 277 478 439	783 017 156	1 009 444 416
05.83 – Soutiens complémentaires	150 999 421	86 398 874	156 862 562	96 129 179
05.84 – Service interarmées des munitions	17 901 785	8 526 444	13 543 214	8 526 651
05.85 – Service du commissariat aux armées	655 383 693	721 263 052	583 836 084	715 309 988
05.89 – Infrastructure des soutiens		26 355 433		46 449 184
Subventions pour charges de service public		-1 196 200		3 800
05.80 – Fonction santé		3 800		3 800
05.89 – Infrastructure des soutiens		-1 200 000		
Titre 5 : Dépenses d'investissement	429 902 090	211 773 902	539 940 625	281 245 616
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	420 402 090	207 857 509	534 940 625	276 337 311
05.11 – Infrastructures de santé	47 204 561	37 441 472	30 881 579	21 425 326
05.80 – Fonction santé	16 438 524	16 460 689	16 241 147	18 243 887
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	207 707 905	30 348 050	211 334 481	28 941 617
05.83 – Soutiens complémentaires		700 654		3 872 788
05.84 – Service interarmées des munitions	3 139 843	4 251 086	2 089 755	3 476 961
05.85 – Service du commissariat aux armées	55 148 268	58 193 309	51 113 868	50 603 683
05.89 – Infrastructure des soutiens	90 762 989	60 462 249	223 279 795	149 773 049
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	9 500 000	3 916 393	5 000 000	4 908 305
05.80 – Fonction santé		2 916 189		1 810 660
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense		68 211		87 566
05.83 – Soutiens complémentaires		117 698		440 977
05.84 – Service interarmées des munitions	9 500 000	346 309	5 000 000	2 347 833
05.85 – Service du commissariat aux armées		467 986		221 270
Titre 6 : Dépenses d'intervention	564 167	1 227 248	564 167	3 227 248
Transferts aux ménages	564 167	12 950	564 167	12 950
05.80 – Fonction santé	564 167	12 950	564 167	12 950
Transferts aux entreprises		1 200 000		1 200 000
05.89 – Infrastructure des soutiens		1 200 000		1 200 000
Transferts aux autres collectivités		14 299		2 014 299
05.80 – Fonction santé		14 299		2 014 299
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières		2 522		
Dotations en fonds propres		2 522		
05.80 – Fonction santé		2 522		
Total	2 622 108 688	2 673 398 022	2 347 199 630	2 471 034 807

Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :

- les retraits d'engagements juridiques basculés ;
- les recyclages d'AE ;
- les rétablissements de crédits ;
- la correction des éventuelles erreurs d'imputation.

Sous-action**05.11 – Infrastructures de santé****PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

L'année 2020 a vu la mise en œuvre de redéploiement des crédits infrastructures du programme 212 vers les armées, directions et services du programme 178. A ce titre, les opérations d'infrastructure relatives aux activités énumérées ci-après ont été rattachées à la sous-action « Infrastructures de santé » :

- restructuration de la fonction hospitalière du SSA ;
- restructuration de la fonction médecine des forces du SSA ;
- réalisation d'autres opérations d'adaptation des infrastructures du SSA ;
- maintenance lourde des infrastructures.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)****1. DESCRIPTION**

Cette OS regroupe les crédits d'investissement de modernisation des installations du service de santé des armées (SSA) portés par deux OB :

- préparation opérationnelle de la fonction santé;
- maintien et valorisation du parc immobilier.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €).

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagement hors TF	Ecart utilisation / prévision
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Préparation opérationnelle de la fonction santé	46 473 561	0	25 323 885	- 21 149 676
OB	Maintien et soutien des sites	731 000	0	5 649 928	4 918 928
Total		47 204 561	-	30 973 812	- 16 230 749

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation /prévision
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Préparation opérationnelle de la fonction santé	30 720 759	0	23 530 722	- 7 189 987
OB	Maintien et soutien des sites	160 820	0	373 993	213 173

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Total	30 881 579	0	23 904 765	- 6 976 814
--------------	-------------------	----------	-------------------	--------------------

OB « Préparation opérationnelle de la fonction santé »

La crise sanitaire a retardé un grand nombre d'opérations d'infrastructure du SSA, notamment celles de ses deux programmes d'infrastructure « Médecine des Forces » et « Fonction hospitalière ». Ce retard explique l'écart notable sur les AE. Toutefois, l'écoulement pluriannuel des CP des opérations d'infrastructure atténue le phénomène sur les CP.

Malgré cette situation, le décalage subi ne remet pas en cause les deux programmes d'infrastructure et trois des quatre principales opérations du programme « Médecine des Forces » ont pu être engagées : rénovation des antennes médicales de Cazaux (5 M€), Bitche (5 M€) et réaménagement de l'antenne médicale de Caylus (3,4 M€). A l'inverse pour le programme « Fonction hospitalière », seules les opérations de l'HIA Percy ont été engagées à hauteur de 4,5 M€.

OB « Maintien et soutien des sites »

Le SSA a subi une hausse conséquente du montant d'une de ses opérations de maintien en condition opérationnelle de ses infrastructures (Centre de transfusion sanguine des armées, HIA Begin) qui explique quasi à elle seule la forte hausse de l'OB « maintien et soutien des sites ». Cette hausse est essentiellement due à la nécessité de remplacer l'ensemble des groupes froids du CTSA pour des raisons techniques en lieu et place d'une partie de l'installation.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

Niveau	Description	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectations AE 2020	TOTAL	Engagements 2020	AEANE fin 2020
OB	Préparation opérationnelle de la fonction santé	34 253 922	848 969	729 000	34 133 953	10 098 995	24 034 95

Les autorisations d'engagements sur tranches fonctionnelles concernent les deux programmes d'infrastructure du SSA « Fonction hospitalière » et « Médecine des forces ».

Pour le programme d'infrastructure « Fonction hospitalière », en raison de décalages dans la planification des travaux, le SSA a dû renoncer à utiliser les 23 M€ prévus sur ce programme.

La ressource prévue en affectation a donc été redéployée :

- sous forme de prêt au BOP Terre pour 13,5 M€ ;
- vers le programme d'infrastructure « Médecine des forces » à hauteur de 4 M€ ;
- le reliquat a permis de réaliser des opérations hors programme d'infrastructure.

Grâce à la disponibilité de 10 M€ d'AE précédemment affectées, les opérations de l'HIA Percy ont pu être engagées pour un montant de 4,5 M€.

Pour le programme d'infrastructure « Médecine des forces », la ressource initiale de 15 M€ a été portée à 19 M€ grâce au transfert des 4 M€ provenant du programme d'infrastructure « Fonction hospitalière ». Cette ressource permettra la rénovation des antennes médicales de Cazaux et Bitche, ainsi que le réaménagement de l'antenne médicale de Caylus.

Sous-action**05.80 – Fonction santé**

L'année 2020, marquée par la pandémie liée à la COVID-19, représente la dernière étape dans la mise en œuvre du projet de transformation du service de santé des armées (modèle SSA 2020). Mis en œuvre depuis 2014, ce projet répond à un double objectif : garantir l'excellence du soutien santé opérationnel des forces armées et inscrire le SSA comme acteur à part entière de la santé publique. Afin d'assurer l'adéquation entre performance médicale et

performance opérationnelle, ce projet de transformation s'appuie sur trois points clefs : la concentration sur la mission avec un recentrage des activités ; l'ouverture au service public de santé, nécessaire à la performance technique et à l'efficacité économique du service ; la simplification visant à réformer la gouvernance et simplifier les organisations.

Pour 2020, ces principes ont été déclinés par les mesures principales suivantes :

- la poursuite de la démarche de transformation hospitalière, notamment marquée par le renforcement du positionnement des ensembles hospitaliers militaires (EHM) au sein de leur territoire de santé et la consolidation des partenariats entre les ensembles hospitaliers civils et militaires (EHCM) avec un établissement civil de proximité ;
- la finalisation de la transformation de la médecine des forces, marquée notamment par la stabilisation du fonctionnement des centres médicaux des armées nouvelle génération (CMA NG) ;
- la poursuite de la valorisation des produits et du savoir-faire du SSA.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

1. Description

L'agrégat Fonctionnement se décompose en deux OS :

- l'OS AOP concerne l'essentiel de l'activité « Cœur de métier » du SSA, avec notamment les approvisionnements en produits de santé, le fonctionnement hospitalier ainsi que les frais de formation pour le personnel médical ou paramédical ;
- l'OS FAS regroupe les activités support du fonctionnement des établissements du service, tant au profit du personnel que des structures.

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

OS AOP

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prév.	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso.	Écart Conso./ Prév.
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Activité et entraînement des forces	11 091 350	-	8 651 002	- 2 440 348	9 291 350	-	7 262 421	- 2 028 929
OB	Alimentation	1 629 199	-	1 227 110	- 402 089	1 629 199	-	1 163 708	- 465 491
OB	Soutien santé fonctionnement	29 800 435	52 624 852	96 285 580	13 860 293	39 574 628	52 624 852	86 560 760	- 5 638 720
OB	Système d'information et de commandement	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	Soutien santé ravitaillement	26 090 517	74 440 259	149 137 048	48 606 272	15 035 974	74 440 259	135 590 329	46 114 096
OB	Déplacement et transports	5 731 753	-	4 162 162	- 1 569 591	5 731 753	-	3 899 370	- 1 832 383
	Total	74 343 254	127 065 111	259 462 901	58 054 536	71 262 904	127 065 111	234 476 588	36 148 573

L'OS AOP affiche une consommation supérieure à la prévision de 58,1 M€ en AE et de 36,1 M€ en CP.

L'écart en AE et en CP s'explique principalement par :

- les surcoûts générés par la prise en charge de la crise sanitaire (47,6 M€ en AE) ;
- des dépenses réalisées par le SSA au profit des forces armées, dans le cadre des opérations extérieures (OPEX) et des missions intérieures (SENTINELLE et RÉSILIENCE), intégralement remboursées en gestion par le financement complémentaire OPEX-MISSINT (4,5 M€, en AE) ;

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- des dépenses liées à la maintenance des unités médicales opérationnelles (UMO) (6 M€ en AE), couvertes par un redéploiement des ressources de l'OS EAC vers l'OS AOP.

OB « Activités et entraînements des forces »

Cette opération budgétaire porte l'intégralité des projets de recherche du SSA ainsi que l'ensemble des frais de formation initiale des élèves des écoles (médicaux et paramédicaux) et des formations centralisées par l'école du Val-de-Grâce. La sous-consommation de - 2,4 M€ en AE et de - 2,0 M€ en CP résulte essentiellement de l'annulation de formations lors de la première vague de l'épidémie, qui n'ont pu être reportées sur le second semestre.

OB « Alimentation »

La consommation, en AE et en CP, est inférieure à la prévision de - 0,4 M€ en AE et - 0,5 M€ en CP, du fait notamment des différents confinements et donc de la moindre présence de militaires sur site.

OB « Soutien santé-fonctionnement et activités »

Cette opération budgétaire regroupe l'activité « alimentation spécifique des malades » relative à l'alimentation des patients des HIA et des donneurs de sang du CTSA, et l'activité « fonctionnement des hôpitaux » qui porte les dépenses de fonctionnement dites « cœur de métier » de l'intégralité des organismes du SSA.

Pour les AE, l'écart entre la programmation et l'exécution 2020 (+ 13,8 M€) s'explique par :

- la prise en charge des dépenses générées par la crise sanitaire pour 2,8 M€, au titre notamment du renforcement des mesures sanitaires appliquées par les entreprises extérieures. En effet, les entreprises ont dû accroître leurs charges afin de répondre aux exigences liées aux recommandations sanitaires à la fois pour le bionettoyage mais également pour le nettoyage simple (services administratifs) ;
- l'imputation des dépenses de maintenance des équipements opérationnels et la mise à niveau des UMO sur l'activité « fonctionnements des hôpitaux » initialement programmée sur l'OS EAC et pour laquelle un transfert de ressources en AE entre OS a été réalisé (6 M€) ;
- la couverture du recours à l'externalisation, qui permet au SSA d'assumer la transition de sa transformation et de faire fonctionner des services indispensables aux HIA (nettoyage des services médicaux, restauration). Le recours à l'externalisation se concentre essentiellement sur les EHCM, notamment les HIA Desgenettes, Robert Picqué et Legouest (4,0 M€) ;
- la prise en charge des dépenses relatives aux transports sanitaires (1,0 M€), la crise sanitaire ayant contraint le service à accroître le recours aux transports médicalisés à la fois pour les malades aux pathologies plus lourdes dues à la COVID mais également afin de participer à la moindre propagation du virus (patients valides mais contagieux).

OB « Soutien santé ravitaillement »

Cette opération budgétaire supporte les dépenses relatives à l'acquisition de produits pharmaceutiques, des produits dérivés du sang, des dispositifs médicaux implantables ainsi que des produits et fournitures à usage hospitalier nécessaires à l'activité de soins, tant des HIA que des CMA et des structures de soin déployées à l'étranger. Cette OB porte également les achats de consommables nécessaires à l'organisation des activités et exercices de secourisme et de sauvetage au combat.

Pour 2020, la consommation est supérieure à la prévision de 48,6 M€ en AE, dont 44,4 M€ au titre de la crise sanitaire, et 46,1 M€ en CP, dont 38,7 M€ au profit de la crise. Les achats ont essentiellement concerné des équipements de protection individuelle (masques et tenues stériles), des consommables de laboratoire pour procéder au dépistage du virus et des médicaments spécifiquement dédiés à la prise en charge de patients dans les services de réanimation.

OB « Déplacement et transports »

Cette opération budgétaire regroupe l'ensemble des dépenses induites par les missions du personnel du service hors activité de formation, ainsi que celles générées par les changements de résidence, le transport opérationnel et la livraison du ravitaillement sanitaire dans les structures du service.

La consommation, en AE (-1,5 M€) et en CP (-1,8 M€), est moindre par rapport à la prévision en raison, notamment, des annulations massives de missions dues à la crise sanitaire.

OS FAS

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prév.	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso.	Ecart Conso / Prév.
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Mobilité des personnels	2 609 737	-	2 473 610	-136 127	2 547 504	-	2 471 069	- 76 435
OB	Communication et relations publiques	48 128	835 703	1 053 362	169 531	48 128	835 703	816 753	-67 078
OB	Prestations	108 217	1 879 094	2 918 008	930 697	108 217	1 879 094	2 685 988	698 677

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

	intellectuelles								
OB	Subventions	564 167	-	134 310	-429 857	564 167	-	2 016 750	1 452 583
OB	Fonctionnement courant	64 966	11 546 529	16 955 049	5 343 554	664 966	11 546 529	15 775 247	3 563 752
OB	Location logements familiaux	250 858	-	-	-250 858	250 858	-	-	- 250 858
OB	Soutien courant des structures	26 664 699	26 226 106	36 861 199	- 16 029 606	1 510 365	26 226 106	28 147 273	410 802
OB	Soutien des matériels communs	6 839	118 750	326 684	201 095	6 839	118 750	325 674	200 085
OB	Soutien des ressources humaines	127 284	2 210 172	1 557 713	- 779 743	127 284	2 210 172	1 216 605	- 1 120 851
	Total	30 444 895	42 816 354	62 279 934	- 10 981 315	5 828 328	42 816 354	53 455 359	4 810 677

L'OS FAS affiche une sous-consommation de 10,9 M€ en AE et supérieure de 4,8 M€ en CP, avec notamment cinq OB concernées par les écarts : communication et relations publiques, prestations intellectuelles, subventions, fonctionnement courant, soutien courant des structures et soutien des ressources humaines.

OB « Prestations intellectuelles »

Cette opération budgétaire supporte principalement les dépenses relatives aux marchés d'assistance et d'accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre du modèle « SSA 2020 ».

La surconsommation en AE (+ 0,9 M€) et en CP (+ 0,7 M€) s'explique d'une part par la réalisation d'un protocole transactionnel pour solder un litige avec un cabinet de consultants (0,5 M€) et, d'autre part, par le recours à un prestataire en vue de sécuriser la mise en œuvre du projet de transformation des hôpitaux militaires.

OB « Subventions »

L'écart en AE (- 0,4 M€) s'explique essentiellement par une erreur d'imputation du versement de la subvention au profit de la crèche de l'HIA Percy.

L'écart en CP (+ 1,5 M€) s'explique par le versement du troisième et dernier appel de fonds de la participation financière du ministère des armées au projet infrastructure des HCL, effectué dans le cadre du partenariat entre les HCL et l'HIA Desgenettes (Lyon).

OB « Fonctionnement courant »

Cette opération budgétaire couvre principalement les dépenses de télécommunication, de fournitures de bureau et de travaux d'impression. L'exécution 2020 affiche une surconsommation en AE (+ 5,3 M€) et en CP (+ 3,6 M€) qui s'explique par :

- la prise en charge des dépenses générées par la crise sanitaire au titre de la blanchisserie et du renforcement des moyens de téléconsultations (2,0 M€) ;
- la poursuite de la démarche de transformation hospitalière dans le cadre du modèle SSA 2020, concrétisée par des dépenses au profit des EHCM et la réalisation des obligations financières prévues dans le cadre du GCS BAHIA (3,0 M€) ;
- la prise en charge des engagements et paiements initialement prévus sur l'OB « location logement domaniaux » (0,2 M€).

OB « Soutien courant des structures »

Cette opération budgétaire regroupe les dépenses dédiées à l'entretien et au fonctionnement courant du parc immobilier des organismes du SSA, notamment les travaux de maintien en condition des infrastructures, le paiement des charges locatives et les différentes sources d'énergie. En 2020, il est constaté une consommation inférieure de - 16,0 M€ en AE, et légèrement supérieure en CP (0,4 M€).

Pour les AE, l'écart s'explique par le report d'AE pluriannuelles (16,0 M€) initialement positionnées sur cette OB.

OB « Soutien des ressources humaines »

Cette opération budgétaire regroupe les dépenses relatives aux frais de formation des personnels non médicaux ou paramédicaux du SSA ainsi que les dépenses de recrutement. La sous-consommation de - 0,8 M€ en AE et de - 1,1 M€ en CP s'explique par le report ou l'annulation de formations initialement programmées au regard du contexte sanitaire.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHÉRENCE)

1. Description

Cette opération stratégique, composée d'une seule opération budgétaire, supporte les dépenses garantissant le maintien à niveau du parc d'équipements du SSA et la montée en puissance des équipements opérationnels ainsi que celles liées aux systèmes d'information et de commandement (SIC) spécifiques santé.

2. Aspects financiers

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso.	Écarts Conso. / prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Soutien santé - Equipement	33 554 054	6 372 308	-	48 896 300	8 969 938	32 896 131	6 372 308	49 275 039	10 006 600
	Total	33 554 054	6 372 308	-	48 896 300	8 969 938	32 896 131	6 372 308	49 275 039	10 006 600

L'OB « Soutien santé – équipement » correspond aux achats d'équipement opérationnels logistiques santé et aux achats liés à l'entretien des matériels et équipements lourds santé.

L'exécution 2020 affiche une surconsommation en AE de 9 M€, qui s'explique principalement par l'acquisition de matériels spécifiques à la gestion de la crise (appareils de diagnostic, chambres bio-sécurisées, appareils de traitement d'air, respirateurs, automates, solutions de téléconsultations et renforcement de la sécurité informatique des hôpitaux d'instruction des armées).

La surconsommation constatée en CP (10,0 M€) s'explique essentiellement par la mise en paiement des matériels acquis pour répondre à la crise sanitaire (8,0 M€).

Sur le plan des acquisitions des équipements réalisés en 2020, il convient de souligner les investissements majeurs suivants qui s'inscrivent dans la mise en œuvre du modèle SSA 2020 :

- les équipements du plan d'équipement opérationnel (PEO), avec notamment l'acquisition de matériels pour la constitution d'une antenne de réanimation et de chirurgie de sauvetage (ARCS) ;
- la réalisation de la troisième et dernière tranche de la ligne de fabrication de seringues préremplies et de production d'Ineuropre nouvelle génération au profit de la pharmacie centrale des armées (PCA) ;
- la poursuite du renouvellement des appareils de monitoring au profit des centres médicaux des armées (CMA).

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Niveau	Prévision PAP	Code	Consommation	Ecart Consommation / Prévision PAP
Sous-action	176 253 773	0178-05-80	175 530 808	- 722 966

Le montant des fonds de concours et attributions de produits reversé sur le BOP HT2 du SSA en 2020 s'élève à 175,5 M€, soit un montant proche de la prévision initiale. Le respect de la prévision malgré les effets de la crise sanitaire sur les recettes d'activité s'explique par les mesures compensatoires prises par la direction générale de l'offre de soins (DGOS) dans le cadre de la crise sanitaire, avec la mise en œuvre de la garantie de financement et le versement exceptionnel de crédits MIGAC (missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation).

Sous-action**05.82 – Soutien des forces par les bases de défense****PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

La sous-action 82 rassemble les ressources budgétaires dédiées au soutien dit AGSC (administration générale et soutiens communs) des entités du ministère des Armées situées dans le périmètre géographique des bases de défense ainsi que des centres techniques de la DGA.

Aux ressources budgétaires prévues pour l'AGSC s'ajoutent en 2020, pour la première fois, celles dédiées à l'amélioration du cadre de vie, au maintien en condition de l'infrastructure, à l'entretien courant infrastructure et aux travaux d'améliorations mineurs.

La gestion 2020 s'est caractérisée par :

- la poursuite du soutien à l'opération intérieure « Sentinelle » ;
- la prise en charge de dépenses consécutives à la crise sanitaire dite « COVID-19 » dès le mois de mars : produits d'hygiène et d'entretien (dont gel hydro-alcoolique, lingettes désinfectantes, renforcement des mesures de nettoyage), mesures visant à appliquer les gestes barrières (distanciation sociale dans les transports en particulier) ;
- la mise à disposition en cours de gestion d'un complément de dotation pour financer des travaux d'amélioration mineurs.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

1. Description

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques (OS) : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

2. Aspects financiers

OS AOP

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	déplacement et transports	31 507 319	-	34 813 212	3 305 893
OB	alimentation	3 640 000	-	4 899 402	1 259 402
Total		35 147 319	-	39 712 614	4 565 295

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	déplacement et transports	24 909 122	-	26 923 574	2 014 452
OB	alimentation	3 640 000	-	3 827 861	187 861
Total		28 549 122	-	30 751 436	2 202 314

Cette OS affiche une surconsommation de 4.6 M€ en AE (soit + 13 %) et 2.2 M€ en CP (soit + 8 %) engendrée par les conséquences de la crise sanitaire.

Commentaires

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

OB « Déplacements et transports »

La surconsommation de 3,3 M€ en AE et de 2 M€ en CP résulte principalement du surcoût généré par l'opération Sentinelle et de dépenses imputables à la crise sanitaire (mesures de distanciation dans les véhicules de transport en commun).

OS FAS

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	4 = (3) - (1) - (2)
OB	mobilité des personnels	6 002 228	-	5 048 189	-954 039
OB	communication et relations publiques	1 124 584	-	873 776	-250 808
OB	fonctionnement courant	177 186 074	2 831 572	203 863 886	23 846 240
OB	Prestations intellectuelles	-	-	-	-
OB	soutien des matériels communs	13 605 185	-	11 711 488	-1 893 697
OB	soutien des ressources humaines	378 891	-	284 908	-93 983
OB	soutien courant des structures	717 484 211	8 495 647	893 398 517	167 418 659
OB	location de logements familiaux	20 043 646	-	20 024 377	-19 269
Total		935 824 819	11 327 219	1 135 205 142	188 053 104

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	4 = (3) - (1) - (2)
OB	mobilité des personnels	5 884 537	-	4 738 909	- 1 145 628
OB	communication et relations publiques	1 109 983	-	847 421	- 262 562
OB	fonctionnement courant	169 194 482	2 831 572	195 954 096	23 928 042
OB	Prestations intellectuelles	-	-	-	-
OB	soutien des matériels communs	13 428 541	-	12 373 174	- 1 055 367
OB	soutien des ressources humaines	373 972	-	223 501	- 150 471
OB	soutien courant des structures	526 300 469	8 495 647	570 171 499	35 375 383
OB	location de logements familiaux	19 783 408	-	21 658 868	1 875 460
Total		736 075 392	11 327 219	805 967 467	58 564 856

Cette OS affiche une surconsommation par rapport aux prévisions initiales, soit + 188 M€ en AE (+21 %) et +58 M€ en CP (+9 %).

OB « Communication et relations publiques »

La sous-consommation résulte de la crise sanitaire (annulation des activités de relations publiques en raison des impératifs de distanciation sociale).

OB « Fonctionnement courant »

Les écarts s'expliquent notamment par :

- l'engagement non planifié en LFI du marché UNIFLOW (SOLIMP III) ;

- la prise en compte de charges fiscales (droits de douane et octroi de mer) supérieures de 3,5 M€ (AE et CP) à ce qui avait été initialement prévu, notamment en raison de l'augmentation des flux logistiques entre la métropole et la Guyane ;
- des surcoûts liés à la mission Sentinelle à hauteur de 11,8 M€ (AE et CP).

La crise COVID a induit des surcoûts (produits d'hygiène et articles barrières essentiellement), mais aussi des moindres dépenses (carburant des véhicules de la gamme commerciale notamment, blanchisserie dans une moindre mesure).

Enfin, un rattrapage du reste à payer des années antérieures a été effectué, induisant une consommation de CP supérieure de 8,8 M€ aux dépenses prévues (ameublement et mobilier, factures copies du marché SOLIMP III).

OB « Soutien des matériels communs »

Cette OB comptabilise notamment les dépenses d'entretien des véhicules de la gamme commerciale à usage de soutien courant dans les bases de défense.

L'écart résulte principalement d'une modification de la procédure d'exécution des dépenses de MCO des véhicules, effectuée auparavant via facture interne, et de la crise COVID qui a contribué à réduire les dépenses de réparation des véhicules.

OB « Soutien courant des structures »

Cette OB présente un écart important par rapport aux prévisions de la LFI soit +167,4 M€ en AE et +35,4 M€ en CP.

Cet écart important en AE résulte de 4 facteurs principaux :

- un engagement de marchés pluriannuels d'énergie à des montants moindres que prévus initialement (25,1 M€) grâce à des tarifs marchés favorables ;
- deux marchés partiellement ou totalement annulés (marché multiservices de Creil et CPE de Phalsbourg) ;
- un engagement par anticipation de marchés d'énergie pluriannuels par la direction des achats de l'Etat (+72,9 M€) ;
- un transfert de +80 M€ en AE de l'OB « maintenir et soutenir les sites » pour harmoniser l'imputation budgétaire des marchés d'exploitation maintenance des infrastructures (dont contrats dits de performance énergétique et contrats de MCO des équipements actifs de sécurité type vidéo-surveillance ou anti-intrusion).

L'écart en CP provient principalement :

- du transfert de reste à payer Infrastructure sur cette activité (+41,3 M€) ;
- de moindres consommations liées à un retard de facturation.

DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPERATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

1. Description

Cette OS recouvre l'acquisition de poids lourds de la gamme commerciale dans le cadre de la remise à niveau du parc ainsi que l'achat et le maintien en condition opérationnelle (MCO) des véhicules de transport en commun.

2. Aspects financiers

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/prévision	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation/prévision
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	achat et entretien de véhicules spécialisés	20 372 795	-	-	18 441 063	-1 931 732	19 973 328	-	17 850 757	-2 122 571

Commentaires

La consommation a été conforme à la programmation.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DEFENSE)

1. Description

Cette OS recouvre les crédits de maintien en condition (MC) de l'infrastructure des formations et unités rattachées aux bases de défense, ainsi que la ressource relative aux travaux d'améliorations mineures (TAM).

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE				
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/prévision
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
OB	Maintien et soutien des sites	194 800 000	0	0	105 514 199	-89 285 801
OB	Réaliser les infrastructures des bases de défense	0	0	0	40 244 844	40 244 844
Total		194 800 000	-	-	145 759 044	-49 040 956

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation/prévision
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Maintien et soutien des sites	198 426 576	0	178 163 214	-20 263 362
OB	Réaliser les infrastructures des bases de	0	0	19 931 749	19 931 749

	défense			
Total		198 426 576	-	198 094 963
				-331 613

Commentaires

OB « Maintien et soutien des sites »

L'écart en AE provient principalement du transfert de -80 M€ en AE à l'OB « Soutien courant des structures » pour harmoniser l'imputation budgétaire des marchés d'exploitation-maintenance des infrastructures (dont contrats dits de performance énergétique et contrats de MCO des équipements actifs de sécurité type vidéo-surveillance ou anti-intrusion).

L'écart en CP provient d'une adaptation de la répartition avec l'OB « Soutien courant des structures » pour le paiement des opérations engagées en 2019.

OB « Réaliser les infrastructures des bases de défense »

La différence vient de l'abondement en gestion de 40 M€ et des crédits de paiement nécessaires (19,94 M€) pour financer des travaux d'adaptations mineures (TAM).

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Code	Consommation	Ecart Consommation / Prévision PAP
Sous-action	11 327 219,00	0178-05-82	35 000	- 11 292 219

Commentaires

L'écart entre la prévision et le réalisé s'explique principalement par une baisse d'activité : réduction du nombre de nuitées effectuées par le personnel du ministère dans le cadre de missions.

Sous-action

05.83 – Soutiens complémentaires

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Cette sous-action n'a pas connu de modification notable de périmètre cette année.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT**1. Description**

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

OS AOP

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	activité et entraînement des forces	1 992 221	-	1 787 781	-204 440
OB	déplacement et transports	2 012 040	-	1 114 613	-897 427
OB	déconstruction des installations nucléaires	1 965 540	-	1 855 577	-109 963
OB	Soutien pétrolier - activités	-	-	3 837 075	3 837 075
OB	alimentation	-	-	-	-
Total		5 969 801	-	8 595 045	2 625 244

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	activité et entraînement des forces	1 953 158	-	1 542 864	-410 294
OB	déplacement et transports	1 972 603	-	1 080 360	-892 243
OB	déconstruction des installations nucléaires	1 927 000	-	1 999 485	72 485
OB	Soutien pétrolier - activités	-	-	4 850 192	4 850 192
OB	alimentation	-	-	-	-
Total		5 852 761	-	9 472 901	3 620 140

Commentaires**OB « Déplacements et transport » :**

La sous-consommation en AE et CP s'explique par des déplacements, notamment de formation à l'étranger et de compétitions sportives militaires, non réalisées du fait de la crise sanitaire.

OB « Soutien pétrolier – activité » :

Cette OB n'est pas dotée de crédits budgétaires en LFI car, depuis 2016, elle supporte les frais de déplacement, changements de résidence et dépenses de fonctionnement courant réalisés au profit du SEA qui fonctionne en compte de commerce (contre remboursement). En 2020, les remboursements des dépenses effectuées en 2019 et au début de l'année 2020 se sont élevés à 5,8 M€ en AE et CP.

OS FAS

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Communication et relations publiques	528 280	-	465 711	- 62 569	517 923	-	460 273	- 57 650
OB	Compensatrice SNCF	127 238 882	-	72 610 527	- 54 628 355	124 744 023	-	72 704 432	- 52 039 591
OB	Prestations intellectuelles	1 370 694	-	1 244 528	- 126 166	1 343 842	-	789 014	- 554 828
OB	fonctionnement courant	4 332 811	-	1 513 867	- 2 818 944	10 130 214	-	8 849 058	- 1 281 156
OB	soutien des ressources humaines	288 831	-	284 067	- 4 764	283 171	-	262 961	- 20 210
OB	soutien courant des structures	9 887 963	16 000	11 790 885	1 886 922	12 635 257	16 000	14 552 940	1 901 683
OB	Soutien des matériels communs	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	relations bilatérales et Etats-majors interalliés	17 184	-	18 930	1 746	16 847	-	35 730	18 883
Total		143 664 645	16 000	87 928 515	- 55 752 130	149 671 277	16 000	97 654 408	- 52 032 869

Commentaires

OB « Compensatrice SNCF »

La sous-consommation de la compensatrice SNCF (-54,6 M€ en AE et -52 M€ en CP) est liée à la baisse du trafic induite par la crise sanitaire Covid-19 (confinement de mars et octobre ; restrictions de déplacements).

OB « Fonctionnement courant »

La sous-consommation est principalement liée à :

- une diminution des flux de courriers dans le cadre du marché de soutien postal international pour la défense (SPID) ;
- un décalage de 2020 à 2021 de commandes et de paiements liés au projet SACRAL NG (Système d'aide à la création et à la recherche d'articles pour la logistique de nouvelle génération).

OB « Soutien courant des structures »

La surconsommation s'explique par l'engagement du 4^e trimestre des loyers du partenariat public privé du centre national des sports de la défense (CNSD), pour correspondre au cadencement contractuel, le paiement de loyers de fin d'année 2019 et le paiement (AE et CP) en provenance des armées des factures d'alimentation et d'hébergement de leurs stagiaires.

DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPERATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

1. Description

Les crédits de cette opération stratégique permettent de financer le renouvellement des matériels, équipements et tenues des sportifs de haut niveau ainsi que l'entretien des installations pétrolières désactivées de l'OTAN.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/prévision	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation/prévision
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	matériel et équipements du sport de haut niveau	227 208	-	-	2 774	- 224 434	222 753	-	15 961	- 206 792
OB	soutien pétrolier	1 121 767	-	-	1 026 139	- 95 628	1 099 771	-	927 211	- 172 560
OB	Soutien pétrolier - Equipement	-	-	-	2 695 309	2 695 309	-	-	4 880 450	4 880 450
OB	Achat et entretien de véhicules spécialisés	-	-	-	245 111	245 111	-	-	156 110	156 110
OB	Total	1 348 975	-	-	3 969 333	2 620 358	1 322 524	-	5 979 732	4 657 208

Commentaires**OB « Achat et entretien de véhicules spécialisés »**

La surconsommation est due à un transfert de l'OB « matériel et équipements du sport de haut niveau » pour harmoniser les référentiels d'imputation budgétaire sur l'acquisition de véhicules de transport de chevaux. La différence entre AE et CP est liée au paiement du matériel commandé à la livraison en 2021.

OB « Matériel et équipements du sport de haut niveau »

La sous-consommation est due à un transfert vers l'OB « matériel et équipements du sport de haut niveau » pour harmoniser les référentiels d'imputation budgétaire sur l'acquisition de véhicules de transport de chevaux.

OB « Soutien pétrolier »

La sous-consommation en CP est lié à un décalage dans la facturation pour l'entretien des installations pétrolières désactivées de l'OTAN.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

Niveau	Description	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectations AE 2020	TOTAL	Engagements 2020	AEANE fin 2020
ACT	Camion citerne "CaRaPACES"	135 643	- 838	-	136 481	0	136 481

Commentaires

L'augmentation de la TF est due à un retrait d'engagement sur une provision pour pénalité.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Code	Consommation	Écart Consommation / Prévision PAP
Sous-action	16 000 €	0178-05-83	40 744	24 744

Commentaires

Le CNSD est attributaire de deux fonds de concours utilisés au profit des blessés des armées : 16 000 € en provenance de la fondation des Gueules cassées. L'exploitation et la commercialisation du plateau technique d'exploration fonctionnelle (PTEF) permet une attribution de produits de 5059 €. Le reliquat est un remboursement de prestations effectuées par le CNSD au profit d'organismes externes et des RNF au profit de la DSAé et du SNOI.

Sous-action

05.84 – Service interarmées des munitions

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2020, le SIMu a poursuivi sa transformation numérique, qui s'est traduite par les premiers développements du futur système d'informations logistiques (SIL) dédié aux munitions, SI@Mu, dont le déploiement est prévu fin 2022.

Les actions visant à maîtriser et à améliorer les conditions de stockage des munitions en métropole ainsi qu'en opérations extérieures, et qui s'inscrivent dans un projet plus global d'optimisation du potentiel et de la durée de vie des munitions (2019-2025), ont été concrétisées par une avancée significative du plan d'équipement en matériels de maîtrise de l'environnement des munitions.

L'impact de la crise sanitaire sur la gestion a été contenu pour ces projets majeurs qui, s'ils ont connu quelques retards dans leur mise en œuvre, ne remettent pas en cause à ce jour la cible du modèle 2025.

DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

1. Description

Les dépenses de fonctionnement de la sous-action 84 sont concentrées sur l'OS « activités opérationnelles » (AOP) et correspondent principalement aux prestations et fournitures nécessaires aux opérations de stockage et de maintenance des munitions, ainsi qu'au développement du futur SIL.

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

OS AOP

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	soutien munitions activités	24 147 773	200 000	8 315 445	- 16 032 328	14 340 358	200 000	10 209 663	- 4 330 695
OB	déplacements et transports	1 037 566	-	664 380	- 373 186	1 037 425	-	652 765	- 384 660
Total		25 185 339	200 000	8 979 825	- 16 405 514	15 377 783	200 000	10 862 427	- 4 715 356

CommentairesOB « Soutien munitions activités »

L'écart substantiel en AE s'explique par une restitution d'AE prévues pour l'engagement du marché pluriannuel SI@Mu de 14,50 M€ finalement engagé en fin d'année 2019 ;

Le reste de l'écart (1,5 M€ en AE) s'explique par des annulations d'engagements 2020 sur des acquisitions, notamment celle des conteneurs climatisés.

La moindre consommation CP est principalement liée aux annulations d'engagement, au décalage des commandes sur le 3^{ème} trimestre ainsi qu'à des retards conséquents dans l'exécution contractuelle des prestations du marché SI@Mu pour plus de 2 M€.

OB « Déplacements et transports »

Les impacts de la crise sanitaire se sont traduits par des annulations de formations et de déplacements.

DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPERATION STRATEGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATERIELS)****1. Description**

Cette opération stratégique regroupe l'intégralité des dépenses de la sous-action 84 liées aux opérations de démantèlement de munitions dites « classiques » et « complexes » conduites par le service interarmées des munitions.

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

EPM

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/ prévision	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso.	Ecart Consommation /prévision
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	démantèlement des munitions	2 486 319	-	-	404 108	- 2 082 211	2 437 568	-	360	- 2 437 208

Commentaires

Les opérations de démantèlement des munitions complexes ont connu des déprogrammations qui concernent principalement le démantèlement de certaines pièces de missiles SM1 et ASTER (0,7 M€), ainsi que celui des contre-mesures DILSAT (0,8 M€).

OPERATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

1. Description

Cette OS regroupe l'intégralité des dépenses de la sous-action 84 se rapportant aux opérations d'entretien et de renouvellement du matériel roulant présent dans les dépôts du SIMU.

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

OS EAC

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/prévision	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation/prévision
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	achat et entretien de véhicules spécialisés	2 669 970	-	-	4 066 076	1 396 106	2 617 618	-	3 610 265	992 647

Commentaires

Les moindres besoins en ressources constatées sur l'OS EPM ont permis d'avancer le plan de renouvellement du parc vieillissant du matériel roulant spécifique « métier », qui contribue à la résilience du service.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Code	Consommation	Ecart Consommation / Prévision PAP
Sous-action	200 000	0178-05-84	121 682	- 78 318

Commentaires

Ce rattachement de crédits par voie d'attribution de produits est attendu d'une part au titre des recettes provenant de la rémunération des prestations de production et de transformation de torpilles effectuées par le SIMu au profit d'industriels (Thalès, Naval Group) et, d'autre part, de prestations de stockage de matières pyrotechniques au profit de tiers.

Sous-action**05.85 – Service du commissariat aux armées****PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

Au cours d'une année 2020 marquée par la crise de la COVID19, le SCA a assuré un soutien de circonstance aux forces armées.

Parallèlement, le SCA a conduit la phase de déploiement de sa transformation dans le cadre du projet « SCA 22 » en généralisant le modèle des GSBdD de nouvelle génération et en renforçant le soutien de proximité aux unités opérationnelles à travers la création des pôles commissariat.

Le service a par ailleurs poursuivi sa rationalisation en mutualisant certaines fonctions supports, notamment logistiques dans des GSBdD « socles », et en réorganisant la filière des droits financiers individuels (DFI) concomitamment au déploiement du système d'information Source Solde.

Enfin, le SCA a repris en 2020 la responsabilité de l'acquisition et de la maintenance des véhicules légers de la gamme commerciale (VLGC) du ministère (fonction jusqu'alors assurée par le service parisien de l'administration centrale).

L'année 2020 a ainsi été marquée par :

- la poursuite du soutien apporté à la mission intérieure Sentinelle ;
- la montée en puissance du nouvel entrepôt logistique implanté à Châtres au profit des filières habillement et soutien de l'homme, et le déploiement d'un portail numérique de distribution par correspondance « nouvelle génération » des effets d'habillement ;
- la poursuite, dans un contexte peu favorable, du déploiement des espaces d'accueil multiservices ATLAS (Accès en tout Temps et en tout Lieu Au Soutien) au sein des pôles commissariat ;
- la mise en œuvre de la stratégie de concession à l'économat des armées (EDA) de 9 restaurants antérieurement exploités en régie. Cette stratégie concerne 73 restaurants sur la période 2020-2025 ;
- la concrétisation de plans d'équipements majeurs améliorant la protection et le confort du militaire (commande de gilets balistiques modulaires nouvelle génération et livraison de tenues de combat F3) et la mise en service d'une gamme étendue de « petits équipements » dont les évolutions répondent au besoin d'amélioration du quotidien du soldat et à la préservation de sa capacité opérationnelle (couteau d'assistance et de vie en campagne, lunettes balistiques, tenue de sport rénovée...) ;
- la mise en œuvre du Wifi gratuit en enceinte militaire pour l'Outremer (plan famille) ;
- l'augmentation de la capacité de production de la chaîne de conditionnement des rations de combat d'Angers pour tenir les impératifs de relèvement des stocks de sécurité en métropole et à l'étranger décidés dans le cadre de la crise sanitaire ;
- la restructuration de la filière des droits financiers individuels à travers la montée en puissance de l'établissement national de la solde (ENS), la préfiguration des centres interarmées du soutien « solde et administration du personnel » (CISAP) et « mobilité » (CIMOB) ;
- l'expérimentation de matériel de campagne de nouvelle génération (laverie de campagne, conteneurs sanitaires, conteneurs sport en OPEX) ;
- la première année du plan d'acquisition des véhicules destinés au service courant comprenant un effort d'anticipation sur 2021 et sur le besoin lié à la mission intérieure Sentinelle, et un effort sur le verdissement (251 véhicules faibles émission acquis).

DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT**1. Description**

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

OS AOP

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	activité et entraînement des forces	6 964 057	-	6 378 036	- 586 021	6 827 507	-	6 047 633	- 779 874
OB	déplacement et transports	58 560 300	17 000	38 525 753	-2 005 1547	57 412 059	17 000	39 328 105	- 18 100 954
OB	alimentation	139 040 594	17 266 000	20 419 6146	47 889 552	136 324 111	17 266 000	201 351 714	47 761 603
	Total	204 564 951	17 283 000	249 099 934	27 251 983	200 563 677	17 283 000	246 727 451	28 880 774

OS FAS

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	communication et relations publiques	1 200 000	-	1 502 953	302 953	1 198 506	-	1 334 810	136 304
OB	prestations intellectuelles	5 000 000	-	4 580 930	- 419 070	5 000 000	-	4 123 650	- 876 350
OB	fonctionnement courant	115 370 484	-	112 611 562	- 2 758 922	96 464 238	-	104 478 229	8 013 991
OB	soutien courant des structures	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	soutien des matériels communs	-	-	56 516	56 516	127 119	-	1 081 766	954 647
OB	soutien des ressources humaines	4 450 000	-	2 934 861	- 1 515 139	4 373 357	-	2 339 532	- 2 033 825
OB	relations bilatérales et Etats-majors interalliés	120 531	17 000	136 925	- 606	120 531	17 000	136 925	- 606
OB	mobilité des personnels	1 642 748	-	1 978 666	335 918	1 612 460	-	1 980 910	368 450
	Total	127 783 763	17 000	123 802 414	- 3 998 349	108 896 211	17 000	115 475 822	6 562 611

Commentaires

OB « Activité et entraînement des forces »

Cette OB, qui supporte les dépenses relatives aux compléments alimentaires et manifestations spécifiques, présente une sous-consommation de -0,6 M€ en AE et de -0,8 M€ en CP principalement imputable aux contraintes imposées par la crise sanitaire (notamment dans l'organisation des manifestations spécifiques).

OB « Déplacement et transports »

Cette OB, qui supporte les frais de déplacement du personnel du SCA en mission, la prise en charge directe (PCD) des dépenses d'alimentation du personnel des armées, directions et services en mission et le transport des colis dans le cadre de la distribution par correspondance des effets d'habillement, présente une sous-consommation de 20,1 M€ en AE et de 18,1 M€ en CP.

Cet écart s'explique principalement par l'intégration en 2020 des coûts d'acheminement des denrées alimentaires commandées à l'EDA dans la facture de la restauration exécutée en régie. Ces coûts logistiques initialement programmés en LFI sur l'OB « Déplacements et transports » (14,6 M€ en AE et 12,3 M€ en CP) ont été imputés sur l'OB « Alimentation ».

De surcroît, les contraintes sur la mobilité inhérente à la crise sanitaire ont entraîné une diminution des dépenses relatives aux frais de déplacements (-1,8 M€ en AE et -2,3 M€ en CP) et des coûts liés à la distribution par correspondance des effets d'habillement (-3,6 M€ en AE et -3,5 M€ en CP).

OB « Alimentation »

Cette OB supporte l'ensemble des coûts d'alimentation du personnel ayant-droit, quel que soit le mode de restauration concerné (restauration en régie, conventionnée, externalisée ou concédée).

La surconsommation de 47,9 M€ en AE et de 47,8 M€ en CP, constatée sur l'OB « Alimentation », résulte principalement de transferts d'imputation budgétaire opérés en 2020.

Les dépenses logistiques relatives à l'acheminement des denrées alimentaires commandées à l'EDA au titre de la restauration en régie (+14,6 M€ en AE et +12,3 M€ en CP) et les charges de fonctionnement de la restauration externalisée (+22,1 M€ en AE et +18,6 M€ en CP) sont ainsi imputées depuis 2020 sur l'OB « Alimentation ».

Le reste de l'augmentation s'explique par les dépenses d'alimentation préfinancées par le SCA et remboursées en cours de gestion par voie de transfert (+12,7 M€ en AE et CP).

OB « Communication et relations publiques »

Cette OB a fait l'objet d'un dépassement de consommation de 0,3 M€ en AE et de 0,1 M€ en CP, qui s'explique par des dépenses non programmées de condition du personnel (CONDIPERS), rendues nécessaires pour l'accompagnement du personnel dans la transformation du service dans un contexte sanitaire dégradé.

OB « Prestations intellectuelles »

Dans une perspective de moindre recours aux cabinets de conseil, le SCA a réduit ses commandes d'assistances à maîtrise d'ouvrage (AMOA) en 2020, générant ainsi une sous-consommation de 0,4 M€ en AE et de 0,9 M€ en CP sur l'OB « Prestations intellectuelles ».

OB « Fonctionnement courant »

L'OB « Fonctionnement courant » présente une sous-consommation de 2,8 M€ en AE et un dépassement de 8 M€ en CP.

Ces écarts s'expliquent principalement par la compensation entre :

- la moindre dépense enregistrée sur les Wifi Outre-mer et marine (-17,8 M€ en AE et -3,5 M€ en CP) ;
- le transfert des charges de fonctionnement de la restauration externalisée de l'OB « Fonctionnement courant » vers l'OB « Alimentation » (-22,1 M€ en AE et -18,6 M€ en CP) ;
- des achats non prévus (2,5 M€ en AE) et des reports de dépenses (-3,1 M€ en CP) principalement causés par les difficultés rencontrées par certains fournisseurs dans le cadre de la crise sanitaire ;
- la surconsommation liée à l'approvisionnement d'articles barrières nécessaires à la lutte contre la COVID19 (+34,7 M€ en AE et +33,2 M€ en CP).

OB « Soutien des ressources humaines »

Le faible niveau des dépenses sur cette OB, inférieur de 1,5 M€ en AE et de 2 M€ en CP par rapport à la programmation, s'explique principalement par la diminution du nombre de formations réalisées du fait de la crise sanitaire.

DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPERATION STRATEGIQUE : EPP (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DU PERSONNEL)

1. Description

L'OS EPP recouvre les dépenses relatives aux acquisitions de gros matériel de restauration collective des cercles interarmées et des centres de production alimentaires (CPA), à l'habillement du personnel militaire des armées, directions et services et au soutien de l'homme (vivres et matériels opérationnels)

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/prévision	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation/prévision
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	soutien collectif	45 077 263	308 000	-	66 796 162	21 410 899	40 271 826	308 000	62 112 642	21 532 816
OB	soutien individuel - service courant	70 902 254	-	-	98 251 138	27 348 884	69 397 627	-	90 854 673	21 457 046
OB	soutien individuel - combat	195 561 291	267 000	-	182 134 450	- 13 693 841	149 217 571	267 000	194 209 514	44 724 943
OB	matériel de restauration collective	23 291 261	-	-	26 619 002	3 327 741	23 291 261	-	18 767 615	- 4 523 646
Total		334 832 069	575 000	-	373 800 752	38 393 683	282 178 285	575 000	365 944 444	83 191 159

Commentaires

OB « Soutien collectif »

Cette OB présente un écart de +21,4 M€ en AE et de +21,5 M€ en CP qui se justifie principalement par :

- la délivrance de vivres opérationnels au titre des OPEX à hauteur de 6,3 M€ en AE et CP ;
- une utilisation intensive du matériel projeté dans le cadre des OPEX, conduisant à une usure prématurée et des surcoûts d'entretien et d'élimination sur place de 9 M€ en AE et CP ;
- des achats de composants de rations de combat supplémentaires pour 6 M€ en AE et 2,5 M€ en CP permis grâce à des réallocations de crédits ;
- l'annulation de crédits ouverts en LFI au titre d'engagements pour marché pluriannuel (-1,5 M€).

OB « Soutien individuel - service courant »

Cette OB présente un écart de +27,4 M€ en AE et de +21,5 M€ en CP qui s'explique principalement par une avance du plan de commande 2021 d'effets identitaires d'armées et accessoires de service courant, destinés à reconstituer les stocks de l'ELOCA de Châtres dans le cadre la mise en œuvre de la délivrance par correspondance (DPC NG) et à prévenir les ruptures de stocks.

OB « Soutien individuel combattant »

L'OB « soutien individuel combattant » présente un écart de -13,7 M€ en AE et +44,7 M€ en CP s'expliquant par la compensation entre :

- des surcoûts de délivrances d'effets de combat liés aux OPEX et MISSINT (+30,4 M€ en AE et en CP) ;
- l'annulation de crédits initialement consentis en LFI au titre d'engagements pour marché pluriannuel (-24 M€ en AE) ;
- le report de commandes (pour 20,1 M€ en AE) d'effets multiples en raison, d'une part de difficultés rencontrées par certains fournisseurs dans le cadre de la crise sanitaire, et d'autre part du fait des suggestions d'achats proposées par le SI OPTISTOCK (outil d'optimisation permettant d'établir des commandes au juste besoin de rechargement des stocks). Les ressources ainsi dégagées ont permis de financer en partie l'avancement du plan de commande évoqué dans l'OB « soutien individuel - service courant » ;
- le paiement d'effets du combattant à hauteur de 14,3 M€ en CP. Ces paiements ont été rendus possibles grâce à des réallocations de crédits entre OB.

OB « Matériels de restauration collective (MRC) »

Cette OB, qui supporte les dépenses relatives à l'entretien et à l'acquisition de matériels de restauration collective, présente un écart de +3,3 M€ en AE et de -4,5 M€ en CP par rapport à la dotation en LFI. Ces variations se justifient par :

- des surcoûts de maintenance de matériels sur-employés sur les sites de restauration accueillant les militaires participant à la mission « Sentinelle » (+ 0,9 M€ en AE et CP) ;
- des besoins d'acquisition de matériels nouveaux (+2,4 M€ en AE). Ces commandes supplémentaires ont été permises grâce à des réallocations de crédits entre OB ;
- des reports de livraison (-5,4 M€ en CP) de matériels de restauration collectives, principalement du fait des contraintes liées à la crise sanitaire pesant sur les fournisseurs.

OPERATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

1. Description

Cet OS regroupe l'ensemble des crédits d'achat et d'entretien des véhicules spécialisés.

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/prévision	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / prévision
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Achat et entretien de véhicules spécialisés	25 476 178	-	-	48 572 051	23 095 873	25 436 779	-	46 881 157	21 444 378

Commentaires

OB « Achat et entretien de véhicules spécialisés »

Cette OB présente une surconsommation de +23,1 M€ en AE et de +21,5 M€ en CP qui s'explique principalement par :

- le remboursement de surcoûts de maintenance des véhicules exploités dans le cadre de la mission Sentinelle (+1,3 M€ en AE et CP) ;
- la réception de recettes non fiscales liées à la cession de véhicules au domaine (+3,9 M€ en AE et CP) ;
- l'obtention de transferts en gestion (+4,2 M€ en AE et CP) ;
- l'acquisition en avance du plan de commande 2021 de 12,5 M€ en AE et CP de véhicules légers de la gamme commerciale (dont 2,5 M€ dédiés au renouvellement du parc de véhicules déployés sur la mission Sentinelle) via la réallocation de crédits entre OB.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Code	Consommation	Ecart Consommation / Prévision PAP
Sous-action	17 875 000,00	0178-05-85	29 551 277	11 676 277

Commentaires

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

L'écart sur les attributions de produits et fonds de concours perçus en gestion 2020 s'explique principalement par le surcroît de recettes non programmées réalisées sur l'OB « Achat et entretien de véhicules spécialisés » (+3,9 M€), compensé par une moindre réalisation sur l'OB « Alimentation » (-1,1 M€) et sur les OB « Soutien individuel – service courant » (-0,2 M€) et « Soutien individuel – combat » (-0,1 M€).

Sous-action

05.89 – Infrastructure des soutiens

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)****1. Description**

L'intégralité des dépenses de la sous-action 89 finance les opérations d'infrastructure du CICOS en outre-mer, de divers bénéficiaires interarmées et du service des essences des armées (SEA).

2. Aspects financiers

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	Code	AE					CP			
			LFI	Prévision FDC	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/	LFI	Prévision FDC	Conso.	Ecart Conso. /

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

				/ ADP du PAP			prévision		/ ADP du PAP		prévision
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Réalisation des infrastructures des bases de défense	0178 / 0178-0068 / 0178-05-89 / OB - 0178091701	72 466 989	-	-	62 778 519	- 9 688 470	98 273 273	-	101 208 672	2 935 399
OB	Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens	0178 / 0178-0068 / 0178-05-89 / OB - 0178091606	8 410 000	-	-	23 017 308	14 607 308	14 695 229	-	24 893 186	10 197 957
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéportuaire	0178 / 0178-0068 / 0178-05-89 / OB - 0178091602	-	-	-	3 425 423	3 425 423	108 136 373	-	72 224 305	- 35 912 068
OB	Maintien et soutien des sites	0178 / 0178-0068 / 0178-05-89 / OB - 0178091901	9 886 000	-	-	10 013 011	127 011	2 174 920	-	831 520	- 1 343 400
Total			90 762 989	-	-	99 234 260	8 471 271	223 279 795	-	199 157 684	- 24 122 111

Commentaires**OB « Réalisation des infrastructures des bases de défense »**

La sous-consommation en AE s'explique par un transfert de ressources vers la sous-action 82 afin de réaliser des travaux d'adaptation mineur (TAM) au profit des BDD.

OB « Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens »

La surconsommation en AE et CP est due au transfert en gestion de crédits intra-programme pour réaliser des opérations au profit notamment de la DIRISI.

OB « Préparation opérationnelle du milieu aéportuaire »

La surconsommation en AE est consécutive à des engagements non programmés pour réaliser des travaux d'achèvement d'opérations, la sous-consommation en CP est liée à la fiabilisation à la baisse des restes à payer de l'OS Infra.

OB « Maintien et soutien des sites »

La sous-consommation des CP est liée à un retard de certains engagements d'opérations infra en raison de la crise COVID.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévision PAP
Sous-action	0	486 000	486 000

L'écart sur les attributions de produits et fonds de concours perçus en gestion 2020 s'explique par un surcroît de recettes non programmées.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHESE ACTION 5

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affect. sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Conso	Ecart Conso / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	425 210 664	144 548 111,00	0	565 850 320	-3 908 455	321 606 247	144 548 111	532 290 803	66 136 445
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	83 421 972	6 372 308,00	0	123 944 823	34 150 543	82 246 380	6 372 308	123 596 950	34 978 262
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	2 486 319	-	0	404 108	-2 082 211	2 437 568	0	360	-2 437 208
OS	Entretien programmé du personnel (EPP)	334 832 069	575 000,00	0	373 800 752	38 393 683	282 178 285	575 000	365 944 444	83 191 159
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	1 237 718 122	54 176 573,00	0	1 409 216 005	117 321 310	1 000 471 208	54 176 573	1 072 553 056	17 905 275
OS	Infrastructures de défense (INFRA)	332 767 550	-	120000	275 967 116	-56 680 434	452 587 950	0	421 157 412	-31 430 538
Total		2 416 436 696	205 671 992	120 000	2 749 183 122	127 194 434	2 141 527 638	205 671 992	2 515 543 025	168 343 395

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2019	Eng 2020	2020	2021	2022	>2022	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	112,30	489,76	467,95	106,64	22,73	4,74	602,06
		PLR	99,79	565,85	532,29	97,03	13,05	23,27	665,64
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	PLF	35,51	89,79	88,62	28,75	7,83	0,10	125,30
		PLR	35,97	123,94	123,60	29,43	2,86	4,02	159,91
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	PLF	0,15	2,49	2,44	0,20	0,00	0,00	2,64
		PLR	0,00	0,40	0,00	0,00	0,00	0,40	0,40
OS	Entretien programmé du personnel (EPP)	PLF	218,04	335,41	282,75	184,84	53,95	31,91	553,45
		PLR	0,00	373,80	365,94	167,36	40,78	0,75	574,84
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	680,68	1291,89	1059,05	518,69	198,47	196,36	1972,58
		PLR	0,00	1409,22	1072,55	577,02	242,20	207,98	2099,76
OS	Infrastructures de Défense (NFRA)	PLF	603,55	332,77	452,59	344,55	115,52	23,66	936,32
		PLR	0,00	286,07	421,16	280,90	77,47	89,92	869,45
Total écarts			1514,47	-217,17	-162,14	31,93	22,13	-69,58	-177,66

ACTION

06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures		880 000 000 453 590 706	880 000 000 453 590 706		880 000 000 456 145 680	880 000 000 456 145 680

Les crédits de cette action sont destinés à financer les dépenses supplémentaires liées aux opérations extérieures. Ces dépenses recouvrent notamment des coûts liés au transport stratégique, aux contrats d'externalisation, aux contributions budgétaires aux opérations militaires de l'UE et de l'OTAN, et aux surcoûts de fonctionnement.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'année 2020 a été marquée par les faits suivants :

- au Sahel : l'augmentation des effectifs engagés dans l'opération Barkhane suite à la décision du Président de la République, combinée à un renforcement des actions cinétiques contre les groupes armés terroristes ;
- au Levant : dans le cadre de l'opération Chammal, la mise en place d'une permanence à la mer dans le canal de Syrie (incluant trente jours d'engagement du groupe aéronaval), le maintien des activités aériennes et la réarticulation des *task force* terrestres ;
- au Liban (opération Daman) : la rationalisation de l'empreinte française au sein de la FINUL en application d'une revue capacitaire de l'ONU ;

- en République centrafricaine : la stabilité des effectifs et de l'activité du détachement d'appui opérationnel (DétAO), l'emménagement de l'*European Union Training Mission* (EUTM) sur le camp de M'Poko et la sous-traitance d'une partie du soutien à l'économat des armées ;
- en Méditerranée : le lancement de l'opération EUNAVFORMED Irini qui succède à l'opération Sophia et une évolution de la conflictualité en Libye, placée au cœur d'un jeu de puissances ;
- la pandémie de COVID-19 qui a généré de multiples impacts sur l'ensemble des théâtres d'opérations.

La bande sahélo-saharienne est la première des zones d'engagement des armées françaises : ce théâtre, à forte composante terrestre, représente presque deux tiers de l'effectif total déployé (5 134) et 70 % du montant total des surcoûts OPEX (885,18 M€).

Traduisant l'engagement français dans le cadre d'une coalition de circonstance au Levant contre Daesh, l'opération Chammal, à dominante aérienne, constitue le deuxième plus important engagement militaire en 2020, avec un surcoût total porté à 205,4 M€ (265 M€ en 2019) et un effectif moyen déployé de 1 156 hommes (1 303 en 2019).

L'opération Daman s'est caractérisée en 2020 par sa stabilité en effectif (707 personnes) et un surcoût qui s'établit à 57,29 M € (59,2 M € en 2019).

En RCA, l'effectif moyen projeté en 2020 au sein du DétAO est stable à 184 hommes (182 hommes en 2019) : les surcoûts afférents s'élèvent à 27,0 M€ (24,1 M€ en 2019). Cette augmentation est due aux coûts initiaux d'infrastructure liés à la sous-traitance du soutien (nouveau mess, etc.).

OPÉRATION STRATÉGIQUE : OPEX

1. DESCRIPTION

OB « actions civilo-militaires »

Les actions civilo-militaires (ACM) sont des actions menées au profit de la population locale permettant l'intégration de la force française dans son environnement (1,3 M€).

OB « externalisation »

Cette opération budgétaire concerne les prestations externalisées de soutien (gestion de camp, alimentation, hébergement, acheminement du courrier, prestations multiservices, etc.) assurées par des prestataires extérieurs (82,5 M€).

OB « soutien aux forces »

Les crédits de cette opération budgétaire servent à couvrir notamment les dépenses d'alimentation (32,4 M€), de fonctionnement courant (47,6 M€), de déplacement (5,3 M€), de location immobilière (0,2 M€), de condition du personnel en opération (10,2 M€), d'habillement et de soutien de l'homme (5,7 M€) et de soutien au stationnement (74,9 M€).

OB « soutien aux opérations »

Cette opération budgétaire concerne les dépenses de carburants opérationnels pour les matériels terrestres et les avions affrétés déployés en OPEX, de munitions et d'entretien programmé des matériels aéroterrestres, aériens et navals. En 2020 elle s'est élevée à 34,9 M€.

OB « subventions »

Les subventions désignent les contributions versées par le ministère des armées aux budgets communs des opérations militaires de l'UE et de l'OTAN auxquelles participe la France. Elles s'élèvent en 2020 à 40,5 M€.

OB « télécommunications »

Cette OB (22,6 M€) regroupe les crédits alloués à l'acquisition de matériel SIC destiné aux OPEX ainsi qu'aux télécommunications, permettant notamment de financer la location de bandes passantes pour la mise en œuvre des drones et les communications satellitaires sur les théâtres.

OB « transports »

Cette OB ne rend compte que des surcoûts liés à l'externalisation des transports. Elle ne rend pas compte des coûts liés à l'utilisation des moyens patrimoniaux, portés par d'autres OB.

Le transport regroupe, d'une part le transport stratégique (68,6 M €) et d'autre part le transport intrathéâtre (31,3 M €), réalisés dans le cadre de marchés de transports maritimes, aériens et routiers.

Le transport stratégique se décompose en une phase de projection aérienne ou maritime depuis la métropole, puis une phase d'acheminement terrestre vers les zones d'intervention.

Les phases de projection, d'entretien des flux logistiques et de désengagement sont réalisées par une combinaison entre :

- la voie maritime affrétée ;
- l'affrètement de gros porteurs ;
- des transports terrestres (voie routière et de plus en plus, voie ferrée), notamment s'agissant des pré et post acheminements.

Les flux de soutien des OPEX en phase stabilisée (flux d'entretien) sont assurés majoritairement par la voie maritime et par la voie aérienne pour les besoins urgents et la logistique des matériels dont la rareté, la criticité ou le maintien en condition opérationnelle imposent des délais de transport courts.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €).

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Actions civilo-militaires	1 500 000	-	1 274 618	- 225 382
OB	Externalisation	130 000 000	-	81 071 878	- 48 928 122
OB	Soutien aux forces	150 500 000	-	177 845 672	27 345 672
OB	Soutien aux opérations	352 975 000	-	34 680 709	- 318 294 291
OB	Subventions	40 000 000	30 000 000	40 489 197	- 29 510 803
OB	Télécommunications	25 000 000	-	23 881 278	- 1 118 722
OB	Transport	120 000 000	-	99 777 651	- 20 222 349
Total		819 975 000	30 000 000	459 021 004	- 390 953 996

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation/ prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Actions civilo-militaires	1 500 000	-	1 274 618	- 225 382
OB	Externalisation	130 000 000	-	82 468 876	- 47 531 124
OB	Soutien aux forces	150 500 000	-	176 301 544	25 801 544
OB	Soutien aux opérations	352 975 000	-	34 905 560	- 318 069 440
OB	Subventions	40 000 000	30 000 000	40 489 197	- 29 510 803
OB	Télécommunications	25 000 000	-	22 627 995	- 2 372 005
OB	Transport	120 000 000	-	99 945 568	- 20 054 432
Total		819 975 000	30 000 000	458 013 357	- 391 961 643

BILAN FINANCIER DE L'ENSEMBLE DES DEPENSES LIEES AUX OPEX EN 2020 (PERIMETRE HORS TITRE 2)

Armée / service	Imputation des surcoûts OPEX	Ressources (en M€)	Dépenses (en M€)
EMA	Action 6 – Surcoûts liés aux OPEX	850,0	458,0
Armée de terre	Action 2 – Préparation des forces terrestres	0,0	239,5
Marine	Action 3 – Préparation des forces navales	0,0	117,6
Armée de l'air	Action 4 – Préparation des forces aériennes	0,0	143,4
Service de santé des armées	Action 5 – logistique et soutien interarmées	0,0	0,5
Soutien des Forces	Action 5 – logistique et soutien interarmées	0,0	42,4
Total		850,0	1 001,5

Les surcoûts OPEX sont détaillés, par armée ou service et type de dépense, dans les tableaux suivants.

En CP :

Type de dépense par OB ou activité (détailler les dépenses liées à CAPES France)	Imputation	Consommation
Externalisation du soutien hors CAPES	Action 6	82 468 876

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Soutien aux forces	Action 6	176 301 544
Actions civilo-militaire	Action 6	1 274 618
Soutien aux opérations	Action 6	34 905 560
Subventions	Action 6	40 489 197
Télécommunications	Action 6	22 627 995
Transport	Action 6	99 945 568
Total		458 013 357

Type de dépense par OB	Imputation	Consommation
DIRISI	Action 1	11 000
Total		11 000

Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EPM TERRESTRE	Action 2	100 068 505
EPM Aéronautique	Action 2	114 783 971
Carburant	Action 2	2 892 760
AOP	Action 2	13 113 073
Munitions	Action 2	6 110 527
EAC	Action 2	2 570 183
Total		239 539 019

Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EPM Aéronautique	Action 3	22 683 806
EPM TERRESTRE	Action 3	-704 033
EPM naval	Action 3	89 895 030
Carburant	Action 3	3 188 454
Munitions	Action 3	1 024 884
EAC	Action 3	564 349
AOP	Action 3	845 375
FAS	Action 3	117 600
Total		117 615 465

Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EPM Terrestre	Action 4	1 520 000
EPM Aéronautique	Action 4	89 951 556
Carburant	Action 4	30 911 174
Munitions	Action 4	20 530 000
AOP	Action 4	500 000
Total		143 412 730

Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EPP	Action 5	42 393 256
EAC	Action 5	103 276
AOP	Action 5	398 693
Total		42 895 225

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Code	Consommation	Ecart Consommation / Prévision PAP
Sous-action	30 000 000,00	0178-06	28 832 721	- 1 167 279

SYNTHÈSE ACTION 6

Niveau	Description	AE				
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
OS	OPEX	819 975 000	30 000 000	-	459 021 004	- 390 953 996

Niveau	Description	CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	OPEX	819 975 000	30 000 000	458 013 357	- 391 961 643

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	Description	Code	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
				Eng restant à payer à fin 2019	Eng 2020	2020	2021	2022	>2022	Total
OS	OPEX	OPEX	PLF	17,12	880,00	880,00	17,12	0,00	0,00	897,12
		OPEX	PLR	17,94	459,02	458,01	18,94	0,00	0,00	476,96
Total écarts				-0,82	420,98	421,99	-1,83	0,00	0,00	420,16

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	810 000 000	410 940 614	810 000 000	413 336 535
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	810 000 000	410 940 614	810 000 000	413 336 535
Titre 5 : Dépenses d'investissement		2 092 938		2 251 991
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		2 092 938		2 251 991
Titre 6 : Dépenses d'intervention	70 000 000	40 556 462	70 000 000	40 556 462
Transferts aux ménages	70 000 000		70 000 000	
Transferts aux autres collectivités		40 556 462		40 556 462
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières		691		691
Prêts et avances		691		691
Total	880 000 000	453 590 706	880 000 000	456 145 680

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ACTION**07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures**

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures		25 631 088	25 631 088		24 534 446	24 534 446
			0			0

OPÉRATION STRATÉGIQUE : MISSINT**1. DESCRIPTION**

Le périmètre retenu pour la prise en charge en imputation directe sur le BOP 0178 - 0062 se limite aux missions faisant l'objet d'un financement en surcoût MISSINT (provision et couverture complémentaire le cas échéant). En 2020, cela concerne donc les opérations SENTINELLE et RÉSILIENCE.

L'opération RÉSILIENCE a été créée en mars 2020 pour renforcer les moyens civils face à la crise de la COVID-19 sur le territoire métropolitain et ultramarin.

En 2020, l'unité opérationnelle MI 01 « MISSINT » a été créée ; elle a principalement porté des dépenses :

- d'alimentation pour SENTINELLE et RÉSILIENCE ;
- de déplacement du personnel lié à RÉSILIENCE.

OB « Soutien aux forces »

Cette OB porte les dépenses d'alimentation (23,9 M€), de déplacement du personnel (0,6 M€), de fonctionnement courant (0,03 M€).

OB « Télécommunications »

Cette OB a porté en 2020 des dépenses pour un montant de 0,006 M€.

(yc FDC et ADP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
AE	100 000 000	30 025 000	130 025 000	88 849 484	25 697 479	114 546 964
CP	100 000 000	30 025 000	130 025 000	88 849 484	24 592 962	113 442 447

2. ASPECTS FINANCIERS**BILAN FINANCIER DE L'ENSEMBLE DES DEPENSES LIEES AUX MISSINT EN 2020 (PERIMETRE HORS TITRE 2)**

Armée / service	Imputation des surcoûts MISSINT	Ressources (en M€)	Dépenses (en M€)
EMA	Action 7 – Surcoûts liés aux MISSINT	-	24,6
DIRISI	Action 1–14 – Systèmes d'information et de communication	-	0,0
Armée de terre	Action 2 – Préparation des forces terrestres	-	7,3
Marine	Action 3 – Préparation des forces navales	-	7,8

Armée de l'air	Action 4 – Préparation des forces aériennes	-	3,8
SOUTIEN	Action 5 – logistique et soutien interarmées	-	27,3
S.S.A	Action 5-80 – Fonction santé	-	2,4
Total		-	73,2

Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
Soutien aux forces	Action 7	24 587 377
Soutien aux opérations	Action 7	5 585
Total		24 592 962

Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EAC	Action 1-14	26 201
Total		26 201

Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EPM Terrestre	Action 2	344 726
EPM Aéronautique	Action 2	848 278
Carburant	Action 2	643 198
EAC	Action 2	459 975
AOP	Action 2	5 041 820
Total		7 337 997

Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EPM Aéronautique	Action 3	267 472
EPM Naval	Action 3	6 290 841
EAC	Action 3	1 311
AOP	Action 3	1 163 171
FAS	Action 3	37 516
Total		7 760 311

Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EPM Aéronautique	Action 4	2 819 925
AOP	Action 4	751 200
FAS	Action 4	208 898
Total		3 780 023

Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EPP	Action 5	4 378 779
EAC	Action 5	1 782 227
FAS	Action 5	17 384 976
AOP	Action 5	3 743 806
Total		27 289 788

Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
-------------------------------------	------------	--------------

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

AOP	Action 5-80	2 368 457
Total		2 368 457

SYNTHÈSE ACTION 7

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	MISSINT	30 025 000	0	0	25 697 479	- 4 327 521	30 025 000	0	24 592 962	- 5 432 038

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements			Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2019	Eng 2020	2020	2021	2022	>2022	Total	
OS	MISSINT	PLF	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		PLR	0,00	25,70	24,59	1,10	0,00	0,00	0,00	25,70
Total écarts			0,00	- 25,70	- 24,59	- 1,10	0,00	0,00	0,00	- 25,70

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement		25 631 088		24 534 446
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		25 631 088		24 534 446
Total		25 631 088		24 534 446

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ET EMPLOIS ALLOUÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Ecole de l'air (P178)			23 240 780	23 236 621	23 236 621	23 236 621
Subventions pour charges de service public			22 780 321	22 780 321	22 780 321	22 780 321
Dotations en fonds propres			460 459	456 300	456 300	456 300
Ecole navale (P178)	30 656 829	30 656 829	33 377 453	33 377 453	33 377 453	33 377 453
Subventions pour charges de service public	29 955 829	29 955 829	32 676 453	32 676 453	32 676 453	32 676 453
Dotations en fonds propres	701 000	701 000	701 000	701 000	701 000	701 000
CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172)	144 000	279 000			149 000	149 000
Transferts	144 000	279 000			149 000	149 000
IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (P172)	5 000 415	5 000 415			5 875 985	5 875 985
Transferts	5 000 415	5 000 415			5 875 985	5 875 985
Total	35 801 244	35 936 244	56 618 233	56 614 074	62 639 059	62 639 059
Total des subventions pour charges de service public	29 955 829	29 955 829	55 456 774	55 456 774	55 456 774	55 456 774
Total des dotations en fonds propres	701 000	701 000	1 161 459	1 157 300	1 157 300	1 157 300
Total des transferts	5 144 415	5 279 415			6 024 985	6 024 985

Les financements apportés par l'Etat à l'Ecole navale s'inscrivent dans une trajectoire haussière pour la subvention pour charges de service public, notamment en raison du rehaussement du plafond d'emplois mais également pour accompagner le développement de l'Ecole. La dotation en fonds propres est restée stable.

L'Ecole de l'air a perçu l'intégralité de la ressource attendue. Les aléas générés par la crise sanitaire ont été couverts en gestion par l'établissement et ont amené à une croissance de la trésorerie.

Concernant l'IFREMER, les financements apportés par le programme 178 concernent la mise à disposition du navire océanographique français « Pourquoi pas », propriété de l'IFREMER, pour répondre aux besoins de la Défense, en application d'une convention Marine Nationale-SHOM-IFREMER. En 2020, cette mise à disposition s'est élevé à 130 jours.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Opérateur	ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes	ETPT rémunérés par les opérateurs				ETPT rémunérés par d'autres collectivités
		sous plafond *	hors plafond	dont contrats aidés	dont apprentis	
Ecole de l'air	Réalisation 2019	0	0	0	0	0
	Prévision 2020	0	270	0	0	0
	Réalisation 2020	0	257	0	0	0
Ecole navale	Réalisation 2019	0	346	15	2	0
	Prévision 2020	0	357	40	0	0
	Réalisation 2020	0	350	17	0	3

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Opérateur	ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes	ETPT rémunérés par les opérateurs				ETPT rémunérés par d'autres collectivités
		sous plafond *	hors plafond	dont contrats aidés	dont apprentis	
Réalisation 2019						
Prévision 2020						
Réalisation 2020						
Total	0	346	15	2	0	0
	0	627	40	0	0	0
	0	607	17	0	3	0

* Les emplois sous plafond 2020 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2020 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2020

Pour l'Ecole de l'air, les départs en retraite et les départs inopinés en début d'année 2020 ont affecté l'effectif moyen et généré des vacances plus longues du fait des difficultés de recrutement lors du confinement. Outre les départs non prévus en mobilité, trois personnels militaires ont été réformés et n'ont pas été remplacés et un personnel militaire a été muté en avance de phase.

L'Ecole navale se rapproche de la saturation de son plafond d'emplois de taux de réalisation en dépit de difficultés à recruter dans le contexte de la crise sanitaire.

SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	Prévision ETPT	Réalisation ETPT
Emplois sous plafond 2020 *	627	607

* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2020 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2020

	Prévision ETP	Réalisation ETP
Schéma d'emplois 2020 en ETP	3	4

L'Ecole navale poursuit en 2020 une trajectoire de saturation progressive de son plafond d'emploi (+20 ETPT depuis sa création), qui a vocation à se poursuivre en 2021.

En 2020 l'Ecole de l'air a bénéficié du transfert des postes de l'Armée de l'air (+ 270 ETPT) et monte progressivement en puissance.

OPÉRATEURS

ECOLE DE L'AIR

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'École de l'air (EA) réunit l'ensemble des parcours de formation initiale des officiers de l'armée de l'air et de l'espace. L'EA est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, constitué sous la forme d'un grand établissement (EPSCP-GE) au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation (article R. 3411-119 du code de la défense), sous tutelle du ministère des armées.

Ce statut lui permet de s'intégrer pleinement dans l'enseignement supérieur et de collaborer d'égal à égal avec tous les établissements de l'enseignement supérieur.

École de commandement, l'EA dispense à tous les futurs officiers une formation militaire d'excellence en prise directe avec le milieu opérationnel. L'EA forme, en outre, les futurs experts du milieu aérospatial, en s'appuyant sur un enseignement pratique et théorique de haut niveau, adossé à un pôle recherche en plein essor. Elle offre la possibilité de suivre une formation individualisée et valorisée grâce à une prise en compte des diplômes, des compétences et de l'expérience déjà détenus.

La situation sanitaire a eu des impacts tant sur les dépenses de l'établissement que sur ses ressources.

Sur les dépenses, la continuité des actes de formation et de soutien a pu se faire au prix de l'acquisition de moyens informatiques nécessaires au télétravail et à l'enseignement à distance. Il a également été nécessaire d'acquérir les moyens de protection individuelle pour les cadres et les élèves.

Par ailleurs, l'annulation et le report de missions des élèves (semaine parisienne, découverte d'unités) et de manifestations ont généré des économies tandis que certaines recettes inscrites au budget initial n'ont pas été réalisées.

L'impact global de la crise COVID sur l'exercice 2020 représente un coût global de 184 k€ pour l'établissement.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P178 – Préparation et emploi des forces			23 241	23 237	23 237	23 237
Subventions pour charges de service public			22 780	22 780	22 780	22 780
Dotations en fonds propres			460	456	456	456
P141 – Enseignement scolaire public du second degré					3	3
Transferts					3	3
Total			23 241	23 237	23 240	23 240

Les montants de la réalisation 2020 sont conformes à la prévision inscrite en LFI et permettent à l'établissement d'assurer son développement en dépit d'un contexte sanitaire ayant freiné certains projets d'investissement ou empêché la délivrance de formations ouvertes à des participants extérieurs .

COMPTE FINANCIER 2020

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Produits	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Personnel	20 100	17 440	Subventions de l'État	22 585	22 799
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	<i>2 709</i>	<i>2 252</i>	<i>– subventions pour charges de service public</i>	<i>22 585</i>	<i>22 799</i>
			<i>– crédits d'intervention(transfert)</i>		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	2 118	1 869	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions		64
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention		146	Revenus d'activité et autres produits	386	470
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>		<i>146</i>	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>		
Total des charges	22 218	19 309	Total des produits	22 971	23 333
Résultat : bénéfice	753	4 024	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	22 971	23 333	Total : équilibre du CR	22 971	23 333

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Ressources	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	753	4 169
Investissements	838	751	Financement de l'actif par l'État	438	438
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		
			Autres ressources	214	
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	838	751	Total des ressources	1 405	4 607
Augmentation du fonds de roulement	567	3 856	Diminution du fonds de roulement		

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | OPÉRATEURS

Le résultat de l'exercice 2020 s'établit à 4 M€, pour une augmentation du fonds de roulement de 3,9 M€. Ces montants positifs résultent de moindres dépenses engendrées par la crise sanitaire et surtout par une montée en puissance de l'effectif moins rapide qu'espéré.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2020		Compte financier 2020 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	20 100	20 100	17 452	17 452
Fonctionnement	2 118	2 118	2 098	1 696
Intervention	0	0	0	0
Investissement	940	838	1 411	745
Total des dépenses AE (A) CP (B)	23 158	23 056	20 961	19 894
dont contributions employeur au CAS pensions	7 723	7 723	2 252	2 252

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Recettes globalisées	22 971	22 990
Subvention pour charges de service public	22 585	22 780
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	386	210
Recettes fléchées	652	700
Financements de l'État fléchés	438	456
Autres financements publics fléchés	0	95
Recettes propres fléchées	214	149
Total des recettes (C)	23 623	23 691
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	567	3 797
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	0	0

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1. Formation académique	4 500 4 339	104 101	104 99	0 0	0 0	194 176	165 134	4 798 4 617	4 769 4 573
2. Formation militaire, aéronautique et aérospatiale	4 650 4 192	1 097 1 218	1 097 907	0 0	0 0	107 66	91 66	5 854 5 476	5 838 5 166
3. Recherche	3 650 3 037	168 163	168 119	0 0	0 0	294 205	250 247	4 112 3 405	4 068 3 403
4. Rayonnement et partenariat	2 300 2 145	341 181	341 121	0 0	0 0	0 0	0 0	2 641 2 326	2 641 2 266
5. Soutien	5 000 3 739	407 436	407 450	0 0	0 0	345 963	332 298	5 753 5 137	5 739 4 487

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Total	20 100	2 118	2 118	0	0	940	838	23 158	23 056	
	17 452	2 098	1 696	0	0	1 411	745	20 961	19 894	

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	0	0
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	0
Autres décaissements non budgétaires	0	57
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	0	57
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	567	3 741
Abondement de la trésorerie fléchée	0	111
Abondement de la trésorerie non fléchée	567	3 630
Total des besoins	567	3 797

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	567	3 797
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	0
Autres encaissements non budgétaires	0	1
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	567	3 797
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	0	0
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	0	0
Total des financements	567	3 797

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Le niveau de trésorerie final fin 2020 s'établit à près de 7,3 M€. Il est constitué pour 2 M€ de la dotation en fonds propres (DFP) initiale pour la constitution du fonds de roulement, et comprend 1 M€ pour couvrir des dépenses engagées en 2020 (0,4 M€ de fonctionnement pour les déplacements 2020 avancés sur crédits DRHAA et 0,6 M€ de dépenses d'investissement pour travaux et aménagements commandés mais non exécutés ou non livrés).

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2019 (1)	Prévision 2020 (2)	Réalisation 2020
Emplois rémunérés par l'opérateur :		270	257
– sous plafond		270	257

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | OPÉRATEURS

	Réalisation 2019 (1)	Prévision 2020 (2)	Réalisation 2020
– hors plafond			
dont contrats aidés			
dont apprentis			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2019.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2020.

Les départs en retraite et les départs inopinés en début d'année 2020 ont affecté l'effectif moyen et généré des vacances plus longues du fait des difficultés de recrutement lors du confinement. Outre les départs non prévus en mobilité, trois personnels militaires ont été réformés et n'ont pas été remplacés et un personnel militaire a été muté en avance de phase.

ECOLE NAVALE

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

En charge de la formation initiale des officiers de Marine et des marins des spécialités nautiques, l'Ecole navale (EN) dispose du statut d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) depuis le 1^{er} janvier 2017.

L'année 2020 a été marquée par le contexte sanitaire, qui, sans interrompre la mission de formation, en a altéré significativement la conduite, incluant notamment le confinement des élèves sur site, la mise en œuvre d'un enseignement à distance généralisé et la reconfiguration des projets de fin d'étude des officiers élèves.

La forte réduction des activités de la formation continue est venue dégrader le niveau de ressources propres. Toutefois, cette baisse a été compensée par une forte réduction des frais de déplacement et du recours aux réservistes et vacataires. Les reliquats de crédit qui en découlent ont été redéployés au profit d'une amélioration du cadre de vie des élèves sur le campus sous la forme d'un renouvellement des mobiliers.

En 2020, l'Ecole navale a ouvert un Mastère spécialisé sur la cyberprotection des infrastructures maritimes et portuaires, progressé sur la création d'un nouveau cours pour officiers étrangers en partenariat avec la société Défense Conseil International (DCI), a adopté un plan d'attractivité et un plan pour l'égalité femmes-hommes au profit de ses ressortissants, préparé le renouvellement de sa médiathèque, ouvert un Learning Lab expérimental et mis en production son élévateur à bateaux dans le cadre de son projet de port à sec. L'établissement prépare également l'ouverture d'une antenne délocalisée à Brest.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P178 – Préparation et emploi des forces	30 657	30 657	33 377	33 377	33 377	33 377

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	29 956	29 956	32 676	32 676	32 676	32 676
Dotations en fonds propres	701	701	701	701	701	701
P200 – Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)		1				
Transferts		1				
Total	30 657	30 658	33 377	33 377	33 377	33 377

Les financements apportés par l'Etat à l'établissement ont augmenté pour ce qui concerne la subvention pour charges de service public, à la fois en vue d'accompagner le rehaussement du plafond d'emplois (357 ETPT en LFI 2020 contre 354 ETPT en 2019) mais aussi de poursuivre le développement de l'établissement. La dotation en fonds propres est restée stable.

COMPTE FINANCIER 2020

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Produits	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Personnel	27 333	26 033	Subventions de l'État	32 327	32 676
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	<i>1 496</i>	<i>3 026</i>	<i>– subventions pour charges de service public</i>	<i>32 327</i>	<i>32 676</i>
			<i>– crédits d'intervention(transfert)</i>		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	7 558	6 266	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)	30	30	Autres subventions	365	615
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	803	641	Revenus d'activité et autres produits	2 511	2 025
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	<i>803</i>	<i>641</i>	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	<i>78</i>	<i>401</i>
Total des charges	34 921	32 329	Total des produits	35 203	35 316
Résultat : bénéfice	282	2 987	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	35 203	35 316	Total : équilibre du CR	35 203	35 316

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | OPÉRATEURS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Ressources		
			Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	1 007	3 228
Investissements	2 947	2 032	Financement de l'actif par l'État	673	701
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	69	104
			Autres ressources		
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	2 947	2 032	Total des ressources	1 749	4 033
Augmentation du fonds de roulement		2 001	Diminution du fonds de roulement	1 198	

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

La très forte augmentation du résultat par rapport au Budget rectificatif n°2 (+1,5M€) est principalement liée à l'absence de comptabilisation en charges des achats de mobilier réalisés en fin d'année (1,17M€ - le reste de l'augmentation procédant principalement de l'intégration tardive de la levée de la réserve), sachant que les montants budgétaires afférents ont néanmoins été décaissés via une convention d'avance à 100% passée avec l'UGAP (et donc déduits de la trésorerie).

Ce décalage comptable a été identifié à l'occasion des opérations de fin de gestion : la comptabilisation de ces charges est décalée à 2021 et viendra minorer d'autant le résultat comptable. En conséquence du résultat, la CAF est à un niveau élevé mais avec une corrélation moindre en raison de la prise en compte des amortissements.

Le niveau de CAF plus élevé affecte le tableau de financement et, au final, le fonds de roulement qui augmente de façon substantielle.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2020		Compte financier 2020 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	27 333	27 333	27 749	27 749
Fonctionnement	6 677	6 785	6 985	6 346
Intervention	0	0	0	0
Investissement	1 639	2 947	1 484	1 999
Enveloppe recherche	0	0	0	0
- Personnel	0	0	0	0
- Fonctionnement	0	0	0	0
- Investissement	0	0	0	0
Total des dépenses AE (A) CP (B)	35 650	37 065	36 219	36 095
dont contributions employeur au CAS pensions	1 496	1 496	3 026	3 026

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

A compter du budget initial 2021, l'enveloppe recherches n'est plus cumulée aux lignes précédentes pour établir le total des dépenses.

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Recettes globalisées	35 609	35 038
Subvention pour charges de service public	32 320	32 676
Autres financements de l'État	673	701
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	24	7
Recettes propres	2 592	1 653
Recettes fléchées	408	760
Financements de l'État fléchés	7	68
Autres financements publics fléchés	207	433
Recettes propres fléchées	194	259
Total des recettes (C)	36 017	35 798
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	0
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	1 048	297

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	Budget initial Compte financier *	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Assurer des actions de communication permettant le rayonnement de l'École	957	100	100	0	0	20	20	1 077	1 077
	971	63	68	0	0	1	0	1 035	1 039
Assurer et fiabiliser le soutien de l'EPSCSP pour optimiser l'adaptation des moyens aux missions	3 690	4 108	4 215	0	0	738	901	8 536	8 806
	3 746	5 503	4 920	0	0	389	365	9 639	9 032
Délivrer des formations en lien avec les besoins de la Marine	22 003	2 156	2 156	0	0	579	1 378	24 738	25 537
	22 338	1 192	1 175	0	0	690	1 225	24 221	24 738
Développer les partenariats et devenir un pôle d'excellence maritime reconnu	273	69	69	0	0	0	0	342	342
	277	54	54	0	0	0	0	331	331
Développer une recherche de qualité	410	245	245	0	0	302	648	957	1 303
	416	173	130	0	0	403	408	992	955
Total	27 333	6 677	6 785	0	0	1 639	2 947	35 650	37 065
	27 749	6 985	6 346	0	0	1 484	1 999	36 219	36 095

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	1 048	297
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	94
Autres décaissements non budgétaires	0	0

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | OPÉRATEURS

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	1 048	391
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	0
Abondement de la trésorerie fléchée	0	174
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
Total des besoins	1 048	391

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	0
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	1	92
Autres encaissements non budgétaires	0	-160
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	1	-67
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	1 047	458
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	226	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	821	632
Total des financements	1 048	391

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

L'Ecole navale a poursuivi en 2020 son effort de réduction de sa trésorerie sans préjudice du résultat comptable, notamment par l'anticipation du remboursement d'un mois (octobre) de masse salariale du personnel militaire.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2019 (1)	Prévision 2020 (2)	Réalisation 2020
Emplois rémunérés par l'opérateur :	361	397	367
– sous plafond	346	357	350
– hors plafond	15	40	17
<i>dont contrats aidés</i>	2		
<i>dont apprentis</i>			3
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2019.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2020.

L'Ecole navale poursuit en 2020 sa trajectoire de saturation de son plafond d'emploi, résultant d'une amélioration de la prévision et du dialogue de gestion avec la direction du personnel militaire de la Marine nationale. De nouvelles initiatives (plan de recrutement anticipé notamment) ont été entreprises pour approcher puis piloter le plafond en 2021.